

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR
THE
HUMAN, SOCIAL AND
EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

**TONTINES ET PERFORMANCES DES PETITES ET
MOYENNES ENTREPRISES FINANCIERES DANS LA
LOCALITE DE NKONGSAMBA, 1990-2018**

*Mémoire présenté et soutenu publiquement le 31 Mai 2022 en vue de l'obtention du Master en
Histoire*

Par

Emilie Dorette ESSEBE NGOUDE

*Titulaire d'une Licence en Histoire
Spécialité : Histoire Économique et Sociale*



MEMBRES DU JURY

PRÉSIDENT : Anselme Raymond EBALE, Professeur, UY1

RAPPORTEUR : Mathieu ABENA ETOUNDI, Maître de Conférences, UY1

MEMBRE : Rolande Sotherie TASSI, Chargée de Cours, UY1

A

Ma mère,

ELOM Louise Rosane

REMERCIEMENTS

Parvenu à la fin de ce travail de recherche, nous marquons notre reconnaissance et nos sincères remerciements à tous ceux qui ont consentis des efforts pour sa réalisation. Nous tenons tout d'abord à exprimer notre reconnaissance au directeur de ce travail, le Professeur Abena Etoundi Mathieu Jérémie, qui a été d'une aide sans pareille dans le cheminement de ce travail. Dans ce même élan, nos remerciements sont adressés à tous nos enseignants du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I pour la formation de qualité.

Notre gratitude va à l'endroit de nos chers parents, monsieur Ngoudé Nicolas et madame Elom Calixte Sylvie ainsi qu'à notre grand-mère madame Essèbè Emilie épouse Elom pour leur amour, leur soutien et les efforts consentis pour que nous ne manquions de rien durant la rédaction de ce travail de mémoire. Notre reconnaissance va également à l'endroit de nos frères et sœurs pour le soutien moral et financier. Nous pensons particulièrement à Mongo Ngouassa René, Youdom Ariane, Kingué Romeo, Epanya Rodrigue, Ngoudé Jean Xavier, Ngolong Ngoudé Rosine, Elom Ngoudé Pierre et Ngoudé Benedicta Rosane.

Nous tenons à remercier nos devanciers académiques Piaplé Njimfo et Eyigla Emile Zola pour les orientations, les conseils et l'accompagnement tout au long de ce travail. Notre pensée va à l'endroit des familles Elom, Besombe Ba Nkolndongo pour le soutien spirituel et moral. Nos remerciements vont à l'endroit de nos amis, Ngoumou Arnaud Joel, Epopa Thierry, Enno Kevin, Batoum Edouard, Ikouba Luc, Nkeck Jan René, Njoume Jérémie, Kengmo Stéphane, Bahanag Boris, Ewane Annick, Ndema Sophie, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas été mentionnés, nous leur disons merci infiniment.

Nos sincères remerciements sont adressés à tous les cadres des micro-finances, aux responsables et membres des tontines rencontrés dans la localité de Nkongsamba, qui ont bien voulu rendre ce travail possible de par leurs diverses participations.

SOMMAIRE

DEDICACE.....
REMERCIEMENTSiii
SOMMAIREiv
LISTE DES ACRONYMES ET SIGLESv
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	.vii
RESUME.....	.viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : TONTINES ET MICRO-FINANCES DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA : FONDEMENTS, TYPOLOGIE ET MODE D’ORGANISATION.....	27
CHAPITRE II : SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA	53
I. DETERMINANTS ECONOMIQUES DE LA SYNERGIE TONTINE- MICRO- FINANCE.....	54
II. RAISONS DE CHOIX ET CONDITIONS D’ADHESION DES TONTINES DANS LES MICRO-FINANCES	61
III. DETERMINANTS SOCIAUX DE LA SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE.....	70
CHAPITRE 3 : EFFETS DES TONTINES SUR LA PERORMANCE DES MICRO-FINANCES ET APPORT DES MICRO-FINANCES AUX TONTINES A NKONGSAMBA.....	76
I. EFFETS DES TONTINES DANS LA PRODUCTIVITE DES MICRO-FINANCES A NKONGSAMBA	77
II. INDICATEURS SOCIAUX DE L’APPORT DES TONTINES AUX MICRO-FINANCES..	84
III. APPORTS DES MICRO-FINANCES AUX TONTINES ET A LEURS MEMBRES DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA	90
CHAPITRE 4 : RELATIONS MICROFINANCES- TONTINES : LECTURE BILANCIELLE, ZONES D’OMBRE ET PERSPECTIVES.....	98
I. LECTURE BILANCIELLE DE LA RELATION TONTINES-MICRO-FINANCES À NKONGSAMBA	99
II. PROBLEMES RENCONTRES PAR LES MICRO-FINANCES ET LES TONTINES A NKONGSAMBA	104
III. PERSPECTIVES POUR UNE MEILLURE COLLABORATION TONTINES-MICRO- FINANCES	110
CONCLUSION GENERALE	117
ANNEXES	121
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	138
TABLE DES MATIERES.....	146

LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES

- **Acronymes**

ACEP : Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée

BEAC : Banque des Etats d'Afrique Centrale

CAMBANK : *Cameroon Bank Limited*

CAMED : Caisse Mutuelle Evangélique pour le Développement

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale

COBAC : Commission Bancaire d'Afrique Centrale

CODEKA'A : Comité de Développement du Canton Baneka

FIGEC : Financière Générale d'Epargne et de Crédit

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

SOFINA : Société Financière Africaine

- **Sigles**

BM : Banque Mondiale

BMBC : Banque Méridien Biao Cameroun

CCA : Crédit Communautaire d'Afrique

CEC-CMR : Caisse d'Epargne et de Crédit Cameroun

CFA : Communauté Financière Africaine

CRTV : *Cameroon Radio and Television*

DAT : Dépôt à Terme

EMF : Etablissement de Micro-Finance

FMI : Fonds Monétaire International

IFC : Institut Français du Cameroun

IMF : Institution de Micro-Finance

MC² : Mutuelle croissante de développement

MMCCUL : *Moungo Metropolitan Cooperative Credit union Limited*

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petite et Moyenne Entreprise

SA : Société Africaine

SCB : Société Camerounaise de Banque

TPE : Très Petite Entreprise

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste de carte

1 : La zone d'étude	7
----------------------------------	----------

Liste des photographies

1 : La Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID de Nkongsamba.....	40
2 : Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun de Nkongsamba.....	42
3: Livret d'épargne MC².....	68
4: Suivi des transactions entre la tontine et la micro-finance.....	69

Liste des tableaux

1 : Tontines à caractères communautaires présente dans la ville de Nkongsamba.....	36
2 : Associations à caractère professionnel ou socioprofessionnel de la ville de Nkongsamba	38
3 : Estimation des revenus des membres ayant un taux fixe de cotisation.....	45
4 : Estimation des revenus des membres ayant des taux de cotisation aléatoire.....	46
5 : Situation des banques au cours des années 1980 et 1990	59

RESUME

Ce travail se penche sur l'apport des tontines dans l'amélioration des performances des petites et moyennes entreprises financières dans la ville de Nkongsamba. Il montre que les relations entre ces deux organismes ont pris une sérieuse tournure à partir de 1990, par le truchement des lois sur la liberté d'association et la faillite des banques classiques. En effet, l'ouverture démocratique qui s'est matérialisée par des vagues de libéralisation a fait du volet associatif, un espace par excellence de mode de production et de captation de richesse. Cette diversification de la concurrence à l'échelle nationale va pousser de nombreuses associations à se faire reconnaître juridiquement et à devenir des partenaires et parfois actionnaires dans les établissements de micro-finances. Nkongsamba, localité cosmopolite et agricole, va profiter de ce vent pour performer dans le domaine associatif. Aussi, importe-t-il de relever que cet état de fait va motiver l'implantation des établissements des micro-finances dans cette zone. Les responsables de ces établissements vont s'appuyer sur les activités agricoles, pastorales ainsi que sur les associations présentes à Nkongsamba afin d'augmenter leurs capitaux. Sur la base des sources orales et écrites ainsi qu'à l'utilisation de la diachronie et la synchronie nous avons pu réaliser cette recherche. Nous avons organisé les informations en les thématissant d'une part, et à les suivre à travers le temps et l'espace d'autre part. A travers l'analyse diachronique, nous avons pu montrer que les tontines favorisent les performances des micro-finances à Nkongsamba depuis quelques décennies. L'approche synchronique quant à elle, a démontré la dynamique de cet apport. Il ressort de cette présente recherche qu'entre 1990 et 2018, les tontines et les micro-finances entretiennent des relations marquées d'assistance dès le départ et ensuite d'enrichissement des micro-finances. De même, les micro-finances accordent des prêts à des groupes associatifs en même temps qu'elles montent des projets pour ses associations. Il ressort de cette recherche que l'on peut améliorer la collaboration entre tontines et micro-finances à Nkongsamba particulièrement et au Cameroun en général.

Mots clés : Tontine, Performance, Micro-finance, Nkongsamba.

ABSTRACT

This work emphasis on the importance of group credit for the amelioration of the performance of small and medium enterprises in the town of Nkongsamba. It shows that the relationship between these two organisation have taken a serious ont take since 90's, by creating laws on free association business of classic or local bank. Howeves, the opening of democratics, which have been materialise by a huge liberalism of association which has been an important mode of production and increase of income. This diversificationhas lead to a competition nation wise and in so doing making many association to become legalised and sometime be partners in some microfinancial enterprises. Nkongsamba, a cosmopolitic and agricultural area will benefit from this to increase it associative domain. Thereby increasing the implantation of microfinance in the area. The shareholders of these establishments will base themselfe on agricultural, pastoral and associative activities present there to in riched or increase their capitals. All these information could be known on the bases of oral and written source to make those research. We have organised thematical information on one hand and the controlling on time one the other hand. Through the analysis we have be able to show the group credit increases the performance of microfinances in Nkongsamba town since many decome now. The synchronical approache however shows the dynamic of the issue. What we can bring out from this present research is that between the years 1990 and 2018 the group credit and the microfinances intertain assistance relationship where by the microfinance borrow money to these associations as well as set up projets for them. So these tore from this recherche we can retein that we can ameliorate the relation between the association and the microfinance in Nkongsamba town and in Cameroon as a whole.

Key words : *Group credit, performance, microfinance, Nkongsamba.*

INTRODUCTION GENERALE

1. CONTEXTE GENERALE DE L'ETUDE

Les tontines existent bien avant l'introduction de la monnaie dans l'économie. Elles doivent leur existence dans l'histoire lointaine et particulière de certains peuples. Si l'on s'en tient aux écrits des plus anciens, on peut dire que c'est au 2^e siècle que les toutes premières tontines ont vu le jour¹. La religion bouddhiste et ses monastères ont été à l'origine de la propagation de cette pratique. A cette période, il ne s'agissait pas de mettre en avant la notion d'argent, on assistait plutôt aux sociétés d'entraide où le service était la priorité. C'est alors qu'en 1275 on va constater l'entrée de la monnaie au sein des tontines au Japon ce qui va donner une autre orientation à ces dernières ; par contre en Corée cela est apparu dès le neuvième siècle². Quel que soit le niveau de développement, les tontines existent dans la plupart des pays asiatiques. À la différence de certains pays industrialisés, elles sont reconnues beaucoup plus en tant que sociétés commerciales qui agissent comme toute autre institution financière. Dans les pays comme le Japon et la Corée du sud, les premières lois qui ont trait aux tontines remontent au début du XX^{ème} siècle, et font des tontines des institutions qui s'apparentent aux banques. En France, les tontines étaient également caractérisées par l'entraide, les paysans exerçaient des travaux ensemble ceci à tour de rôle et chacun bénéficiait à un moment précis des services des autres. Le mot tontine variait en fonction du continent ou du pays dans lequel il est employé vu l'existence de plusieurs langues. L'appellation tontine, doit son essence au financier italien dénommé Lorenzo Tonti dès 1653, mais, ce mot doit sa vulgarisation au cours des années 1905. Cette année qui est marquée par une nouvelle loi sur les tontines en métropole. Etant donné que les caractéristiques sont les mêmes, les chercheurs de cette période ont opté pour une appellation commune : tontine.

Vue la "tardiveté" avec laquelle le continent africain s'est prêté à ce système, il est évident que seules les zones urbaines des pays de ce continent peuvent avoir connu ce nom. Même si au sein des pays africains, il existait déjà des tontines de travail, il est important de noter que c'est seulement avec la circulation de la monnaie que cette partie du monde met sur pied des tontines d'argent. Cette notion sera d'abord étudiée dans les pays d'Afrique de l'ouest. C'est ainsi qu'en 1952 "*l'ESUSU*", nom donné par les yoruba au Nigéria pour désigner la tontine voit le jour. Ainsi, la tontine est presque incontournable dans bon nombre de pays africains. Faire partir d'une tontine en Afrique, c'est décider librement de soumettre sa crédibilité à une épreuve. La tontine est un moyen qui pousse l'autre à fournir des efforts,

¹ <https://www.gdrc.org/les-tontines-dans-les-pays-en-developpement.html>, consulté le 27 juillet 2021.

² *Ibid.*

car, après avoir reçu des services ou des sommes d'argent, le participant se doit de rembourser. Dans le cas contraire, c'est un risque d'être mal vu par les siens voire même une exclusion. Au Bénin, plus de 60% de la population fait recours aux services de la tontine pour financer de petits projets, acheter des biens et surtout de régler les problèmes ponctuels³. Au Rwanda par contre, la Banque centrale estime à 416, le nombre d'associations qui exercent dans ce domaine⁴. De 2012 à 2016, on assiste à une augmentation du pourcentage de la population rwandaise au sein des tontines selon leur banque nationale, elle (la population) est passée de 19% à 42%. La bancarisation durant cette année est estimée à 23%, pourtant le pays compte environ 12 banques commerciales ; ceci s'explique par le manque de confiance qu'ont les populations en vers les banques classiques. La souplesse des mécanismes de la tontine attire vers elle plusieurs personnes, y compris les populations du Togo. Ce système occupe dans le système financier une place clé et contribue en moyenne 70 à 75 milliards de FCFA, cette somme se traduit par le pourcentage élevé du nombre d'institutions qui utilisent la tontine comme produit phare ; ce pourcentage est estimé à 80%⁵.

Au Cameroun, le phénomène des tontines se fait également ressentir et joue un rôle fondamental dans l'économie suite à la crise bancaire des années 80, qui fut un facteur d'émancipation de cette dernière. Au sein des différentes communautés, la tontine a pour pièce motrice la confiance qui, à son tour, est basée sur une connaissance mutuelle des différents adhérents. Généralement initiée par les "Bamilékés", la tontine fabrique de grosses sommes d'argent et suit des règles strictes inscrites sur un papier afin que nul n'en ignore⁶. Encore appelée *tchoua'ah* dans la langue vernaculaire du peuple bamiléké, *ndjangui* dans les zones anglophones, les tontines constituent un système de cotisation où les différents membres bénéficient leur mise à tour de rôle. Ce moment apparaît comme le plus attendu lors des rassemblements. Ces groupes de tontines visent à améliorer leurs conditions de vies en mettant en avant l'intérêt général. Dans la ville de Melong, on enregistre environ 397 groupes associatifs⁷ ; ceci est dû au repli donc font preuve les populations face aux banques classiques. La tontine devient dans ce cas un lieu de sécurisation et de recours en cas de difficultés financières. A partir de 1992, la localité de Nkongsamba est frappée par la montée d'un autre

³ M. Hedi Abdellaoui, "Tontine, la banque des pauvres en Afrique. Association d'épargnants basée sur la seule confiance mutuelle entre individus, la pratique de la tontine a la côte dans plusieurs pays africains", in <https://www.aa.com.tr/tontine-la-banque-des-pauvres-en-afrique.html>, publié le 13 juin 2016.

⁴ *Ibid.*

⁵ E. Gatonye, "Des 'tontines' pour aider à payer la dot au Rwanda", in www.bbc.com, publié le 17 juin 2019 et consulté le 13 octobre 2020.

⁶ F. Brillet, "Les tontines au Cameroun : petits arrangements entre amis", in www.lesechos.fr, publié le 9 avril 2002 et consulté le 13 octobre 2020.

⁷ *Ibid.*

phénomène : les petites et moyennes entreprises financières, connues sous le vocable de micro-finances. L'on assiste dès lors à une sorte de cohabitation entre ces deux phénomènes. Aussi, importe-t-il de souligner que certaines tontines devinrent des micro-finances de premières catégories. C'est à partir de cette double réalité que s'est effectué le choix du présent sujet intitulé : "Tontines et performances des petites et moyennes entreprises financières dans la localité de Nkongsamba, 1990-2018". Le sujet ainsi libellé, regorge des motivations certaines.

2. RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Bien avant les années 80, le Cameroun était fréquemment cité comme un exemple de pays africain de par la prospérité de son économie. Cependant, les économies en Afrique sont taxées d'économies informelles de par leur pourcentage très élevé dans ce secteur. Au Cameroun plus précisément on constate que 90% de la population exerce dans le secteur informel à travers les tontines et autres activités illégales⁸. Après la crise économique des années 80, on constate les défaillances, l'économie nationale du marché formel rencontre d'énormes difficultés : la crise du secteur bancaire, qui entraîne de nombreuses faillites et les restrictions. Les plans de restrictions engendrés ont favorisé d'une part, l'absence de contrôle d'une grande partie de la population au niveau des services bancaires et d'autre part, la perte d'emploi de nombreux cadres de banques. Mais le secteur informel, à travers les micro-finances va connaître un essor international, car considéré comme un des vecteurs essentiel de lutte contre la pauvreté.

Au début des années 1990, on assiste néanmoins à une diversification de la micro finances grâce aux lois n° 90/053, du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association⁹ et n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et groupes à initiatives communes¹⁰. En ce moment-là, le développement des tontines a considérablement évolué et son système constitua l'une des composantes les plus dynamiques de la finance informelle. Vu le fait que l'on ne peut pas effectuer une étude globale sur les tontines et les micros finances dans tout le Cameroun on a opté pour la localité de Nkongsamba qui fut autrefois la 3^{ème} ville du Cameroun qui regorge plusieurs populations adeptes des tontines. La plupart des études faites dans cette localité sont généralement dans le cadre de la culture du café, du cacao

⁸ A. Bitanga, *Le travail des personnes vulnérables*, Paris, crevât, 2013, p. 36.

⁹ Les associations obéissent à deux régimes (déclaration et autorisation). Toutes les autres formes d'associations sont soumises au régime de la déclaration.

¹⁰ Une coopérative est un groupe de personnes qui s'associent librement pour atteindre un but par la constitution d'une entreprise démocratique lié par un contrat.

pourtant on y retrouve des groupes associatifs qui se multiplient avec le temps et qui font des institutions financières leur allié du quotidien.

Pour ce qui est des raisons personnelles, on constate que la ville de Nkongsamba en plus d'être une ville où la culture des produits vivriers est le pan majeur de l'économie l'on se rend également compte que cette partie du pays comprend une forte population qui pratique avec ferveur la tontine dans le but de renforcer les avoirs du quotidien et faire face aux difficultés de la vie. Et à côté d'elles on remarque la présence de certaines institutions financières qui mettent des services à leur disposition dans le but de mieux les encadrer. De ces motivations découlent un intérêt considérable.

3. INTERET DE L'ETUDE

La portée de ce travail sera manifeste sur trois domaines. Elle a une portée pratique qui interpelle particulièrement les différentes entreprises telles que les micro-finances et les associations. Celle scientifique donne l'importance du travail sur le plan didactique et pédagogique ainsi que son utilité pour les chercheurs et les décideurs politiques. Et enfin, celle sociale qui interpelle tout citoyen.

Concernant les entreprises, ce travail va permettre aux micro-finances de mettre un accent particulier sur leur clientèle plus précisément les tontines. En effet, celles-ci participent selon les enquêtes menées sur le terrain, à au moins 50% au développement de leurs établissements financiers et ces micro-finances pourront dans un avenir proche mettre sur pied d'autres moyens avantageux qui vont amener les associations qui sont encore à la traîne à s'intéresser à leur affaire. Cette étude permet également aux associations de comprendre qu'une saine relation est possible avec les institutions bancaires parce qu'elles permettent d'apporter d'une manière des solutions suite aux difficultés qu'elles rencontrent au quotidien avec une possibilité de fructification des fonds déposés.

Parlant de l'intérêt scientifique, ce travail vise à enrichir l'historiographie camerounaise en générale ; celle de l'action des coopératives en particulier.

Sur le plan social, cette étude apporte d'ample connaissances sur la notion des tontines et micro-finances beaucoup plus dans la localité de Nkongsamba. Elle donne quelques raisons qui favorisent l'essor des micro-finances et même celui des tontines. Elle instruit sur la nécessité pour une tontine d'être légalisée et des avantages qu'elle pourra

bénéficiaire si elle s'affilie à une institution de micro-finance. Aussi, pourra-t-elle intéresser tout citoyen en quête d'emploi de trouver une activité de revenus.

4. DELIMITATION DE L'ETUDE

Tout travail historique doit être situé dans l'espace et dans le temps. Le milieu géographique et la délimitation chronologique permettent de mieux saisir certaines réalités. L'espace et le temps ont un rôle majeur dans la présentation des faits¹¹.

4.1. Cadre spatial

La ville de Nkongsamba est une ville conçue autour du Mont Manengouba et Mont Nlonako. Bien avant les indépendances, et jusqu'aux années 1980 et 1990, Nkongsamba était la troisième ville économique du Cameroun¹². A son origine, le mot Nkongsamba était divisé en deux d'un côté "*nkong*" qui signifie clan, pays et de l'autre côté "*samba*" qui signifie sept¹³. Cette ville est située à 145 km de Douala qui est la ville économique et à 370 km de celle politique Yaoundé. L'on retrouve dans cette ville des autochtones qui sont les "Mbo" et d'autres peuples telles que les Bamiléké, les Bakossi, les Mbororos, et bien d'autres. La langue qui facilite la communication entre ces différents groupes humains est le *pidgin*. L'économie de cette localité repose sur la culture et le décorticage du café qui se fait de manière saisonnière, le commerce, la chasse et la pratique d'autres cultures comme le maïs.

Nkongsamba a été et demeure entre autres une ville touristique. On observe différents monts et milieux d'attractions tels que : le mont Koupé, le mont Nlonako, le parc national du mont Manengouba qui est constitué du lac Male avec ses eaux de couleurs verte et du lac Femelle avec ses eaux de couleur bleu situé sur les hauteurs du mont, et les chutes d'Ekompkam. Le climat dans cette zone est du type équatorial camerounais avec deux saisons égales d'amplitude. Les sols sont variés, d'un côté les montagnes et de l'autre les plaines. En 2008, cette ville compte une population estimée à plus de 250.000 habitants dont la tranche d'âge varie de 25 à 80 ans¹⁴. La même année elle a été érigée en Communauté Urbaine. La commune de Nkongsamba 1^{er} comporte des villages tels que Ngalmoa, Enioki, Ekohock. Quant à la commune de Nkongsamba 2^{ème}, l'on a Ndogmoa, Barré, Nlonko'o et enfin la

¹¹ M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand colin, 1947, p. 35.

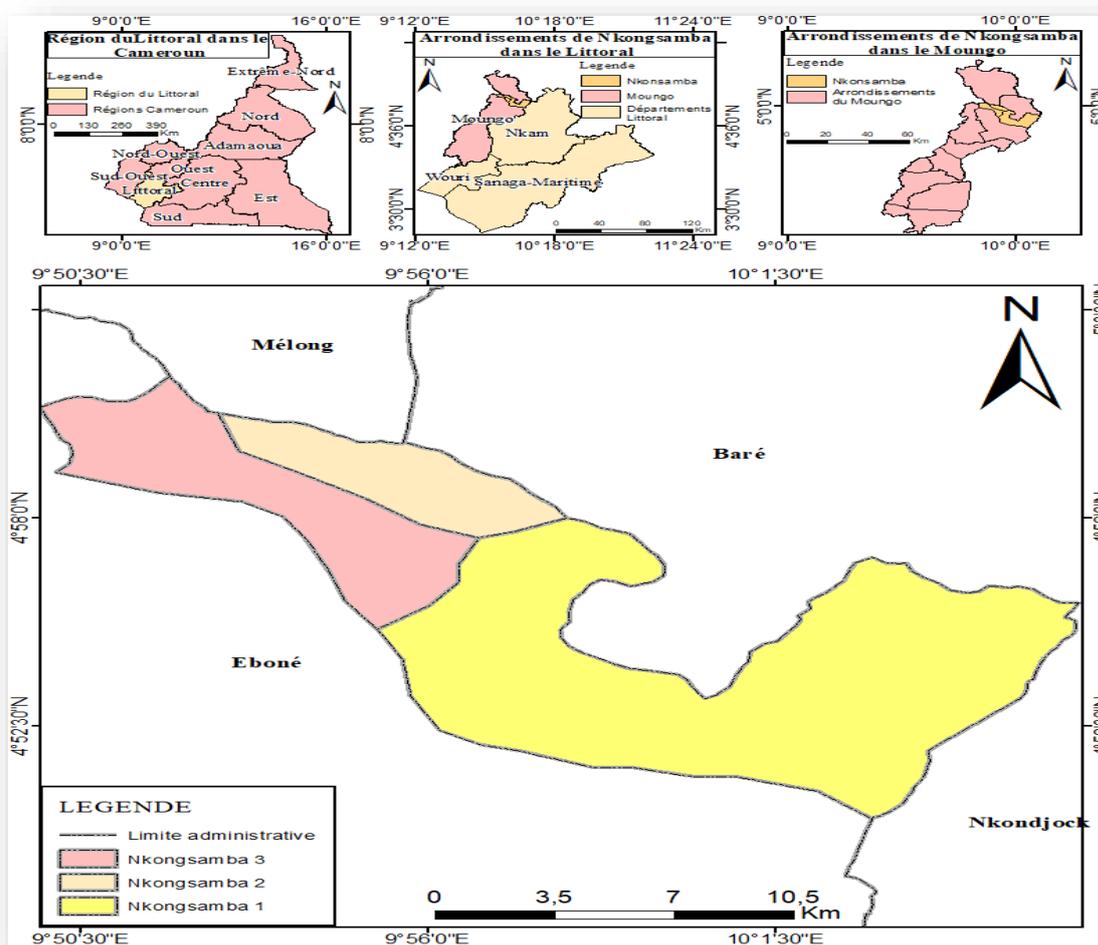
¹² <https://www.camerlex.com/Nkongsamba-en-bref.html>, publié le 12 février 2011 et consulté le 18 octobre 2020.

¹³ <https://www.camer.be.cdn.amppr/origine-du-mot-Nkongsamba.html>, publié le 14 décembre 2013 et consulté le 18 octobre 2020..

¹⁴ J. Ebanda, "Création picturale inspirée de l'histoire d'une ville camerounaise : cas de Nkongsamba", Diplôme d'Etude en Art Plastique, Université de Douala, 2011, p. 24.

commune de Nkongsamba 3^{ème} est composée de Mboriko, Ngwa¹⁵. La carte 1 ci-après ressort la zone dans laquelle est menée la présente étude.

Carte 1 : La zone d'étude



Source : Sogefi-SIG.com/Ressources/BDTOPOSM 2018, réalisé par Diffo Foutebong Franck, PLEG en Géographie, mars 2021.

4.2. Cadre temporel

Cette recherche s'étend sur une période de près de trois décennies de 1990 à 2018. Il s'agit très exactement de vingt-huit années d'étude concernant les rapports entre les Associations dites tontines et les micro-finances dans la ville de Nkongsamba.

L'année 1990 choisie comme borne supérieure, se justifie à partir de plusieurs faits qui ont marqué la vie socio-politique et économique du Cameroun. Elle est marquée par la promulgation de la loi n°90/053 sur les libertés d'expression et d'association. Ceci va faciliter

¹⁵ Ebanda, "Création picturale inspirée...", p. 26.

la naissance ou la création des associations dites tontine et surtout fixer le cadre juridique de leurs activités. Sur le volet économique, les temps ne sont pas roses, le secteur bancaire fait face à d'énormes difficultés. Ce secteur fut particulièrement touché, on assiste à la fermeture et à la privatisation d'un certain nombre d'établissements bancaires. Par ailleurs, ce contexte économique délétère entraîna une crise de confiance entre les citoyens et les institutions bancaires qui n'étaient plus fiables. Cet état de choses a poussé les populations à opter pour les épargnes parallèles ou informelles à travers les tontines.

L'année 2018 quant à elle est matérialisée par l'entrée en vigueur du texte réglementaire fixant les conditions d'exercice et de contrôle des micro-finances au sein de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale promulgué par la commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC) préalablement adopté le 27 septembre 2017¹⁶. Ce texte va entraîner plusieurs changements dans le fonctionnement des établissements de micro-finances, précisément en ce qui concerne la collecte des épargnes et les relations entre ces institutions financières et les usagers. Dans ce cadre, les tontines auront plus d'opportunités et plus de facilités dans leurs collaborations avec les micro-finances. De ce fait, l'explication des différents mots clés est une nécessité pour mieux avancer dans cette étude.

5. CADRE CONCEPTUEL

La définition des concepts est une étape très importante qui va permettre de donner de manière exacte le sens des mots que l'on va exploiter tout au long de ce travail. Pour ce faire, des éclaircis seront apportés sur les mots : Tontines, Performances, Petites et Moyennes Entreprises Financières.

Le terme Tontine vient de Lorenzo Tonti, qui fut banquier napolitain à l'époque du roi Louis XIV en France. Il mit alors sur pied une nouvelle méthode dans le but de financer les caisses publiques¹⁷. Cette méthode consistait à réunir des épargnants avec pour fin le recueil et la fructification des cotisations des adhérents. Autrefois, la tontine était juste un assemblage de personnes réunies pour pratiquer l'entraide à tour de rôle selon le besoin le plus pressant, mais avec l'évolution des choses elle s'est vu être associée aux finances. La tontine est alors une opération par laquelle plusieurs personnes constituent par le paiement de cotisations un

¹⁶ CEMAC, Règlement N°01/17/CEMAC/UMAC/COBAC, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de micro-finance dans la CEMAC, p. 2.

¹⁷ Documents inédits sur l'histoire de France. Correspondance administrée. Sous le règne de Louis XIV, t. III, p. 15. Consulté sur <https://www.littre.org/tontine-definition-dans-le-dictionnaire-littre>, consulté le 28 juillet 2021.

fond commun qui sera capitalisé et versé à l'échéance convenue aux survivants.¹⁸ Dans certaines communautés africaines, la tontine est une coutume qui consiste à verser régulièrement une somme d'argent à un fond que chaque donateur peut utiliser à tour de rôle¹⁹.

D'après Besley et al.²⁰ et Callier²¹, une tontine est une association constituée par un groupe d'individus qui décident d'un commun accord de contribuer périodiquement à une caisse commune appelée cagnotte. Les fonds de la cagnotte sont alloués à tour de rôle à chacun des membres du groupe ; et lorsque tous les participants ont reçu la cagnotte, la tontine recommence ou est dissoute. Dans cette étude on va considérer la tontine comme une association de plusieurs personnes ayant un but commun mettant en avant les ressources financières en plus des relations humaines afin de faciliter la vie quotidienne de ses membres et qui favorisent l'éclosion des structures dans lesquelles elle est membre.

Le mot Entreprise quant à lui est un mot d'origine française, il tire son origine du mot entreprendre qui dérive du mot "*prehendere*" et signifie saisir, prendre. L'entreprise peut être définie comme le groupement durable et la mise en œuvre organisée de moyens capitaux, en hommes, en technique, pour produire des biens et services destinés à tout marché solvable. Cette définition renvoie donc à une entité qui précède les révolutions industrielles des siècles précédents et explique pourquoi l'entreprise a été et demeure un moteur de développement économique²². L'entreprise est surtout une unité de production marchande.

Le dictionnaire de l'économie définit l'entreprise, comme une réunion de personnes et de capitaux pour accomplir un projet de réalisation de prestations ou de production de produits destinés à être vendus à des clients sur un marché concurrentiel, dans un secteur d'activité donné²³. Il est sans doute difficile de donner une définition simple de la notion d'entreprise mais, toutes les combinaisons rendues possibles par la littérature spécialisée permettent d'arriver à une définition fondée. C'est ainsi qu'une entreprise est définie comme étant une structure économique et sociale publique ou privée regroupant des moyens humains,

¹⁸ Collectif Larousse, *Dictionnaire Larousse*, Paris, Larousse, Col. Dictionnaire de Poche, 2008, p. 222.

¹⁹ S. Tello Rozas et B. Gauthier, "Les tontines favorisent-elles la performance des entreprises au Cameroun ?", in *Revue d'Economie du Développement*, Vol 26, 2012, p. 6.

²⁰ T. Besley et al., "The Economic of Rotating Saving and Credit Association", in *The American Economic Review*, 83, 1993, pp. 798-799.

²¹ P. Callier, "The Informal Finance : Rôle of Roscas : Rotating Saving and Credit Association and Interpretation", *Kyklos*, 43, 1990, p. 274.

²² P. Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIème siècle au début du XXème siècle*, Paris, Hachette, Coll. "Carré Histoire", 1999, p. 10.

²³ <https://www.economie.gouv.fr/facileco/dico-eco>, consulté le 26 juillet 2021.

matériels, immatériels et financiers qui sont combinés de manière rationnelle qui produisent des biens et services à des clients dans un environnement concurrentiel ou non concurrentiel²⁴.

Selon M. Masoin, "l'entreprise se définit comme, une organisation dans laquelle un entrepreneur affecte contre revenus des facteurs de production à la production des biens ou des services destinés à l'échange, en vue de la réalisation d'un profit"²⁵. Cependant il existe différentes catégories d'entreprises d'après le décret d'application de la loi de modernisation de l'économie camerounaise²⁶ :

- les Petites et Moyennes Entreprises dont les micros entreprises ;
- les entreprises de tailles intermédiaires ;
- les grandes entreprises.

Dans ce travail, l'entreprise peut être comprise comme tout organisme qui assure la production des biens et services, en mettant sur pied une bonne organisation qui s'adapte à la production et aux besoins des clients afin que chacun puisse y trouver son compte ou mieux tirer un profit.

L'appellation de Petites et Moyennes Entreprises recouvre un nombre interminable de définitions néanmoins, le nombre de salariés dans une entreprise semble être retenu comme critère de définition. En Amérique, sont considérées comme petites et moyennes entreprises, les entreprises utilisant 5 à 50 salariés alors que les moyennes entreprises sont celles dont l'effectif maximum est de 520 personnes avec un chiffre d'affaire qui ne dépasse pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros²⁷. Selon la BEAC²⁸, une petite et moyenne entreprise est une entreprise si :

- le montant des fonds propre est inférieur à 100 millions de FCFA ;
- les crédits de caisses à court terme sont plafonnés à 100 millions de FCFA ;
- le chiffre d'affaires n'excède pas 500 millions²⁹.

²⁴ A. Leka Essomba, "Technique de création d'entreprise", cours dispensé aux étudiants de Master 1 à l'Université de Yaoundé 1, 2018-2019.

²⁵ A. Crutzen, *Cours d'économie politique*, Namur, ed. Wesmael Charlier (S.A), 1970, p. 75.

²⁶ Décret N°2008/1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères qui permettent de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise

²⁷ Conformément à la recommandation de la commission européenne 2003/361/ec du 06 mai 2003.

²⁸ <https://www.beac.int/caractéristiques-d'une-PME.html>, consulté le 11 juin 2020.

²⁹ *Ibid.*

Au Cameroun, suivant les dispositions de la loi n°2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des petites et moyennes entreprises, l'ensemble des entités économiques sous le terme des PME regroupe toutes les entreprises qui emploient au moins 100 personnes et dont le chiffre d'affaire n'excède pas 1 milliard de FCFA³⁰. Il est difficile de donner une définition littérale et exacte des petites et moyennes entreprises car elle varie en fonction des continents ou mieux des pays.

Etymologiquement le mot performance vient de l'ancien français "*parformer*" qui signifie "accomplir, exécuter" au XIIIe siècle. De façon globale, la performance est un résultat chiffré obtenu dans le cadre d'une compétition. Dans le domaine de la physique, la performance est considérée comme un effet "utile". Le Dictionnaire Larousse définit la performance comme un ensemble de qualités qui caractérisent les prestations (vitesse maximale etc.)³¹.

Dans le domaine de la gestion, la performance a rarement été définie de manière explicite. Mais récemment, cette notion est utilisée dans la notion managériale pour évaluer la mise en œuvre, les stratégies élaborées de développement durable³². Parler de performance dans une entreprise revient à exprimer le niveau d'accomplissement des résultats par rapport aux efforts engagés et aux ressources consommées. Il existe trois types de performance : la performance sociale, la performance organisationnelle et la performance économique qui se comprend par la rentabilité obtenue par la différence entre revenu et coût. D'après P. Lorino³³ "est performance dans l'entreprise, tout ce qui, contribue à atteindre les objectifs stratégiques". Cette pensée se rapproche peu à peu du sujet à traiter dans le sens où faire un essai sur les tontines et les entreprises financières est un objectif. En effet, l'on entend par performance, un ensemble de résultats, de réalisation ou de finalisation d'un produit.

6. REVUE CRITIQUE DE LITTÉRATURE

Les travaux de recherche sur la problématique des micro-finances et les tontines sont nombreux. Plusieurs chercheurs ont mis l'accent sur le rôle des tontines et d'autres sur l'apport des micro-finances dans le développement. Toutefois, si la littérature sur les tontines et les micros finances semble abondante dans la région du Littoral en général, il en demeure

³⁰ P. Missoka, "Petites et moyennes entreprises camerounaises : opportunités et enjeux", in *Denis & Lenora Foretia Foundation*, 2013, p. 3.

³¹ <https://www.larousse.fr/dictionnaire-performance.html>, consulté le 01 août 2021

³² Z. Issor, "La performance de l'entreprise : un concept complexe aux multiples dimensions", in *Projectique*, N°17, 2017, p. 95.

³³ B. Sogbossi Bocco, "Perception de la notion de performance par les dirigeants des petites et moyennes entreprises en Afrique", in *Projectics*, N° 241, 2010, pp. 117-119.

pas moins vrai que la moisson soit pauvre en ce qui concerne la ville de Nkongsamba singulièrement. Certes, quelques auteurs ont précédé la présente recherche en effectuant des travaux généraux sur la problématique, mais une étude menée sur la synergie des tontines et des PME financières dans le chef-lieu du département du Mounjo dans son ensemble n'a été jusque-là menée.

Les travaux abordant la problématique des tontines

Tello S. et Gauthier B.³⁴, s'intéressent sur l'effet positif et significatif qu'ont les tontines pour développer de manière plus explicite l'emploi et les ventes au sein des entreprises. Ce travail met en exergue la popularité des associations d'épargne et de crédit rotatif (qui est un moyen de financement des projets dans les Etats où l'octroi du crédit n'est pas chose facile). De ce fait, les auteurs posent le problème du rôle et des effets des associations d'épargne et de crédit rotatif sur la performance des entreprises. Ces auteurs se sont fixés deux objectifs : celui de caractériser les associations d'épargne et de crédit rotatif formées par les entreprises en faisant ressortir la particularité de ces entreprises et celui de mesurer l'effet de la participation aux tontines sur la performance des entreprises tout en donnant leur importance économique au Cameroun.

Préalablement, ils ressortent les fondements des associations d'épargne et de crédit rotatif au Cameroun et insistent sur le fait que les auteurs qui autrefois ont parlé des associations dans leurs travaux, se concentraient beaucoup plus sur l'effet qu'ont ces associations dans l'augmentation du bien-être des individus qui n'ont pas accès au marché formel du crédit. Ensuite, ils présentent les tontines entrepreneuriales au Cameroun et mettent un accent sur leurs caractéristiques en précisant que la méthode la plus populaire pour allouer la cagnotte est l'enchère suivie de tirage au sort et vont accentuer leurs recherches sur les performances entrepreneuriales. Pour eux les ressources financières informelles impactent dans une certaine mesure à la survie et à l'évolution des entreprises qui ont un accès limité à des ressources bancaires.

Au terme de cet article, les auteurs tirent les conclusions selon lesquelles les associations d'épargne et crédit rotatif sont utilisées pour les jeunes entreprises et surtout celles de petites tailles pour avoir accès à des ressources financières. Vue la proximité qu'ont les tontines des

³⁴ S. Tello, B. Gauthier, "Les Tontines favorisent-elles la performance des entreprises au Cameroun ?", *Revue économique du développement*, vol 26, 2012.

"entreprises financières"³⁵, leurs fonds ont permis l'évolution des ventes et la consolidation des activités commerciales pour ces entreprises. Cependant, leurs travaux ne révèlent pas ou mieux, ne font pas ressortir, la contribution des tontines sur la performance des petites et moyennes entreprises. De même, ils se sont beaucoup plus centrés à montrer que l'association des tontines aux réseaux permet entre autre, à rendre négligeable les insuffisances observées dans le marché formel et donner une possibilité de recevoir des ressources financières, tout en améliorant la performance entrepreneuriale. Toutefois, cet article a été d'une grande aide car il a permis d'avoir des connaissances sur la participation des entreprises aux associations d'épargne et de crédit rotatif.

Dans le même sillage, Raphael Nkakleu³⁶ part de l'idée selon laquelle le capital social est beaucoup plus considéré comme un capital de relations sociales fondées sur la confiance et qui est indispensable pour l'avancée des choses dans nos sociétés. Il soutient également que la tontine est basée sur la confiance et facilite les relations entre les personnes en milieu professionnel. Il pose de ce fait, le problème du rôle de la tontine d'entreprise dans la création d'un capital social intra organisationnel dans un contexte socioéconomique camerounais. Cet auteur va tout d'abord mettre un accent sur la différence qui existe entre la tontine d'entreprise et les autres formes de communautés encore appelées tontines africaines, en parlant de la mise en commun des compétences individuelles au service de l'épanouissement du groupe. Ensuite, il précise que le fonctionnement des deux tontines met en relief deux formes organisationnelles qui permettent d'avoir une vision nette sur le rôle paradoxal de la tontine en tant que levier de développement du capital social interne qui est une forme restreinte du capital social collectif.

Pour lui, la tontine d'entreprise est construite sur des valeurs fortes, d'où la mise sur pied d'un capital social collectif permettant à la fois de renforcer la cohésion sociale de l'organisation et d'atteindre les objectifs organisationnels. Néanmoins, Nkakleu ne fait pas intervenir les micro-finances et traite de très peu de l'impact que peut avoir une tontine sur le développement d'un capital social. Toutefois, son travail, a donné une idée sur le fonctionnement de la tontine d'entreprise, ses similitudes et différences avec les tontines africaines.

³⁵ Par "structures financières", l'on entend un établissement dont l'activité principale est la gestion de l'argent

³⁶ R. Nkakleu, "Quand la tontine crée le capital organisationnel en Afrique : une étude de cas", *Revue managériale et avenir*, volume 27, 2009.

Afin d'apporter plus de précision sur les tontines, A. Boutchang³⁷ part du constat selon lequel, le savoir-être et le savoir-faire d'une structure ne peuvent être valorisés que par ses clients. Il observe les normes et le respect des institutions, et précise que la tontine est classée dans le secteur informel qui apparait comme la force, l'un des réseaux professionnels le plus puissant des entrepreneurs au Cameroun. De ce fait, l'auteur pose le problème de l'institutionnalisation des tontines face aux défis de survie des populations pauvres. Pour apporter des éclaircis à cette problématique assez complexe, il va fixer son objectif sur la création d'un établissement financier formel mais pas forcément conventionnel, qui sera accepté et intégré par tous les principaux acteurs concernés.

Cet auteur pense que pour mieux institutionnaliser les tontines on doit faire de ces dernières un moteur central, un organe qui mettra ensemble les caisses communautaires présentes dans toutes les communes et tous les districts du Cameroun et donner un détenteur exclusif à cet organe bancaire central ces mêmes caisses communautaires en prenant exemple sur les MC². Toutefois, tout au long de ce travail, Boutchang, ne met pas un accent sur l'impact que peuvent avoir les tontines sur l'expansion des micro-fiances. Au contraire, il essaie de faire une comparaison entre ces deux organes tout en faisant ressortir l'avantage que l'on a d'être dans une tontine que d'être dans une micro-finance. Cependant on tire de cet ouvrage le fonctionnement des tontines et le rôle joué au sein de l'économie.

Bahati Daniel³⁸ s'intéresse au développement rural qui a pour vecteur principal la tontine. Son travail fait un arrêt sur les difficultés que rencontrent les ressources agricoles dans son émancipation en vue de rehausser l'économie et améliorer les conditions de vies des populations ; ou mieux les contraintes liées au développement agricole et rural. L'auteur pose le problème du rôle des tontines dans le développement rural des paysans du groupement de Bashali Mokoto. Ainsi, il commence par donner le rôle des tontines dans le développement rural tout en apportant quelques éclaircis sur la notion de tontine. Ensuite, il fait une étude monographique du milieu d'étude qui servira à mener à bien ce travail et enfin, montre aussi l'impact qu'ont les tontines dans l'épanouissement du groupement Bashali Mokolo à Masisi en République Démocratique du Congo.

³⁷ A. Boutchang, *Réflexion sur l'institutionnalisation d'un système financier éprouvé*, Paris, Editions Universitaires Européennes, 2008.

³⁸ D. Bahati, "Tontines et développement dans le groupement Bashali Mokoto à Masisi en RDC", Master en Economie, Université de Goma, 2011.

Au terme de son analyse, il montre qu'au travers de l'acquisition des nouvelles terres arabes dans le but de mettre sur pied des cultures bénéfiques pour tous, les tontines mutuelles contribuent à la promotion des paysans du groupement Bashali. Cependant, ce travail s'intéresse uniquement à un groupement bien précis et dans un pays autre que la zone d'étude choisie. Malgré cela, de cette étude l'on a pu avoir quelques précisions sur ce qu'est la tontine, ses différentes formes et son mode d'organisation.

Lekane³⁹, s'intéresse au fonctionnement du monde rural qui est un aspect économique non négligeable. Son travail fait un fil back sur la chute drastique des prix des produits de rentes et la déstabilisation de l'économie bancaire. L'auteur pose le problème de la contribution de la mutuelle MC² dans le développement du monde rural au Cameroun. Ainsi, il commence par présenter le réseau MC² au Cameroun qui est une micro-finance caractérisée par une plateforme de coopération. Ensuite, il relève les problèmes auxquels sont confrontés ces micros finances dans le développement communautaire au Cameroun et poursuit son analyse en énumérant les initiatives des MC² dans les villages tels que : le financement des projets communs et individuels. Cette thèse montre aussi les apports des produits et services des MC² dans les zones rurales au Cameroun.

Au terme de son analyse, il montre que les villages au cours de ces deux décennies ont connu une importante mutation grâce à la présence dans leur environnement de la mutuelle MC², une micro-finance très proche des communautés rurales qui a joué un rôle décisif dans l'amélioration des conditions de vies des populations, à travers la diversité des services et les stratégies mises en place par le top managériale. Seulement, son travail est concentré essentiellement à une seule micro-finance et n'examine pas le rôle des associations et des tontines dans le développement de celle-ci. Par ailleurs, le travail reste assez vague sur la stratégie de développement adoptée par MC² afin de faire adhérer les tontines à ses projets. Toutefois, cette thèse a été importante dans cette recherche dans la mesure où elle a permis d'avoir une idée assez précise du fonctionnement des micro-finances et des contraintes auxquelles elles font face.

³⁹ D. Lekane, "Micro finance et développement communautaire au Cameroun : le cas du réseau des mutuelles communautaires de croissance (MC²)", Thèse de doctorat/ Ph.D en Géographie Rurale, Université de Yaoundé I, 2011.

Les travaux abordant la problématique des petites et moyennes entreprises financières

Missoka⁴⁰ s'intéresse à la place des Petites et Moyennes Entreprises dans l'activité économique. Son travail ressort quelques difficultés qui ont favorisé l'expansion des Petites et Moyennes Entreprises en Afrique en général et dans le Cameroun en particulier. Notamment, la crise économique survenue en 1980 qui engendre la faillite de nombreuses grandes entreprises et/ ou leur privatisation. L'auteur pose le problème de la Petite et Moyenne Entreprise comme soutien majeur à l'activité économique. Ainsi, il commence par préciser qu'est considérée comme PME toutes entreprises qui emploient au plus 100 personnes et donc le chiffre d'affaire n'excède pas 1 milliard. Ensuite, met en exergue les difficultés auxquelles font face les PME dans leur épanouissement tout en énumérant le problème de financement comme principale difficulté.

Au terme de son analyse, l'auteur montre que ce secteur d'activité a un avenir prometteur et suggère une nette amélioration des problèmes de financement des PME camerounaise en invitant les acteurs publics, privés et partenaires au développement à s'impliquer davantage pour permettre aux PME d'exploiter tout leur potentiel afin de jouer pleinement son rôle de vecteur de croissance et de création d'emplois, de richesses. Seulement, cet article ne ressort pas un lien entre les petites et moyennes entreprises financières et la tontine encore moins de la tontine comme financeur de ces PME. Néanmoins, il enrichit nos connaissances sur les notions de bases d'une PME et sur les difficultés auxquelles elle fait face qui cause leur frein.

Bekolo et Beyina⁴¹ ont analysé le financement par capital risque dans les PME innovantes. Il met un temps d'arrêt sur les difficultés que rencontrent les PME pour assurer leurs financements. Dans e travail l'auteur pose le problème de financement dans les PME et notamment dans les PME innovantes. Ainsi, d'une part il donne les raisons et l'objectif de l'endettement des PM et d'autre part, il montre l'importance et la contribution à l'innovation et à la rentabilité des PME innovantes par le capital-risque.

Après analyse, cette étude révèle que la tontine est le mode de financement le plus sollicité par les Petites et Moyennes Entreprises à hauteur de 46,67%. Celles-ci recourent vers

⁴⁰ Missoka, "Petites et Moyennes...".

⁴¹ C. Bekolo, E. Beyina, "Le Financement par capital risque dans les PME innovantes : le cas spécifique des PME innovantes camerounaises " dans, *Innovations*, N° 29, 2009, pp. 169-195.

les tontines pour de multiples raisons à savoir : la sous-capitalisation, près de 31% des PME enquêtés n'ont pas de capitaux propres, la mauvaise qualité de l'offre bancaire conditions d'accès difficiles : 75% apports personnels, 51% hypothèques, 83% rentabilité du projet 68,33% solvabilité 50% d'assurance vie ; et le faible niveau d'endettement bancaire. Toutefois, ce travail apporte des éléments sur les principaux financements des Petites et Moyennes Entreprises dans le Cameroun avec une particularité sur les PME innovantes. Cependant, l'auteur ne fait pas allusion aux Micro-finances encore moins des tontines comme clients au sein de ces entreprises.

Dans leurs travaux respectifs sur la tontine et le développement du tiers-secteur, Nzemen⁴² et Pony⁴³ relèvent le caractère indéniable du rôle des "mutuelles de crédit" dans la vie économique, sociale et dans le financement des activités génératrices de revenus en période de crise dans les zones rurales où subsistent l'exclusion financière. Cependant l'efficacité et la pérennité de ces structures passent par un cadre juridique bien défini, l'augmentation de la ligne de crédit à court et à moyen terme. Ce qui suscite et nécessite un apport financier plus accru des ONG, de l'élite et des bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Analysant les interrelations entre les structures financières et économiques en zones rurales (coopératives, caisses populaires, etc.) les entrepreneurs ruraux ont pour souci d'améliorer le cadre et le niveau de vie des populations⁴⁴. Il s'agit ici de vaincre les limites concernant particulièrement les aptitudes économiques et financières indispensables à une bonne gestion des coopératives. Traitant des questions sur la gestion du crédit par les bénéficiaires des institutions de micro-finance, Ahouissou⁴⁵ explique la longévité des caisses populaires par la qualité de leur gestion et attire l'attention des gestionnaires et des adhérents par rapport au taux anormalement élevé de délinquance et de surliquidité au sein de la CAMCCUL. Pour éviter cette délinquance, Djoumessi⁴⁶ et Ngwa⁴⁷ émettent les vœux de supprimer le "crédit revolving" et surtout de voir s'étendre le principe de l'autogestion au

⁴² M. Nzemen, *Théorie de la pratique des tontines au Cameroun*, Yaoundé, SOPECAM, 1989.

⁴³ L. Pony, *Economie de transition : Analyse systémique du tiers-secteur d'appui au développement ; le cas des ONG, des associations des clubs et des Mutuelles de Développement*, Yaoundé, CEDRES Yaoundé, 1997..

⁴⁴ B. Wampfle, "La contribution des OP au financement de l'agriculture", in *Grain de sel*, N°16 novembre 2000, pp. 16-20.

⁴⁵ B. A. Ahouissou, "La gestion du crédit par les bénéficiaires des institutions de micro finance : cas des caisses affiliées à CAMCCUL", Mémoire de Master UCAC, 2001.

⁴⁶ Djoumessi, "La caisse populaire et son impact sur le développement de la Lekié et de la Mefou" Mémoires DESS en Géographie, Université de Yaoundé I, 1979.

⁴⁷ N. E. Ngwa, "Village food cooperative as institution of rural uplift" in *geo journal*, Vol 22, N° 1, 1990, pp. 56- 66.

profit des populations locales. En plus Ngwa (1990) accorde un point d'honneur à la bonne gouvernance.

Dans le même ordre d'idées, Guérin I et al⁴⁸ mettent en évidence les principaux défis auxquels la microfinance est confrontée aujourd'hui et sa capacité à lutter contre les inégalités, à promouvoir les pratiques démocratiques et l'accès à la prise de décision. Guérin I et Palier J., (2005) établissent un lien entre micro-finance et renforcement de capacités "*empowerment*" qui s'avère subtil et très imprévisible dans les mutations sociales en zones rurales. Elles relèvent la complexité des projets de micro-finance dans un contexte économique, social, culturel et politique, qui s'insère dans un cadre évolutif et qui conditionne partiellement les résultats obtenus.

L'originalité de l'approche "micro-finance" découle de la prise en compte des spécificités locales dans ce type de cogestion. Parlant de bonne gouvernance Dubresson et Jaglin⁴⁹, elle n'est possible qu'à travers la décentralisation dans les prises de décisions par chaque maillon de la chaîne d'une structure du développement local à l'instar d'une organisation coopérative au profit des ruraux. Ces auteurs soulignent qu'un développement durable et efficient ne peut être possible en zone rurale que s'il existe un partenariat objectif, soutenu et fiable entre différents acteurs du développement rural, dans le but de canaliser les moyens financiers, les ressources humaines qualifiées et autres services nécessaires.

À ce sujet, I. Guérin et J. M. Servet⁵⁰ démontrent à travers des exemples vécus en Inde, en Chine et au Sénégal que l'on ne peut faire l'économie d'une analyse préalable des dynamiques sociales et de la manière dont les pratiques monétaires et financières sont utilisées (micro finance) sans montrer comment ces éléments (pratiques monétaires et financières) participent à ces dynamiques sociales. Pour ces auteurs, dès lors que l'on admet que la monnaie et la finance sont des construits sociaux, la capacité de la micro-finance à démocratiser les pratiques économiques et à transcender des relations hiérarchiques devient plus problématique. Le concept de micro-finance suppose une approche globale, où les services financiers doivent être complétés par des services d'éducation, mais aussi des actions de défense des droits économiques et sociaux de base.

⁴⁸ I. Guerin et al., *Micro-finance : from daily survival to social change*, Paris, Karthala, 2003.

⁴⁹ A. Dubresson et S. Jaglin, *Pouvoirs et cités d'Afrique noire : décentralisation en Question*, Paris, Karthala, 1993.

⁵⁰ Guerin et al., *Micro-finance : from dail...*

Que ce soit Yunus⁵¹, Fokam⁵² ayant respectivement étudié les systèmes financiers endogènes, tous sont unanimes sur le fait que la micro-finance est le cadre idéal d'une action concertée entre différents acteurs du développement rural. Enfin, la micro-finance est le stade le mieux élaboré des produits et services financiers et non financiers, doublée d'outils fiables à même de relever le défi de la pauvreté. La micro finance s'est donc construite au cours du temps et des épreuves, c'est pourquoi dans ce travail, nous avons intégré dans notre approche micro-finance, la dimension micro crédit et épargne, la micro assurance et les mutuelles de santé solidaire, seul gage de succès d'un développement communautaire efficient et durable.

Une profonde analyse de la littérature ci-dessus montre à suffisance que les études sur les tontines sont consacrées à leurs activités, leurs organisations et leurs contributions au développement. Ces travaux sont essentiellement consacrés à la vie associative et au rôle que jouent les micro-finances dans l'épanouissement de ces associations. Par ailleurs, les études sur les micro-finances sont beaucoup plus centrées sur leurs contributions au développement des populations et de certaines sociétés. A l'état actuel de la recherche aucun travail fondamental sur l'apport des tontines à la croissance des micro-finances n'a été élaboré au Cameroun en général et dans la ville de Nkongsamba en particulier d'où la formulation de la problématique de recherche.

7. PROBLEMATIQUE

Les tontines sont les organisations socio-économique au sein desquelles des individus déposent leurs économies soient pour les faire fructifier ou tout simplement les sécuriser. Ces structures économiques d'un caractère particulier, ont élaboré une réglementation en vue de faciliter la gestion et les transactions financières dans leur cadre. Seulement, face aux difficultés qu'elles rencontrent au quotidien dans la protection et la fructification des économies de leur adhérent, celles-ci ont opté de se rapprocher des établissements financiers formels afin de sécuriser leurs avoirs et contribuer au tant que possible à l'essor économique de leur groupes de manière individuelle et collective. Cette quête de stabilité et de protection des intérêts des tontines de la ville de Nkongsamba, constitue un facteur essentiel de développement des établissements financiers de première, deuxième et troisième catégorie dans la ville. Ces établissements financiers entretiennent des relations étroites voire privilégiées avec les tontines existantes dans cette ville. Au regard de multiples liens entre ces

⁵¹ M. Yunus, A. Jolis, 1997, *Vers un Monde Sans Pauvreté. L'autobiographie du "banquier des pauvres"*, Paris, J-C. Lattès, 1997.

⁵² K. P. Fokam, *L'entrepreneur africain face au défi d'exister*, Paris, l'Harmattan, 1993.

mouvements associatifs et les petites et moyennes entreprises financières, il se dégage le problème de la synergie micro-finances-tontines sur les performances des structures bancaires de la ville de Nkongsamba. De ce problème découle la question de recherche suivante : en quoi l'adhésion des tontines au sein des institutions financières de la ville de Nkongsamba constitue-t-elle un facteur de croissance et de développement de ces établissements financiers ? En d'autre terme, il s'agit d'apprécier la contribution des fonds versés par les tontines au sein des établissements de micro-finances de la ville de Nkongsamba ainsi que les performances qui s'y dégagent. De cette question centrale, découlent quatre autres subsidiaires : Quels sont les fondements ainsi que les modes d'organisation des tontines au Cameroun en général et singulièrement à Nkongsamba ? Quelle synergie peut-on dégager entre tontines et petites et moyennes entreprises financières à Nkongsamba ? Quelle est la contribution des tontines dans le développement des petites et moyennes entreprises financières de cette localité ? Quelles sont les difficultés rencontrées ainsi que les solutions pour une meilleure collaboration tontines-micro-finances au Cameroun en général et à Nkongsamba particulièrement ? La problématique ainsi formulée, il se dégage un certain nombre d'objectifs.

8. OBJECTIF DE L'ETUDE

Ce travail s'intéresse aux modèles économiques des associations-tontines et au développement des petites et moyennes entreprises financières appelées communément micro-finance au niveau du Cameroun en général mais avec une insistance sur la ville de Nkongsamba. Cette étude vise de manière générale à examiner la synergie entre tontines et micro-finances dans la localité de Nkongsamba et d'apprécier la contribution de ces mouvements associatifs à la croissance et au développement de ces entreprises financières.

De cet objectif général, se dégagent quatre objectifs spécifiques :

- Ressortir les fondements, la typologie et le mode d'organisation des tontines et des micro-finances dans la ville de Nkongsamba ;
- Montrer la synergie entre les tontines et les micro-finances dans la ville de Nkongsamba pendant près de trois décennies ;
- Examiner la contribution des tontines et de leurs membres dans la croissance des établissements financiers dans la localité de Nkongsamba ;

- Relever les obstacles et les contraintes qui entravent un fonctionnement optimal de la synergie Tontine-Micro-finance dans cette localité en particulier et au Cameroun en général.

Dans le but de ne point s'éloigner de ce cadre de travail circonscrit par ces différents objectifs spécifiques, l'on va ressortir les différentes théories qui ont été utiles pour une meilleure compréhension de ce sujet.

9. CADRE THEORIQUE

Le terme théorie vient du grec "*theorein*" qui signifie "contempler ce qui se passe, pour le décrire, l'identifier et le comprendre"⁵³. En 1974, Marcel Merle affirma que, "le détour par la théorie n'est [...] pas une évasion, mais un moyen de mieux appréhender la réalité"⁵⁴. Pour mieux analyser ce sujet de mémoire, deux théories ont été mobilisées : la libéralisation financière et les approches de Besley et al.

La théorie de la libéralisation financière

Selon les théoriciens de la libéralisation financière, la présence d'un secteur informel aux côtés du secteur formel serait la conséquence de l'inefficacité du secteur financier formel, inefficacité due en grande partie à la rigidité du secteur formel et l'omniprésence des pouvoirs publics, principalement en matière de fixation des taux d'intérêt, sur les institutions du secteur formel, empêchant ce dernier de s'adapter aux conditions spécifiques de l'économie des pays en développement. Le secteur informel se développe car la majeure partie de la population rurale et urbaine est exclue de l'accès au crédit institutionnel, et aussi parce que les institutions de prévoyance et d'assurance sont absentes du secteur officiel. Les théoriciens de la libéralisation financière, dont les plus connus sont McKinnon et Shaw, estiment que cette approche permet de centraliser l'épargne entre les mains des intermédiaires financiers officiels, centralisation qui permettra l'unification du marché financier, et donc la disparition du secteur informel⁵⁵.

Situant l'économie des Pays en Voie de Développement dans un cadre d'économie fragmentée, où compte tenu du manque de marchés financiers organisés, McKinnon affirme

⁵³ D. Batistella, *Théorie des Relations Internationales*, Paris, Presses des Sciences Politiques, 3^e édition, 2009, p. 226.

⁵⁴ M. Merle, *Sociologie des Relations Internationales*, Paris, Dalloz, p. 3.

⁵⁵ McKinnon, *Money and capital in Economic Development*, Washington, the Institution, 1973 et E. S. Shaw, *Financial deepening in Economic Development*, New-York, University Press, 1973.

que toutes les unités économiques sont réduites à l'autofinancement, sans qu'il y ait besoin de faire une distinction entre les épargnants et les investisseurs. La libéralisation financière se caractérise par la diminution du contrôle de l'Etat sur les taux d'intérêt des micro-finances, sur le taux d'échange, le développement du secteur bancaire et des marchés financiers. L'intégration progressive des tontines dans les petites et moyennes entreprises financières permet aux membres desdites associations d'accéder plus facilement aux liquidités dont ils ont besoin, tout en valorisant la concurrence entre les micro-finances de la ville de Nkongsamba pour une meilleure rentabilité.

L'étude de Besley et al.,⁵⁶ qui constitue l'amorce d'une nouvelle approche pour analyser les activités des tontines, présente ces dernières comme étant une réponse rationnelle des agents aux contraintes d'accès au marché du crédit. Les auteurs proposent un modèle pour formaliser les mécanismes de fonctionnement et les effets économiques des tontines. Pour ce faire, ils émettent trois hypothèses : 1) les agents y participent dans le but d'acheter un bien indivisible ; 2) ces individus n'ont aucun accès au marché du crédit et, ainsi "*the Roscas can be understood as a response by a socially connected group to credit-market exclusion*". Les fonds acquis grâce à la participation à une tontine sont entièrement dépensés dans l'achat d'un bien durable. Leur modèle permet de démontrer que l'épargne en autarcie est inefficace par rapport à celle réalisée au moyen des tontines. Par ailleurs, ces associations ont pour effet d'augmenter le bien-être des individus qui n'ont pas accès au marché formel du crédit. Certaines des hypothèses formulées par Besley et al. ont par la suite été remises en question.

Ainsi, Calomiris et Rajaraman⁵⁷, après avoir analysé les associations par enchères, sont d'avis que les raisons motivant la participation à ce type d'association sont surtout liées à des mécanismes d'assurance plutôt que de consommation. Selon eux, la cagnotte sert à se protéger des événements imprévus (maladies, désastres naturels, etc.) plutôt qu'à acheter des biens durables. En ce qui a trait à l'accès au marché du crédit, ces auteurs avancent que les participants aux associations tontinières ne sont pas uniquement les individus exclus du marché formel du crédit, mais sont également constitués d'agents y ayant accès : certains y font ainsi appel parallèlement à des marchés de crédit formels et informels. Bien que les contraintes de crédit soient un élément indispensable pour expliquer les associations, ce serait

⁵⁶ T. Besley et al., "The Economics of Rotating Saving and Credit Associations", *The American Economic Review*, 83, 1993, pp. 792-810.

⁵⁷ C. Calomiris et I. Rajaraman. "The Role of Roscas: Lumpy Durables or Event Insurance? », *Journal of Development Economics*, 56, 1998, pp. 207-216.

principalement la possibilité de former des réseaux qui déterminerait leur existence⁵⁸. D'une manière générale, dans les contextes où le marché et les grandes organisations hiérarchiques sont inefficaces pour l'allocation des ressources, les réseaux sociaux peuvent constituer des mécanismes efficaces pour accroître le bien-être. Signalons que les liens entre les associations tontinières, en tant que réseaux, et la performance économique, ont été très peu étudiés jusqu'à présent. Fafchamps⁵⁹, traite brièvement de ces liens en analysant le rôle de l'ethnicité et des réseaux sur l'accès au crédit. L'auteur indique que ces associations constituent la réponse de certains agents (par exemple, des femmes) au manque de liens avec la communauté d'affaires (business establishment). Ceci nous permet de mieux appréhender le rôle joué par les associations dans l'amélioration des performances des micro-finances au Cameroun en général et dans la ville de Nkongsamba singulièrement. De ce cadre théorique découle la démarche méthodologique ci-après.

10. SOURCE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE

L'historien qui s'intéresse à la thématique finance-association dispose de plusieurs sources. Ce thème où sont foisonnés des faits liés à l'économie, la sociologie et l'histoire, nécessite des sources diverses et complémentaires. Pour ce faire, trois sources principales ont été utilisées : les sources écrites, orales et iconographiques.

Parlant des sources écrites, elles sont constituées des archives (sources primaires) et des ouvrages, articles, mémoires, thèses etc. (sources secondaires). Le recueil des sources archivistiques s'est fait au Ministère des Finances et auprès des associations et établissements financiers de la ville de Nkongsamba. Respectivement, l'on a consulté des décrets, les règlements intérieurs des associations, les arrêtés portant sur les indications de ce thème.

Concernant les sources orales, la nécessité de faire des entretiens avec pour outil le guide d'entretien s'est posé. La population cible à la base a été particulièrement les gérant(e)s des tontines et certains adhérents, ainsi que les responsables des petites et moyennes entreprises financières. Lors des entretiens, le but recherché est la qualité des informations particulières que l'on n'aura nulle part ailleurs. A l'aide de ces entretiens l'on a fait ressortir le

⁵⁸ J. Akoten, Y. Sawada et K. Otsuka, "The Determinants of Credit Access and Its Impacts on Micro and Small Enterprises: The Case of Garment Producers in Kenya", *Economic Development and Cultural Change*, 54(4), 2006, pp. 927-944.

⁵⁹ M. Fafchamp "Ethnicity and Credit in African Manufacturing", *Journal of Development Economics*, 61, 2000, pp. 205-235.

nombre de tontines et micro-finances (en %) qui existent dans cette localité ; mais aussi, les sommes versées par les tontines dans des institutions bancaires.

Pour ce qui est des sources iconographiques, à l'aide des tableaux trouvés et de quelques clichés pris, un rapprochement a pu se faire afin d'avoir des données sous formes générales et l'appartenance des tontines et des micro-finances. Elles ont permis de compléter les informations préalables et confirmer la véracité de certains faits.

La recherche documentaire de seconde main a été effectuée dans plusieurs bibliothèques et centres de recherches : le Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion de l'Université de Yaoundé 2, situé au sein du campus de l'Université de Yaoundé 1, la Bibliothèque du Cercle d'Histoire-Géographie et Archéologie, puis une visite dans les bibliothèques hors campus (IFC par exemple) pour avoir amples informations sur les tontines, les micro-finances. Cette recherche a permis d'avoir accès aux travaux académiques comme les thèses, les mémoires, les travaux scientifiques tels que les articles, les ouvrages. Ces documents, pour la plus part trouvés par Internet, ont amélioré et renforcé nos connaissances sur la notion des tontines, des micro-finances et même le lien qui existe entre ces deux institutions.

La méthode d'analyse utilisée pour cette étude est celle que tout historien de métier, qui s'intéresse aux questions économiques, se doit de faire recours : la pluridisciplinarité. La complexité de l'étude étant, il est impérieux de sortir du champ purement historique pour se situer dans une perspective pluridisciplinaire. L'on a exploité une pluralité d'instruments d'analyse : les sciences économiques et politiques, le droit, les travaux de finances, de statistique et de sociologie. Toutes ces disciplines ont été d'un apport considérable dans la saisie plus ou moins complète des réalités analysées dans la présente recherche.

La méthode diachronique qui renvoie à tout ce qui concerne l'appréhension d'un fait ou d'un ensemble de faits dans son évolution, a permis de mieux cerner l'avènement des tontines et des micro-finances et aussi de dire comment elles ont évolué au fil du temps et de l'espace en précisant les actions menées. La méthode analytique quant à elle, renvoie à tout ce qui se rapporte, qui est relatif à l'analyse ; qui procède par voie d'analyse. Elle a permis de mieux appréhender d'une part, le phénomène des tontines et des micro-finances dans la localité de Nkongsamba et d'autre part, les méthodes utilisées par ces institutions financières afin de captiver la clientèle. Tout compte fait, pour parvenir à l'obtention de ces différentes informations, l'on a fait face à un certain nombre de difficultés.

11. DIFFICULTES RENCONTREES

Tout au long de ce travail, on a pu apprendre de nombreuses choses notamment le nombre d'établissements de micro-finances que regorge la ville de Nkongsamba, les origines et les objectifs des associations dites tontines et plein d'autres éléments encore qui ont été utiles tout au long de ce travail. Cependant, on a fait face à plusieurs difficultés qui n'ont pas facilité la collecte des données dont-on a eu besoin pour mener à bien ce travail de recherche.

La crise sanitaire qui a fait des ravages dans le monde entier a constitué l'un des premiers obstacles à nos descentes répétitives sur le terrain. En effet, avec le respect des mesures barrières, on a assisté à la fermeture de la majorité des centres de documentations de la ville de Yaoundé et à la restriction des déplacements. De ce fait, la possibilité de se procurer les documents adéquats pour la recherche était presque impossible. En plus de cela, une fois rendue sur le terrain dans le chef-lieu du département du Mounjo, l'accès à l'information n'était pas chose facile. D'une part, la difficulté à pouvoir retrouver les différentes tontines et par-dessus tout celles qui sont en plus d'être légales sont affiliées à une institution de micro finance. On a dû procéder par l'effet boule de neige pour avoir la chance de rentrer avec quelques informations. Aussi, certains enquêtés avaient peur de s'exprimer ; parfois on assistait à un refus catégorique à faire la conversation. D'autre part la difficulté à pouvoir recueillir certaines informations de la part des institutions de micro-finances à cause du "secret bancaire", du refus de collaborer sous prétexte qu'ils évitent de s'attirer des ennuis. Néanmoins, l'on a pu aller jusqu'au bout de ces différents entretiens et rentrer avec des éléments qui ont comblé des vides et mis sur pied un plan de travail.

12. PLAN DU TRAVAIL

Ce travail de recherche est organisé en quatre chapitres avec une introduction générale et une conclusion générale. Ceci répond aux exigences méthodologiques de rédaction de Mémoire de Master recommandé par le guide de méthodologie du département d'histoire et la norme de rédaction de thèses et mémoires de la faculté des Arts, Lettres, Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I.

Le chapitre I, intitulé Tontines et Micro-finances dans la localité de Nkongsamba : fondements, typologie et mode d'organisation, traite de la genèse des tontines et micro-finances dans la ville de Nkongsamba. Il analyse également la typologie de ces deux organes

financiers au sein de cette localité et apprécie l'organisation et le fonctionnement de ces deux structures qui ont un point commun celui de la gestion et des transactions financières.

Le chapitre II, titré Synergie Tontine-Micro finance et choix des établissements financiers par les tontines, aborde les déterminants économique de cette synergie et analyse les fondements socio psychologique d'une telle relation entre micro finance et tontines. Il présente dans le même cadre les critères des choix des établissements de micros finances par les organisations dites tontines en mettant l'accent sur les influences intérieures et extérieures de ces choix.

Le chapitre III, ayant pour titre Contribution des tontines au développement des petites et moyennes entreprises financières dans la ville de Nkongsamba apporte de la lumière sur l'apport des tontines dans les capitaux des micros finances et leur rôle important dans le fonctionnement de celles-ci. Il éclaire également sur la contribution de ces associations dans la promotion de ces structures de finances.

Le chapitre IV et dernier, intitulé les problèmes rencontrés dans le rapport micro finances-tontines et évaluation critique des activités des tontines sur la performance des micros finances met un accent sur les différents problèmes auxquels font face les tontines et les micros finances tout en faisant ressortir un bilan critique de l'influence des tontines sur les institutions bancaires et dans la même optique les enjeux et perspectives de la collaboration Tontines-Micros finances.

**CHAPITRE I : TONTINES ET MICRO-FINANCES DANS LA
LOCALITE DE NKONGSAMBA : FONDEMENTS, TYPOLOGIE ET
MODE D'ORGANISATION**

La localité de Nkongsamba chef-lieu du département du Mungo est une ville cosmopolite qui s'est développée depuis la période coloniale. A cause de sa position géographique, stratégique et surtout son fort potentiel économique, elle attire les populations venues de diverses régions du Cameroun pendant des décennies. Pour ces raisons, de nombreux groupes ethniques y sont implantés depuis la période coloniale. Outre les populations autochtones essentiellement Mbo, on retrouve sur ce site des populations venues des Grass Fields, de la région du sud et du département du Nkam¹. Ceux-ci ont mis sur pied des associations villageoises et communautaires en fonction de leurs origines et des liens de parentés qui les unissent. Les exigences des activités des populations les ont contraintes à mettre sur pied des structures associatives donc l'objectif est de contribuer à leur épanouissement. Au fil du temps des organisations sociales se sont multipliés tout comme les micro-finances qui ont émergé dans cette localité au début de la décennie 1990. Depuis environ vingt et huit ans, ces structures financières cohabitent avec les tontines.

Ce chapitre est essentiellement consacré à la genèse des associations dites tontines et des petites et moyennes entreprises financières dans la ville de Nkongsamba. Il aborde également la typologie des tontines et des micro-finances dans cette localité tout en mettant un accent sur leur organisation et leur mode de fonctionnement.

I. AUX SOURCES DES TONTINES ET DES MICRO-FINANCES DANS LA VILLE DE NKONGSAMBA

Le phénomène des tontines et des micro-finances n'est pas récent au Cameroun en général et dans la ville de Nkongsamba en particulier. Le contexte qui conduisit à l'essor et au développement de ces organismes au Cameroun a pour fondement la fibre sociale et est influencé par la situation économique de ce pays à la fin des années 1980.

1. Fondements historiques des tontines et micro-finances à Nkongsamba

Dans les sociétés rurales anciennes, les paysans pratiquaient déjà la tontine d'une certaine manière. On les voyait travailler dans les champs d'un des leurs et ceci jusqu'à ce qu'on soit passé chez tout le monde et que tous les champs aient été cultivés². Dans le but de rehausser l'image de leur terre d'origine, les populations "étrangères" vont se mettre en petits

¹ D. Tchamgne Njende, "La population de Nkongsamba : structures et problèmes", in, *Cahiers d'outre-mer*, n°147, 1984, p. 268.

² <https://www.gdrc.org.les-tontines-dans-les-pays-en-développement.html>, consulté le 29 juillet 2021.

groupes. Ces petits groupes ainsi constitués, vont permettre aux différents ressortissants de pouvoir garder des liens et avoir un esprit d'équipe. Au-delà de la joie de retrouver un parent, un ami ou un frère, ces petits groupes fonctionnent avec un statut, un bureau élu et des activités effectuées de façon régulière. Aussi, observe-t-on la mise sur pied des caisses d'assurance maladie et de décès. C'est là le premier facteur qui conduit à la mise sur pied des groupes associatifs dans la ville de Nkongsamba. Au fil des années, les populations locales vont créer également leurs associations par imitation et la vulgarisation de ce phénomène fut chose évidente.

En plus de la présence de la diaspora des communautés étrangères dans la ville, les facteurs politiques vont à leur tour influencer cette tendance. Le processus de démocratisation a entraîné la légalisation de la liberté d'association et du pluralisme politique en 1990³. On a assisté à l'apparition de plusieurs mouvements sociaux parmi lesquels les associations culturelles et d'entraide. Le gouvernement a joué un rôle important dans la mise sur pied des tontines dans la localité de Nkongsamba. C'est grâce à l'action des élites et hommes politiques que de nombreux habitants ont été encouragés et excités à se regrouper en associations culturelles afin d'être mieux entendus⁴. On entend par associations culturelles ici un groupe des jeunes pratiquant un même sport, des groupes choraux, et même des groupes à initiatives communes.

En outre, dans le but d'accroître le développement dans les trois arrondissements de la ville de Nkongsamba, chaque village possède un comité de développement qui a pour fonction de mener à bien les différents problèmes auxquels font face les populations. Des jeunes gens décident de se mettre ensemble afin de mieux organiser les activités du village et participer par-là au rayonnement de leur espace vital. On peut apercevoir des jeunes gens originaires soit du même village, ou du même canton comme le *CODEKA'A*⁵ qui dans le but de se distinguer des autres, se retrouve en train d'apporter leur part au développement à travers les travaux manuels (la réfection des routes, des établissements scolaires, des pompes à eau) exercés constamment⁶. A la base, ces associations fonctionnaient de manière informelle

³ Les luttes démocratiques des années 1990 ont été très violentes et sanglantes et n'avaient qu'un seul but la quête des libertés civiques et démocratiques et parmi les conséquences qui en résultent, on a la modification des lois et la naissance du pluralisme politique (les syndicats, partis politiques, les groupements de la société civiles...).

⁴ Toueméni Paul Eric, 34ans, Président AJR dépôt guinness, Nkongsamba, 27 novembre 2020.

⁵ Comité de développement du canton Baneka qui a pour but d'œuvrer dans les différents villages de ce dit canton tout en pratiquant des œuvres charitables

⁶ Bone Karnaud, 45 ans, membre actif du comité des jeunes de Mboriko, Mboriko- Nkongsamba, 06 novembre 2020.

et ponctuelle mais, avec l'évolution de la ville, la modernisation qui bat son aile, au sein de ces comités, leurs membres déboursaient chaque fois qu'il fallait se rassembler pour travailler une modeste somme d'argent qui sert de moyen de rafraichissement. Au fil des années, ces associations se sont mieux structurées en mettant sur pied un annuaire. Quelque temps après une contagion est remarquée ; les jeunes des autres villages agissent pareillement et au bout de plusieurs années, la question du développement participatif va donner naissance à plusieurs comités qui deviendront plus tard pour certains, des associations à but lucratif.

Toutefois, durant les années 1990, Nkongsamba est considéré comme la troisième ville économique du Cameroun de par sa capacité à pouvoir maintenir au beau fixe une partie de l'économie du pays grâce à la culture du café, des bananes, du poivre et même du cacao⁷. Les populations qui s'intéressent à la commercialisation font éruption et s'implantent dans la ville, on parle des populations des Grass Fields. Le développement des activités économiques à travers le commerce va en quelque sorte regrouper les commerçants dans divers marchés. On va donc voir naître des associations comme celle des *Buy and Seller* du marché B⁸. Plus le temps passe, l'on observe une forte formation de petits groupes de personnes qui ont décidé de cheminer ensemble avec pour objectif premier l'entraide, le vivre-ensemble et surtout la maintenance des ressources financières pour l'amélioration des activités. De ce qui précède, on constate que plusieurs facteurs entrent en jeu pour justifier la présence des tontines dans la ville de Nkongsamba. Cependant, la diversité culturelle que l'on retrouve dans cette zone fait en sorte que les tontines n'aient pas une même finalité. Elles peuvent être semblables au niveau organisationnel, mais leur mode de fonctionnement diverge d'une tontine à une autre. Selon Songmene Marius, "catégoriser avec précisions les tontines dans cette ville serait difficile. Néanmoins, il existe plusieurs catégories de tontines qui cohabitent avec des institutions financières qui ont apparu quelques années plus tard"⁹.

Jusqu'au milieu des années 1980, le Cameroun était fréquemment cité comme un exemple de pays africains de par la prospérité de son économie. Une économie qui doit toute sa croissance à l'exportation des cultures de rentes telles que le coton, le cacao, le café, et aussi le tabac d'une part et à l'exportation des ressources pétrolières dès 1977 d'autre part¹⁰.

⁷ J. Ebanda, "Création picturale inspirée de l'histoire d'une ville camerounaise : cas de Nkongsamba", Diplôme d'Etude en Art Plastique, Institut des Beaux-Arts, 2011, p. 24.

⁸ Le marché B situé entre le quartier haoussa et le centre administratif, c'est l'un des plus grand de la ville de Nkongsamba on y trouve un peu de tout (et même les achats dans les magasins sont possibles) mais surtout des vivres frais et cela à des prix très abordables vu la qualité des commerçants de ce milieu.

⁹ M. Songmene, 40 ans, Contrôleur interne ACEP, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

¹⁰ Tello, Gauthier, "Les Tontines favorisent...", p. 5.

Mais, dès les années 1985-1986, on assiste au retournement de la période exceptionnelle de croissance que vivait le Cameroun. Les recettes de ce pays se voient en baisse car les prix sur le marché mondial ont drastiquement chuté. Les produits de rentes (cacao, café) perdaient 60% de leur valeur entre 1985 et 1988, tandis que le pétrole perdait 65% de la sienne¹¹ combiné avec une dépréciation d'environ 40% de dollar par rapport au franc CFA¹² ; monnaie utilisée pour donner une valeur aux produits d'exportation. Sur le plan interne, cette baisse a favorisé la migration des jeunes des campagnes vers les villes. Aussi, importe-t-il de mentionner la mauvaise gestion des performances des entreprises publiques et parapubliques de même que les insuffisances et les limites de certaines politiques (comme la tentative d'industrialisation) par substitution des importations¹³ suite à l'entrée en récession de l'économie en septembre 1988. Le Cameroun se lança alors dans un nouveau programme avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) : les Programmes d'Ajustement Structurels (PAS). Cette orientation politique eut pour conséquences, la baisse des salaires des fonctionnaires en 1993 et quelques temps après, en 1994, le franc CFA subit sa première dévaluation¹⁴.

Cette crise qu'a subit le Cameroun entraîne une baisse ou mieux une dégradation inimaginable des conditions de vies des populations, la faillite des organismes étatiques ainsi que des entreprises publiques. La perte des emplois au sein des entreprises privées va entraîner une augmentation du taux de chômage. Cette crise va également bousculer de manière violente et inattendue le secteur financier avec la faillite du système bancaire classique. Pour mémoire, la faillite des banques de développement débute au cours des années 1970 par la réforme de la législation bancaire qui se traduit par le renforcement de la tutelle de l'Etat sur les banques à travers les prises de participation à leur capital social adoptée en cette année¹⁵. Cette réforme a eu pour conséquence, le ralentissement du financement du développement au profit de l'octroi de crédit à court terme. Au même moment, on observa la montée en puissance de la crise économique qui s'est traduite avec la mise en œuvre des

¹¹ Y. Mintoogue, "L'épargne des classes moyennes au Cameroun. Une économie en marge du système bancaire", *Ifri*, 2017, p. 10.

¹² La monnaie de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à laquelle appartient le Cameroun.

¹³ J. Pokam, et al, *L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du Sud-Cameroun*, Paris, Cifor, 1999, p. 2.

¹⁴ F. Ngueyap, "crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun : effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", *In Population et travail-dynamique démographique et travail*, Yaoundé, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, p. 503.

¹⁵ L. Nembot Ndeffo, "Réformes financières et rentabilité du système bancaire des Etats de la CEMAC", *Monde en développement*, N°155, 2011, p. 111.

programmes d'ajustement structurels qui ont pour objectif de rétablir les équilibres macro-économiques¹⁶. Il était question pour les pays en voies de développement d'adopter des mesures économiques et financières bien précises pour parvenir à se défaire des excédents financiers et être capable de rembourser les dettes externes. Cette conjoncture va être néfaste pour les pays de la CEMAC.

De 1980 à 1993, le taux de croissance de ces pays a drastiquement chuté, suite au fait que ces Etats étaient les principaux clients en termes de dépôts et d'accroissement des impayés par les banques. La situation bancaire s'est cependant dégradée et sur les 24 banques en activités en 1990 dans la sous-région, 18 étaient déclarées insolvable donc 11 en liquidation totale¹⁷. La disparition de ces nombreuses banques en développement peut s'expliquer par la faible possession des fonds personnels et le manque d'un capital bien fixe ou la sous-capitalisation. En plus, les banques classiques n'ont pas des services propres aux besoins des populations. Elles sont beaucoup plus centrées dans les zones urbaines où les activités évoluent à une vitesse exponentielle ; sans tenir compte du fait que la concurrence vise également ce genre de milieu, de clientèle et bien d'autre. L'on assista à la sur-bancarisation malgré le marché étroit qu'offre le Cameroun après les indépendances. De nombreuses banques se développèrent et s'ajoutant à celles déjà existantes ce qui entraîna une rude concurrence entre ces différentes institutions financières. Cela a été uniquement observé dans les zones urbaines tandis que dans les zones rurales on parle de sous-bancarisation. Ces banques ont opté pour le traitement d'importantes sommes en termes de dépôts et de crédits ce qui ne fait pas l'unanimité auprès des potentiels clients. On observa alors une incapacité des banques à jouer un rôle d'intermédiaire financier efficace car, il y avait une absence de politique bancaire cohérente sur le plan national. Beaucoup d'agents ont été discriminés par le système qui ne s'intéressait pas à la collecte locale des ressources mais au profit¹⁸. Au début de la crise, les banques en place ne se rendent pas à l'évidence qu'il fallait mettre sur pied des stratégies pour réagir face à l'annonce de la crise. En 1989, la crise du système est annoncée de manière officielle et l'Etat se retrouva dans les difficultés à pouvoir gérer sa dette interne encore moins celle externe. La masse monétaire diminue de 12% entre 1986 et 1988, les

¹⁶ <https://www.theses.univ-lyon2.fr/le-plan-d'ajustement-structurel-définitions-et-objectifs.html>, consulté le 23 juin 2021.

¹⁷ R. Nana Kuindja, "Réglementation prudentielle et performances du système bancaire au Cameroun", Mémoire de Master en Sciences Economiques, Université de Yaoundé 2, 2010, consulté sur <https://www.memoireonline.com>, le 13 janvier 2021 de 16h à 16h20 minutes.

¹⁸ A. Kadandji, G. Nga Owona, "Les déterminants de la transition du secteur informel vers le secteur formel : la transition des tontines aux établissements de micro finance de première catégorie", in *CIREP*, Université Catholique Saint Jérôme de Douala, p. 4.

pertes du secteur public avoisinent 24 milliards de franc chaque année,¹⁹ l'économie nationale du marché formel est en difficulté. Cette crise du secteur bancaire entraîna de nombreuses faillites et restrictions. Ces restrictions ont favorisé la perte d'emploi à de nombreux cadres de banques et les populations n'ont plus confiance à ces dernières. Mais le secteur informel à travers les associations dites tontine et les micro-finances vont connaître un essor international et national car, considéré comme un des vecteurs essentiels de lutte contre la pauvreté. Cependant, ces nouvelles formes d'organisations sont encadrées par toute une batterie juridico-institutionnelle.

2. Cadre juridico-normatif des tontines et micro-finances : rappel historique et nouvelles trajectoires

Les lois de 1990 et 1992 sur la liberté d'association et la légalisation des sociétés coopératives constituent le cadre juridico-normatif de l'exercice des tontines et micro-finance au Cameroun en général et à Nkongsamba en particulier. Par le préambule de loi sur la liberté d'association titre 1 article 5, les associations obéissent à deux régimes ; le régime de la déclaration et le régime de l'autorisation (associations étrangères, associations religieuses)²⁰. Dans cette loi il est précisé que les associations se créent de manière libre mais pour être considérées comme personnalité juridique il faudrait que l'association ait fait l'objet d'une déclaration accompagnée de deux (02) exemplaires du statut. Pour ce faire, il faudra la présence des membres fondateurs dans une préfecture où ils expliqueront de manière explicite les objectifs de leur association et s'ils sont valides, un récépissé de légalisation est délivré²¹. Une fois cette légalisation faite, chaque association s'administre comme elle veut tout en respectant ses règles et statuts. On va donc constater une mise sur pied de différents types d'associations qui au fil du temps manipulent des sommes d'argent importantes à leur guise. Elles conservent leur finance de manière informelle et contribuent en quelque sorte au développement personnel de chaque membre de l'association²². Ces groupes associatifs servent de financement pour certaines entreprises, ce sont des moyens de financement de

¹⁹ Nana Kuindja, "Réglementation prudentielle et...", Mémoire de Master en Sciences Economiques, Université de Yaoundé 2, 2010.

²⁰ Cobac, règlement cobac EMF R-2017/05 fixant les conditions et modalités d'agrément des établissements de micros finances, de leurs dirigeants et de leurs commissaires aux comptes.

²¹ Ntye'e Ze Steve Patrick, 35 ans, 3^{ème} adjoint préfectoral, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

²² Tello et Gauthier, "Les Tontines favorisent...", pp. 7-8.

projets dans les Etats où l'octroi d'un crédit n'est pas chose facile, où la grande frange de la population se sent marginalisée²³.

C'est alors que le 14 août 1992, la loi portant sur les sociétés coopératives et aux groupes d'initiatives communes fut promulguée. Ces dernières constituent un groupe de personnes physiques et/ou morales s'associant librement pour atteindre des buts communs par la constitution d'une entreprise dirigée de manière démocratique et à laquelle elles sont liées par un contrat qui fixe notamment les règles de leur activité avec cette organisation, de répartition équitable de son capital, de participation aux fruits et aux risques liés à ladite activité, ce qui va favoriser l'éclosion des micros finances²⁴. Dans la mesure où, ces sociétés sont les mandataires de leurs membres, ceci entraîne le fait qu'elles ne peuvent réaliser de profits commerciaux pour elles-mêmes. Selon l'alinéa 2 de l'article 10 de cette loi, elles ont la faculté d'avoir des activités avec des usagers non adhérents, dans les proportions de volume d'affaires obligatoirement définies par les statuts²⁵ ce qui va donner la possibilité aux micros finances d'élargir leur différents champs d'actions et on va les voir se métamorphoser passer d'une catégorie à une autre grâce à l'abondance des revenus qui va multiplier le capital initial.

II. TYPOLOGIE DES TONTINES ET MICRO-FINANCES DANS LA VILLE DE NKONGSAMBA

Après la mise sur pied des organismes associatifs à but lucratif dans la localité de Nkongsamba, on va distinguer plusieurs variantes qui constituent ces assemblages. D'une part les caractéristiques obtenues se rapprochent peu à peu des institutions de micro-finance, et d'autre part les caractéristiques semblent retrouver celles des banques classiques. Si le terme tontine semble être connu de la plus part des communautés camerounaises, une classification de celles présentes dans la ville de Nkongsamba retient l'attention de la présente recherche.

1. Typologie des tontines : du caractère communautaire à celui professionnel

De manière générale, le mot tontine désigne un assemblage de personnes ; mais ce mot varie en fonction de la localité où il est utilisé. Dans certaines zones, il peut être appelé réunion, association, amical. Ceci s'observe le plus souvent dans les zones urbaines car les membres voulant la moderniser. Dans la région de l'Ouest, particulièrement en pays

²³ Tello et Gauthier, "Les Tontines favorisent...", pp. 7-8.

²⁴ Article 8 de la loi N°92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune, p. 3.

²⁵ Article 10 alinéa 2 de la loi N°92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune, p. 3.

Bamiléké où le vocable "tontine" est ancré dans les pratiques sociales des communautés, il est appelé *tchoua'ah* qui signifie mettre ensemble²⁶. A l'Extrême-Nord du Cameroun, on observe que ce mot est utilisé en fonction des activités qui y sont menées : lorsqu'au sein de l'association les membres ne font que se réunir et se soutenir moralement, physiquement il est appelé *kaoutal* mais une fois que l'argent entre en jeu à l'instar des cotisations, des aides financières et autres il est appelé *adacé*. Dans d'autres périphéries comme en zones dites "anglophones", il peut être appelé *ndjangui*, qui renvoie à la cotisation. Tous ces mots désignent la même chose : se mettre ensemble²⁷. Nkongsamba, en tant que localité cosmopolite regroupe des tontines issues des communautés suscitées et bien d'autres.

Bien qu'elles se soient développées et diversifiées, les tontines africaines ne sont pas uniformes dans leur ensemble²⁸. On a essayé de faire ressortir les différentes catégories de tontines existantes dans la ville de Nkongsamba. L'on a pu constater qu'elles sont à caractère communautaire et à caractère professionnel.

1.1. Du caractère communautaire des tontines dans la ville de Nkongsamba

Parlant de la tontine à caractère communautaire, il serait important de préciser que le recrutement au sein de ce type de tontine suit le plus souvent des liens qui se sont formés par la parenté et une origine géographique commune. Elles peuvent être hétéroclites, tribales et/ou à but lucratif. Elle regroupe en son sein des personnes issues du même village. Par exemple, l'Association des Femmes d'Ekangté. Elle regroupe des personnes qui parlent la même langue traditionnelle ou dialecte. Comme autre tontine de cette catégorie, l'on peut également citer les Elites de Tonga. Il s'agit des personnes qui vivent dans un même quartier. La cuvée pastorale fait également partie des tontines à caractères communautaires trouvées dans la ville de Nkongsamba. Elle par contre regroupe les jeunes d'un même quartier qui décident de cheminer ensemble. Le tableau 1 ci-après ressort quelques tontines à caractères communautaires présentes dans la ville de Nkongsamba ayant plus d'une trentaine d'années de vie.

²⁶ M. Nzemen, *Tontines et développement ou le défi financier de l'Afrique*, Yaoundé, Presses Universitaires du Cameroun, 1993, p. 19.

²⁷ Mohamadou Rahima, 52 ans, Enseignante, Nkongsamba, le 16 septembre 2021.

²⁸ R. Nkakleu, "Quand la tontine d'entreprise crée le capital social intra-organisationnel en Afrique : une étude de cas", *management et avenir*, n°27, 2009, p. 121.

Tableau 1 : Tontines à caractères communautaires présente dans la ville de Nkongsamba

Dénominations	Nombre d'années *	Nombre de membres*	Situation
Equipe du Dimanche	10 ans environ	60 membres	En activité
Cuvée Pastorale	Plus de 10 ans	53 membres	En activité
Femme Dynamique	plus de 15 ans	25 membres	En activité
Femme Dynamique d'Ekangté	//	35 membres	En activité
AJR dépôt guinness	//	25 membres	En activité
Elite Ntonga de Nkongsamba	Plus de 15 ans	15 membres	En activité
Elites des jeunes de Nkongsamba	5 ans environ	32 membres	En activité
Kodi Ekangté	27 ans environ	60 membres	En activité
Association des femmes de la haute tension	5 ans environ	20 membres	En activité
Association des jeunes de Barresoumtou	30 ans environ	34 membres	En activité
Elites Baneka	//	28 membres	En activité

Source : Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, données recueillies sur le terrain, novembre 2020.

- * Montre que les données sont approximatives.
- // Montre que la donnée n'est pas disponible.

Les données présentées dans le tableau ci-dessus sont essentiellement issues des descentes sur le terrain. Il ressort de ce tableau que la naissance des tontines à caractère communautaire est tributaire de la libéralisation de champ d'expression au Cameroun. Onze (11) tontines à caractères communautaires légalisées ont fait objet de nos enquêtes. La plus vieille tontine a trente (30) ans d'existence et la plus jeune a environ 5 ans d'existence. Au moment où les enquêtes ont été menées, toutes ces tontines étaient encore en activité. Le nombre de membres n'est pas proportionnel à celui de la durée de vie de l'association. En effet, certaines associations "jeunes" ont plus de membre que celles existantes depuis plusieurs décennies. C'est le cas de l'association dénommée "Equipe du Dimanche qui compte environ 60 membres (avec 10 ans d'existence environ) contre 34 membres que compte l'association des Jeunes de Barresoumtou (avec environ 30 ans).

Cette catégorie de tontine consiste tout d'abord, à renforcer le lien existant entre ses différents membres, créer un climat détendu, pratiquer l'entraide afin de mieux vivre-ensemble. En bref, la tontine a tout d'abord une vocation sociale, elle donne les moyens aux différents adhérents d'extérioriser leur sens de la solidarité. Dans cette catégorie précisément l'entraide est la base, elle soutient dans la détresse, dans la joie, elle permet la construction de l'homme dans un environnement bien précis à travers les fonds qui sont donnés, soit prêtés. La tontine communautaire comme toute autre tontine est une couverture sociale²⁹ en ce sens qu'elle sert le plus souvent à financer des achats de consommation durables et ou des investissements relativement modestes on parle ici entre autres des petits commerces, l'achat des véhicules d'occasion qui servent le plus souvent de taxi et facilite le quotidien du concerné. Au même moment que l'on rencontre les tontines à caractère communautaire dans la ville de Nkongsamba, il existe aussi d'autres à caractère professionnel ou socioprofessionnel.

1.2. Du caractère professionnel ou socioprofessionnel des tontines dans la ville de Nkongsamba

Les associations à caractère professionnel ou socioprofessionnel quant à elles sont un groupe de personnes qui partagent en plus des mêmes idéaux, le même métier. Ça peut être une association des commerçants, une association des enseignants ou encore une association des sauveteurs. Elle a pour but de conserver les liens que la profession nous a donné, créer un esprit d'équipe et se venir en aide mutuellement³⁰. Cette catégorie de tontine introduit le plus souvent les finances au sein du groupe. Ici, chaque membre doit verser périodiquement une somme d'argent appelée cotisation. Cette cotisation sera remise à chaque adhérent de manière rotative. Dans cette catégorie, le point qu'ont en commun les membres et qui fait réellement l'association est la profession qu'ils exercent. De ce fait, tout le monde se doit de verser son argent de façon régulière pour ne pas causer de souci à un membre. Vu la stabilité de tout un chacun, les caisses (secours et épargne) dans cette catégorie d'association sont évolutives car le but est de créer quelque chose d'encore plus grand. Le tableau 2 ci-après ressort quelques associations à caractère professionnel que l'on rencontre dans la ville de Nkongsamba.

²⁹ En effet, ce type de tontine répond aux besoins du membre que ce soit sur le plan moral, physique, et même financier ; elle reste et demeure un lieu où le membre trouvera toujours du réconfort même si parfois la satisfaction n'est pas au top.

³⁰ Djoukouo Marie, 48 ans, présidente des femmes dynamiques, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

Tableau 2 : Associations à caractère professionnel ou socioprofessionnel de la ville de Nkongsamba

Dénominations	Nombre d'années*	Nombre de membres*	Situation
Amicale des Femmes Enseignantes du Mungo-Nord	25 ans	40	En activité
Amicale des Enseignants de la Région Scolaire de Mungo-Nord	15 ans	25	En activité
Association des Professeurs du Génie-civil	//	17	En activité
Associations des Professeurs du Lycée Technique de Nkongsamba	//	87	En activité
Amicale des Inspecteurs Régionaux des Techniques Industrielles	//	34	En activité

Source : Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, données recueillies sur le terrain, Nkongsamba, le 16 septembre 2021.

Dans l'ensemble, la ville de Nkongsamba regorge de nombreuses associations à caractère professionnel ou socioprofessionnel dont une poignée serait officiellement reconnue. Le tableau ci-dessus montre les associations socioprofessionnelles du corps enseignant. Il y ressort que toutes les cinq (05) associations retenues sont en activité et ont une durée de vie qui dépasse dix (10) ans. Contrairement aux associations à caractère communautaire, celles professionnelles présentent une tendance baissière. Celle-ci est liée au fait que la plus part des responsables professionnels (médecin, enseignants, policier etc.), soient membres d'une ou de plusieurs associations à caractères communautaires ou alors, membres d'une association professionnelle exerçant hors de la ville de Nkongsamba³¹.

Toutefois, au sein de ces deux catégories de tontines, les finances jouent un rôle très important pour la bonne marche du groupe mis sur pied. Très souvent, les membres utilisent les fonds dans le but de mettre sur pied un projet qui au bout de quelques années va générer des sous. Peu importe la provenance de l'argent, une fois que l'on fait partie de la cotisation,

³¹ Njomba François, 50 ans, Inspecteur régional des Techniques industrielles, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

on a pour devoir de verser régulièrement la somme requise question de ne pas faire échouer la cotisation³². Les fonds peuvent également être utilisés par un seul membre. Dans ce cas, il devra expliquer de manière claire aux autres membres du groupe ce qu'il compte faire de l'argent qui lui sera attribué. Comme exemple de ce type de tontine on a les Groupes à Initiatives Communes. Généralement, ces associations évoluent de manière anarchique et se contentent juste du but qui les réunit.

Dans sa forme la plus simple, la tontine réunit quelques membres. Ces derniers se connaissent bien et sont, souvent, voisins, collègues de travail. Ils peuvent aussi être tout simplement unis par d'autres liens sociaux. Enfin, l'adhésion des membres reste bien souvent volontaire, même si, dans certains cas très particuliers, elle peut apparaître comme une manifestation obligatoire³³. Simultanément aux tontines, il existe diverses catégories des micro-finances où chaque association peut trouver son compte selon ses aspirations.

2. Typologie des micro-finances

La ville de Nkongsamba au Cameroun renferme de nombreux établissements financiers. Dans la zone CEMAC en général et singulièrement au Cameroun, il existe trois catégories de micro-finance : les établissements de micro finance de première, deuxième et troisième catégories. Toutes ces catégories, participent à la sécurisation financière de cette localité et de ses environs.

2.1. Les établissements de micro-finance de première catégorie

Les établissements de micro-finances de première catégorie qui généralement ont un statut coopératif. Ils ne nécessitent pas un capital minimum pour l'ouverture de cette dernière. Ces établissements exercent juste la collecte de l'épargne des différents membres. Cette collecte se fait de façon hebdomadaire au travers des agents déployés sur le terrain par la structure en question pour ladite cause. Toutefois, les normes arrêtées par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC) doivent être respectées vu que concernant le capital, il n'est pas exigé une somme ou mieux un montant social minimum et selon l'article 2 de cette commission, les établissements de micro-finances doivent contenir au sein de leurs locaux au

³² Tchudjo Valerie, 45 ans, Membre de l'Association Amicale des Femmes Enseignantes du Moungo-Nord, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

³³ Dans l'ouest du Cameroun, par exemple, lorsqu'une famille appartient à une tontine depuis des générations, le fils aîné en devient automatiquement membre à la mort du chef de famille. Cette pratique est également observable dans certaines tontines de la ville de Nkongsamba. C'est par exemple le cas de l'Association des Ressortissants de Mbanko-Baneka Résidents à Poola (Nkongsamba 3^{ème}).

moins 100 membres³⁴. À leur création, les institutions de micro-finances de premières catégories sont tenues de constituer un fonds de solidarité qui va servir de roues de secours en cas de pertes. À chaque adhésion et au début de chaque exercice, ce fonds reçoit des plus effectués par les membres de manière égale ainsi que l'ajout d'une partie des excédents³⁵. On peut citer la Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID comme exemple dans cette catégorie qui fait dans l'épargne journalière en exerçant le recouvrement auprès des clients, les comptes d'épargne et bien d'autres activités encore qui favorisent leur épanouissement au quotidien³⁶. La photo 1 suivante ressort la Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID de la ville de Nkongsamba.

Photo 1 : La Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID de Nkongsamba.



Source : Cliché Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, Nkongsamba, le 06 novembre 2020.

L'image ci-dessus met en exergue la Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID de la ville de Nkongsamba. Cette micro-finance de première catégorie a été créée dans la ville de Nkongsamba en 2005. Cette ville étant l'un des bastions de production agricole au

³⁴ Règlement n° 1/17/CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux conditions d'exercice de contrôle de l'activité des micro-finances dans la CEMAC.

³⁵ Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, règlement n° 01/17/CEMAC/UMAC/COBAC, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de micro-finance dans la CEMAC, p.12.

³⁶ Toukem Merlin, 36 ans, Directeur-Adjoint MC²-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

Cameroun, a motivé l'avènement et l'implantation de cette micro-finance. Entre 2005 et 2017, l'on dénombre près de 500 comptes d'épargne domiciliés dans cette micro-finance.

Pour être considéré comme un établissement de micro finance de première catégorie, il faudrait au préalable avoir selon l'article 8 de la COBAC³⁷, adresser une demande d'agrément à l'autorité monétaire contre un distinctif qui pourrait servir de justificatif pour faire valoir ses droits partout où besoin se fait ressentir ceci peut soit être un récépissé ou une décharge. Suite à cela, le dossier complet (demande+ récépissé) dans lequel est précisé la catégorie de micro finance pour laquelle l'on postule est acheminé jusqu'à la commission bancaire. L'article 12 de cette commission précise :

Qu'en plus des différents éléments fournis relatifs aux personnes physiques ou morales considérées comme des administrateurs, l'établissement de micro finance doit fournir également un organigramme prévisionnel détaillé décrivant la répartition des fonctions et responsabilités au sein de la direction générale³⁸.

En plus de la Mutuelle Communautaire de Croissance-MUFID, l'on rencontre une autre micro-finance de première catégorie : la Caisse d'Epargne et de Crédit du Cameroun (CEC-Cameroun). Cet établissement ouvre ses portes dans la ville de Nkongsamba en 2013 et offre comme la précédente plusieurs services : octroi des crédits groupes, scolaire ; appui financier des projets etc. L'examen de l'âge des établissements de micro-finance de première catégorie, permet de constater que ces établissements sont plus jeunes par rapport à l'âge moyen des banques classiques. En effet, alors que la moyenne d'années de fonctionnement voire d'existence des banques classiques est d'environ 75 ans, celle d'une micro-finance de première catégorie est d'environ 30 ans. En dehors des micro-finances de première catégorie, l'on rencontre également celles de deuxième catégorie dans la ville de Nkongsamba.

2.2. Les établissements de micro-finance de deuxième catégorie

Les micros finances de deuxième catégorie quant à elles ont un statut obligatoire de Société Anonyme (SA). Cette catégorie est constituée des établissements qui offrent des services financiers à des tiers et collectent également l'épargne. Autrefois, avec un capital de 50 millions, l'on pouvait faire partie de cette catégorie. Mais, avec la fixation des nouveaux montants par la COBAC le 1^{er} janvier 2018 le taux minimal est passé de 50 millions à 100

³⁷ COBAC, Règlement cobac emf r-2017/05 fixant les conditions et modalités d'agrément des établissements de micro-finance, de leurs dirigeants et de leurs commissaires aux comptes

³⁸ *Ibid.*

millions³⁹. Selon l'article 41 du chapitre 6, portant sur l'établissement de micro-finance de deuxième catégorie, cette catégorie a la possibilité d'effectuer des placements au sein des banques commerciales de l'Etat d'implantation et de la Banque des Etats d'Afrique Centrale sous réserve du respect des règles édictées par la BEAC dans le cadre de ses interventions sur le marché monétaire⁴⁰. Comme exemple de cette catégorie d'institution, on a l'Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée Cameroun (ACEP-Cameroun) qui utilise trois méthodes de recouvrement des fonds concernant les associations dites tontines : les dépôts hebdomadaires et mensuels d'associations, les recouvrements forcés en cas de non remboursement, les collectes auprès des adhérents des associations qui ont souscrit à leurs services⁴¹. La photo 2 suivante met en exergue l'ACEP-Cameroun implanté dans la localité de Nkongsamba.

Photo 1 : Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée Cameroun de Nkongsamba.



Source : Cliché Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, Nkongsamba, le 16 septembre 2021.

A la lecture de cette photo, l'on comprend qu'ACEP-Cameroun existe dans la ville de Nkongsamba depuis 2012. Cet établissement fournit du crédit aux entreprises clientes et

³⁹ Règlement COBAC emf R-2017/03 portant fixation du capital social minimum des établissements de micro-finances de deuxième et troisième catégorie.

⁴⁰ CEMAC, règlement n° 01/17/CEMAC/UMAC/COBAC, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de micro-finance dans la CEMAC, p. 14.

⁴¹ Songmene Marius, 40 ans, contrôleur interne ACEP, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

autres membres indépendants ou associatifs et assure la sécurisation des épargnes de ces derniers. A côté des micro-finances de deuxième catégorie, figurent celles de troisième catégorie.

2.3. Les établissements de micro-finances de troisième catégorie

Les établissements de micro-finances de troisième catégorie regroupent des établissements qui n'offrent que du crédit et qui ne sont autorisés à mobiliser l'épargne, les ressources viennent des bailleurs de fonds. Autrefois, le capital minimal était de 25 millions. Mais avec les nouveaux montants de la COBAC, le 1^{er} janvier 2018, ce montant est passé de 25 millions à 50 millions⁴².

Contrairement à la micro-finance de première catégorie, celles de deuxième et troisième catégories doivent fournir tellement d'éléments. Il s'agit notamment des éléments d'informations relatifs à l'établissement, ceux relatifs à l'actionnaire personne physique, ceux relatifs aux personnes morales de droit privé et de droit public, le dossier de demande d'agrément émanant des filiales de holdings financières, les éléments d'informations relatifs à chacun des administrateurs personnes physiques ou au représentant personne morale et également fournir un organigramme prévisionnel détaillé⁴³.

Ces institutions peuvent recevoir d'autres ressources dans le respect des dispositions de leur statut et des normes arrêtées par la COBAC. Elles exercent leur activités soit de façon indépendante soit à l'intérieur d'un ensemble d'établissements agréés et animés par un même objectif et qui ont volontairement décidé de se regrouper afin d'adopter une organisation et des règles de fonctionnement communes encore appelées "Réseaux". Ils peuvent être soit local, soit national. Dans la ville de Nkongsamba en particulier, on retrouve uniquement les établissements financiers de première et deuxième catégorie qui existent depuis la période de légalisation des groupes coopératifs par l'Etat du Cameroun et participent à leur manière au développement de la ville. Bien que ces organismes soient des manipulateurs de finances, ces derniers regorgent des acteurs et sont organisés de manière bien distincte. Qu'elles soient de première, de deuxième ou de troisième catégorie, les micro-finances recensées dans la ville de Nkongsamba ont une origine extérieure à cette ville. En effet, la quasi-totalité de ces établissements financiers ont leur siège social dans la ville capitale économique du Cameroun : Douala. Cette dernière apparaît ainsi comme l'épicentre des micro-finances

⁴² Règlement COBAC emf R-2017/03 portant fixation du capital social minimum des établissements de micro-finances de deuxième et troisième catégorie.

⁴³ Règlement COBAC, chapitre 3, commission bancaire, relatif aux conditions et modalités d'agrément des établissements de micro-finances, pp. 6-7.

camerounaises. En tant qu'institutions, tontines et micro-finances, elles obéissent à des modes d'organisation et de fonctionnement qui méritent une clarification.

III. STRUCTURATION ET MODE DE FONCTIONNEMENT DES TONTINES ET DES MICRO-FINANCES DANS LA VILLE DE NKONGSAMBA

Les tontines sont des organisations qui ont des structures adaptées à leurs objectifs et très souvent au nombre de membres qui ont adhéré. Celles-ci se caractérisent par leurs statuts qui définissent la plupart du temps les rôles que joue chacun des responsables au niveau des tâches qui lui sont confiées. Cette réalité n'est pas identique dans les institutions financières. Mais de manière globale, les tontines recensées dans la localité de Nkongsamba ont une structure classique. Contrairement à celles-ci, les micros finances ont une organisation et un mode de fonctionnement régis par une même loi ce qui leur permet d'avoir la même structure voire le même mécanisme de fonctionnement. Dans le chef-lieu du département du Moungo, la perception qu'ont les populations de ces deux formes d'institutions et les rapports qu'elles entretiennent divergent d'un groupe à un autre.

1. Organisation et mode de fonctionnement des tontines de la ville de Nkongsamba

La tontine tout d'abord dispose d'un nom qui lui permettra de s'identifier au milieu des autres associations afin de ramener plus de sérieux. Elle établit un règlement intérieur, écrit et accessible à la compréhension de tous et, qui se doit d'être respecté par tous les membres qui décident de cheminer ensemble dans cet organe. Ce règlement donne de façon détaillée la manière dont le groupe doit s'organiser en interne et situe sur les modalités de fonctionnement. En plus de cela, l'attachement excessif aux formalités pousse ces groupes associatifs à respecter les heures de réunions établies par le règlement intérieur voté par l'assemblée soit (15heures précises). Le non-respect de cette heure ou le respect accusé par un membre est sanctionné par une amende toujours existante dans le règlement intérieur (soit 500, 2000F CFA) selon la tontine en question qui doit être réglé au cours de cette même assise.

Pour ce qui est de la finance en elle-même, celle-ci peut varier et cela en fonction du type de cotisation que les membres utilisent. Déjà pour faire partie de l'association, le membre se doit de verser une somme d'argent qui est signe d'adhésion ; ces frais sont non

remboursables et utiles à vie⁴⁴. Généralement au sein des associations à caractères communautaires, le type de cotisation utilisé est la tontine simple avec des sommes inchangées et au sein des associations à caractère socio-professionnelles l'on trouve les autres types de tontines. Elles peuvent être à doubles tours, aux enchères et bien d'autres. Concernant l'association où la cotisation se fait à taux fixe, la somme bénéficiée reste la même pour tous les membres. Dans le cas où le groupe associatif possède en son sein dix (10) membres (soit M pour désigner le membre) avec pour taux fixe cinq mille (5.000 Francs CFA) par exemple, le tour pour rentrer en possession de l'argent est organisé par les différents membres. On pourra avoir un résultat pareil à celui inscrit dans le tableau ci-dessous où l'on va considérer le signe "+" comme le bénéficiaire et le signe "-" comme le donneur. Le tableau ci-après ressort cette réalité.

Tableau 3 : Estimation des revenus des membres ayant un taux fixe de cotisation

Séances	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
M1	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M2	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M3	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M4	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M5	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M6	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000	-5000
M7	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000	-5000
M8	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000	-5000
M9	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000	-5000
M10	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	-5000	+5000

Source : Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, données recueillies à partir des statistiques de terrain, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

Ce tableau montre que le bénéficiaire possède au sortir de cette réunion une somme de 45.000F CFA. Bien qu'il cotise également sa mise, elle n'est pas prise en considération car là

⁴⁴ Encore appelés frais d'adhésion, c'est une fois que le membre désirant faire partie de l'association a versé cet argent que l'on peut le considérer comme un membre du groupe bien qu'il confirmera cela au travers de ses cotisations.

il s'agira d'une valeur neutre importe le fait qu'elle soit ajoutée ou supprimée puisse qu'elle sort de la poche du bénéficiaire et ceci est valable pour tous les autres membres.

Concernant la cotisation à taux doubles, beaucoup plus présent au sein des associations socio-professionnelles et dans certaines communautaires, ici chaque membre est libre de verser la somme qu'il souhaite obtenir à son tour, il est dans certains cas obligé de verser la somme demandée par le bénéficiaire du jour et ce dernier se doit de rembourser ce montant obtenu lors des tours des autres. On va conserver le nombre de membre utilisé dans le précédent exemple soit dix (10) membres le tableau ci-dessous va donner un aperçu de ce qui se passe lors d'une réunion où les mises ne sont pas les mêmes.

Tableau 4 : Estimation des revenus des membres ayant des taux de cotisation aléatoire

Séances Membres	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
M1	+22000	-2000	-3000	-1500	-2500	-1500	-2000	-3500	-1000	-3000
M2	-2000	+25000	-5000	-8000	-2000	-1000	-2000	-2000	-2000	-1000
M3	-3000	-5000	+45000	-10000	-15000	-1000	-2000	-3000	-2500	-3500
M4	-1500	-8000	-10000	+38500	-6000	-1500	-2000	-5000	-1500	-3000
M5	-2500	-2000	-15000	-6000	+33000	-1000	-2000	-2000	-1000	-1500
M6	-1500	-1000	-1000	-1500	-1000	+20000	-2000	-5000	-3000	-5000
M7	-2000	-2000	-2000	-2000	-2000	-2000	+16500	-2000	-1000	-1500
M8	-3500	-2000	-3000	-5000	-2000	-5000	-2000	+28500	-3000	-3000
M9	-1000	-2000	-2500	-1500	-1000	-3000	-1000	-3000	+16000	-1000
M10	-3000	-1000	-3500	-3000	-1500	-5000	-1500	-3000	-1000	+22500

Source : Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, données recueillies à partir des statistiques de terrain, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

De ce tableau, l'on constate que le premier membre reçoit 2000 du deuxième, 3000 du troisième, 1500 du quatrième, 2500 du cinquième, 1500 du sixième, 2000 du septième, 3500 du huitième, 1000 du neuvième et enfin 3000 du dixième alors il se doit de rembourser ces mêmes sommes d'argent à ces différents membres lorsque ce sera leur tour de bénéficier la somme des fonds. Cependant, la suite du montant à cotiser par les autres membres reste toujours à leur choix sauf si une demande du bénéficiaire est adressée aux différents membres dans laquelle il demande de fortes sommes ou encore des sommes minables. C'est alors de

cette manière que la tontine va évoluer jusqu'à obtention de la somme totale par tous les membres.

En regroupant des agents économiques dont l'épargne individuelle est modeste, la tontine collecte d'importantes caisses au bénéfice de ses membres. En outre, la flexibilité de son organisation ainsi que le recours à des stratégies efficaces de gestion des risques lui permettent d'observer des coûts de transaction suffisamment bas, au point d'en faire un intermédiaire financier très performant. Une tontine est une association constituée par un groupe d'individus qui décident d'un commun accord de contribuer périodiquement à une caisse commune ; les fonds de cette caisse sont alloués à tour de rôle à chacun des membres du groupe. A la base de toute tontine, se trouvent des personnes qui ont pensé ; ils s'appellent des fondateurs, ils ont au sein de cette association certains privilèges qui les distinguent des autres membres du groupe⁴⁵. En plus de cela, comme toute association, la tontine est animée par un bureau ou une commission de coordination ; communément appelé acteurs :

- un Président élu par l'assemblée : au début, le premier président est souvent le fondateur de la réunion mais avec le temps sa place peut être alternée par d'autres membres qui étaient là lors de la mise sur pied de l'association. Son rôle est d'assurer la direction générale de la tontine, s'assurer des décisions prises pour favoriser la bonne marche de la tontine. C'est la personne de référence et sa moralité doit être sans pareille ;

- un vice-président : dans certaines tontines ce poste est facultatif car son rôle se rapproche de celui du président. En plus il est comme un conseiller pour le président et s'assure que les décisions à prendre concernent la bonne marche du groupe. Il est généralement choisi à cause de son caractère ou de la profession qu'il exerce ;

- un Secrétaire : c'est la personne qui remplace le président en cas d'absence. Elle détient tout ; que ce soient des documents administratifs ou financiers concernant la tontine et s'arrange à les rendre disponible pour les autres membres à l'instar du règlement intérieur du groupe. Le secrétaire se rassure que les règles sont bien respectées et vise des bons de décaissement, de versement et même des prêts selon les indications de l'assemblée ;

- un Trésorier : c'est lui le garant des fonds du groupe, toutes caisses confondues quittant de la caisse d'épargne à la caisse de secours en bref il est garant du patrimoine

⁴⁵ C'est celui-là qui a pensé que la chose pouvait être possible le plus souvent il est accompagné de deux autres personnes avec qui il décide de partager sa vision ce qui implique son rôle important au sein de l'association. Il est ce membre qui se doit toujours d'être le conciliateur.

financier de l'association. Généralement, le trésorier est choisi en fonction du métier qu'il exerce faute de quoi en cas de déficit dans les comptes ou en cas de détournement, il fait juste recours à ses finances personnelles ;

- les commissaires aux comptes : ce sont eux qui ont la charge de vérifier la comptabilité de la tontine. Il s'assure des bons états de chaque membre et veille aux intérêts de chaque somme versée lors de la cassation de fin d'année qui marque l'arrêt temporaire des activités. Il est souvent assisté de son adjoint car les questions de finances nécessitent beaucoup d'attention pour maintenir au top les bonnes relations entre les hommes ;

- un Censeur : c'est la personne qui veille à la discipline du groupe lors des différentes assises. Quel que soit le type de tontine, la discipline est de rigueur et toute violation de celle-ci s'accompagne des pénalités qui vont d'une simple amende à une exclusion du groupe. Elle a pour rôle de faire régner le respect entre les membres. En cas d'abus, il se doit de punir comme le recommandent les textes, lors des retards et autre aussi et faire régner de l'ordre pour un bon déroulement des différentes séances.

Ces personnes et bien d'autres acceptent de verser régulièrement une somme d'argent, dont le montant est fixé à l'avance, à une "caisse ". Cette dernière est distribuée, par tirage au sort, lors des réunions dont le calendrier est lui aussi fixé à l'avance et obéit aux logiques journalière, hebdomadaire ou mensuelle. Un membre perçoit la cagnotte à chaque réunion et, dès que celle-ci a été perçue par tous les adhérents, le cycle de la tontine est terminé et se réorganise de nouveau⁴⁶. C'est donc avec simplicité que la tontine répond tout à la fois aux besoins des agents économiques à revenus modestes et à ceux issus du secteur formel. Intéressante, cette institution l'est encore parce qu'elle rassemble des sommes éparpillées, en même temps qu'elle associe les prêts aux dépôts.

De plus, elle résout parfaitement les problèmes de "caution" ou d'"aval" ou encore ceux liés à l'accumulation des informations concernant les débiteurs puisqu'elle ne regroupe que des membres qui se font mutuellement confiance ou parce que, dans le cas contraire, leurs propres adhérents se portent garants des emprunteurs non membres⁴⁷. Enfin, le remboursement des prêts constitue rarement un problème, car un membre défaillant risque de perdre sa crédibilité sociale ou d'être mis à l'écart et de perdre son adhésion, ainsi d'ailleurs

⁴⁶ Esoh Eric, 39 ans, Vice-président des Elites des Jeunes de Nkongsamba, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

⁴⁷ Ekosso Francisca 49 ans, Secrétaire Générale de l'Association des Ressortissants des Mboriko-Baneka Résidents de Poola, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

que sa réputation⁴⁸. Les nombreuses variantes qu'affichent les tontines lui permettent enfin de s'adapter à l'environnement et aux besoins de ses membres. Dans les "tontines à caractère communautaire", par exemple, l'ordre du versement de la "cagnotte" peut être bouleversé, à tout moment, afin de venir en aide à un adhérent dans le besoin.

Dans la plupart des tontines, les membres cotisent également dans des caisses parallèles ("caisses de secours", "caisse de solidarité" etc.)⁴⁹. Enfin, ceux des membres n'ayant pas encore perçu la "cagnotte" peuvent toujours s'arranger individuellement pour emprunter auprès de celui qui la reçoit. A la question de savoir si l'inflation pourrait pénaliser des adhérents qui versent régulièrement leur cotisation en attendant de percevoir le "tour", les membres des tontines parcourus y répondent soit en mettant en place le phénomène des "enchères", soit en réduisant le cycle de vie de l'association, soit enfin en exigeant des versements en nature⁵⁰.

Au Cameroun, la tontine est l'élément moteur dans le financement des petites unités⁵¹. Elle est constituée pour un cycle renouvelable ; peut-être illimitée si les membres le décident et pour une raison quelconque peut prendre fin après avoir effectué plusieurs tours complets. Elle fonctionne avec des personnes physiques uniquement, et s'appuie sur trois points essentiels : prémunir contre les incertitudes du lendemain, constituer les fonds nécessaires pour réaliser un objectif et accroître les revenus. Autrement dit, la tontine permet de constituer l'épargne et de bénéficier d'un crédit en dehors du système bancaire ; de faire face aux aléas tels que le décès, la maladie et l'hospitalisation. Pour un meilleur fonctionnement, il est nécessaire (voir obligatoire) que tous les membres assistent aux différentes réunions et la ponctualité est de mise d'où les sanctions qui en découlent en cas d'absence ou de retard. Généralement, l'absence fait naître une perte de confiance vis-à-vis des autres participants car c'est au cours des réunions que sont prises les décisions. Cette manière de fonctionner est très différente dans d'autres structures où l'argent est également le nerf de la guerre : la micro-finance.

⁴⁸ Nkouabon Rhodésie, 43 ans, Présidente de l'Association des Femmes Solidaires de Nkongsamba, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

⁴⁹ Eyoum Marie, 45 ans, Présidente de l'Association des Femmes de la Haute-tension, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

⁵⁰ Mbiadjeu Roméo, 33 ans, Vice-Président de l'Association des jeunes de Barresoumtou, Nkongsamba, le 4 septembre 2021.

⁵¹ C. Bekolo et E. Beyina, "Le financement par capital risque dans les pme innovantes : le cas spécifique des PME innovantes camerounaises" in, *innovation*, n° 29, 2009, p. 190.

2. Organisation et mode de fonctionnement des micro-finances de la ville de Nkongsamba

On entend par micro-finances, tous les services financiers mis à la disposition d'une population exclue des circuits bancaires classiques. Cet organisme facilite la réinsertion sociale en donnant aux personnes mêmes les plus vulnérables, la possibilité de pouvoir se reconstruire⁵². Au sein d'une agence de micro-finance on perçoit différentes personnes ayant des rôles bien définis :

- le Chef d'agence : c'est la personne la plus respectée de la boîte, elle veille au bon fonctionnement de la structure, s'assure que toute l'équipe est à même de pouvoir hisser jusqu'au sommet le nom de la micro finance durant les heures de travail. En cas de soucis, elle est la première personne à rencontrer et elle est l'intermédiaire entre les autres membres de l'agence et la direction ;

- le Responsable commercial : son rôle est de veiller à ce que les objectifs fixés soient respectés par les agents commerciaux en termes d'ouverture de comptes pour les nouveaux souscripteurs, en termes d'épargne pour les anciens clients pour ce qui est des établissements financiers de première et deuxième catégorie. Il est aussi celui-là qui suit les différents emprunteurs pour s'assurer de percevoir les fonds le moment venu et rend compte à son supérieur de manière quotidienne ;

- le Responsable des opérations : il est toujours derrière la machine, aucune transaction ne se fait s'il n'a pas validé dans sa machine que ce soit pour un versement, un retrait un emprunt bref aucun. Il est en constante communication avec le caissier et lui rend la tâche moins difficile lors d'une opération ;

- le caissier : il s'assure des bons comptes du responsable des opérations et remet ou récupère l'argent du client selon sa demande ;

- les Agents commerciaux : ce sont eux qui abattent le plus grand travail pour la survie de la boîte, ils se doivent de collecter l'épargne des clients, de s'assurer que le client se sent à l'aise au sein de la structure et veiller à ce que les clients y mettent toujours quelque chose dans leurs comptes. Ils doivent ramener le maximum possible des adhérents afin d'agrandir la

⁵² D. Lekane ; " Microfinance et développement communautaire au Cameroun : le cas du réseau des mutuelles communautaires de croissance (MC²)", Thèse de doctorat/Ph.D en géographie, Université de Yaoundé I, 2011, pp. 122-123.

maison, proposer de nouveaux produits aux anciens clients et l'éduquer sur la notion du crédit. Ils sont à la charge du responsable commercial c'est vers lui qu'ils se tournent en cas de soucis.

Malgré son statut d'association, coopérative ou de mutuelle parfois, la micro-finance a un fonctionnement bien différent de celui des tontines aussi considérées comme des associations. Les établissements de micro-finances proposent à leur clientèle des microcrédits qui vont leur permettre de pouvoir se situer dans la vie sociale malgré la faible garantie de remboursement. La garantie offerte par la clientèle (en termes de salaires, biens matériels et autres) n'est pas le principal critère d'éligibilité pour entrer en possession d'un crédit ; la viabilité du projet est examinée si c'est pour un quelconque projet et les différentes causeries avec l'emprunteur comptent également⁵³. A cet effet, les établissements de micros finances tissent des liens avec les clients ayant obtenu leur microcrédits pour les accompagner et surtout les aider à réussir leur projets et être sûre que leur prêt pourra être remboursé. Le remboursement dépend de la qualité du client ; il peut le faire de manière hebdomadaire ou mensuelle tout dépend de ses avoirs. Certaines structures offrent également des crédits groupés pour permettre même au plus pauvre de pouvoir se faire une vie⁵⁴.

Le chapitre premier de ce travail comme intitulé plus haut traite des fondements, typologie et mode d'organisation des tontines et micro-finances dans la ville de Nkongsamba. Il a été subdivisé en trois grandes parties. La première a ressorti les fondements historico-juridiques des tontines et des micro-finances dans la ville de Nkongsamba. La deuxième a mis en exergue la typologie des tontines et des micro-finances à Nkongsamba. La troisième et dernière a mis l'accent sur le mode d'organisation des tontines et des micro-finances dans cette même localité. Tout ceci a permis de montrer que le phénomène des tontines dans la localité de Nkongsamba est tributaire à l'installation des populations venues des autres localités du Cameroun. Cette population, afin de conserver des liens et d'acquérir de nouvelles expériences avec les peuples trouvés sur place, va mettre sur pied de petits groupes qui leur permettraient de consolider les liens afin de surmonter les difficultés du quotidien. Aussi, importe-t-il de relever les encouragements des élites et du gouvernement camerounais à l'endroit de pareilles initiatives. La question du développement participatif a également joué un rôle très favorable pour l'éclosion des institutions nommées tontines dans la ville de

⁵³ Mboule Noëlla, 31 ans, *Accounter* MMCCUL, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

⁵⁴ Djameni Franck Erick, 34 ans, agent de crédit MC2-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

Nkongsamba. Faire un examen de la collaboration voire de la synergie entre tontines et micro-finance dans la ville de Nkongsamba, constitue la trame du prochain chapitre.

**CHAPITRE II : SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE DANS LA
LOCALITE DE NKONGSAMBA**

Au début de la décennie 1990, les lois sur les libertés d'associations¹ et sur l'encadrement de l'activité des micro-finances² ont permis l'éclosion des Petites et Moyennes Entreprises Financières et la multiplication des associations sur l'ensemble du territoire camerounais en général et dans le chef-lieu du département du Moungo en particulier. Ces deux organisations qui, malgré leur diversités ont des points communs ; en l'occurrence la gestion et la manipulation de la monnaie et des finances ont établi des formes de collaborations diverses. Dans le souci de sécuriser les ressources de leurs membres, les associations ont manifesté un intérêt pour l'adhésion aux micro-finances de la localité. A l'inverse, les micro-finances, afin de bénéficier et de renforcer leurs capacités d'interventions auprès des usagers, se sont retournées vers cette clientèle de qualité et de quantité donc la présence est significative dans la ville de Nkongsamba. Ceci a permis d'observer au sein de cette localité semi-rurale une interaction entre les micro-finances et tontines malgré quelques désagréments relevés chez les deux parties.

Ce chapitre s'intéresse à la synergie tontine-micro-finances dans la localité de Nkongsamba. Mieux encore, il met en exergue les rapports entre ces deux organismes. Il tente de montrer comment cette relation s'est construite au fil du temps en insistant sur les déterminants socio-économiques de cette collaboration. Il apprécie également les critères de choix et d'adhésion des associations aux institutions financières en relevant les différentes influences qui peuvent justifier la pérennisation d'une telle relation entre ces acteurs du monde financier.

I. DETERMINANTS ECONOMIQUES DE LA SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE

Jusqu'au début de la crise économique de la fin des années 1980, les banques et les associations n'entretenaient pas une collaboration intensive. Mais les événements qui ont suivi la crise à la fois au niveau du système bancaire qu'au système d'organisation des associations ont été déterminants dans la mise en place d'une plateforme de collaboration entre ces deux organisations. La manipulation des ressources dans le cadre informel et les besoins urgents d'avoir accès au financement formel a scellé le destin des micros finances et des associations dans la ville de Nkongsamba. Comme facteurs économiques ayant permis la synergie entre tontines et micro-finances au Cameroun en général et singulièrement à

¹ Loi n°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association au Cameroun.

² Loi n°92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune.

Nkongsamba, figurent les Programme d'Ajustement Structurel avec ses corollaires et la déstructuration du système bancaire classique.

1. Programmes d'Ajustement Structurel et leurs corollaires

Après les plans quinquennaux au lendemain des indépendances, le Cameroun se verra organisé par d'autres plans notamment les Programmes d'Ajustement Structurel. Les plans d'ajustement structurel sont des programmes de réformes économiques mis en place par le Fonds Monétaire International et/ou la Banque Mondiale pour permettre aux pays touchés par les difficultés économiques de sortir de leur crise économique³. En bref, il s'agit des dispositifs qui découlent d'une négociation entre la banque et les pays dans le besoin. Une fois le crédit accordé, il s'obtient par tranches et ceci au fur et à mesure que le programme mis en place évolue. Ces plans reposaient sur un certain nombre d'éléments : la dévaluation de la monnaie nationale, la hausse des prix d'intérêt, la réduction des dépenses publiques, les privatisations massives, la réduction des subventions publiques, la réduction des salaires⁴.

Elaborés dans les années 1980, les PAS ont connu quatre phases chacune ayant un objectif précis allant de 1988 à 1996. Les PAS mis sur pied entre 1988 et 1990 visaient à restaurer les grands équilibres financiers de l'Etat au travers de la reconstitution d'une épargne budgétaire. Parmi les décisions prises on a l'arrêt du haussement de salaires précisément en 1989, l'augmentation de plusieurs taxes⁵ et un ensemble d'entreprises figurent dans la liste de celles en cour de privatisation. Par la suite, les PAS II établies sur un montant de 600 milliard avec pour objectif de rétablir les grands équilibres macro-économiques et l'amélioration de la compétitivité afin de créer les bases d'une croissance saine. Les PAS II furent établis après le processus d'effectif de coordination entre la banque et les institutions de Bretton Woods ; s'en est suivie la négociation du prêt accordé et signé par les deux parties le 13 février 1998. Ce programme avait pour prévision globale avoir un déficit du compte extérieur en dessous de 2,3% du PIB à la période de 1999-2000, ramener le déficit budgétaire à 1,8% du PIB et faire une inflation ramenée de 4,2% à 2% en 1999. Il a pu réaliser respectivement un déficit du compte extérieur de 2,7% en 1999, un déficit budgétaire (base engagement) seulement de 0,2% du PIB en 1999-2000 et le taux d'inflation est ramené de

³ J.P. Berlot, " L'ajustement structurel dans les pays en développement. Une analyse de la faisabilité", *in Revue économique*, n° 49, 1998, p. 1156.

⁴ R.H. Ella-menye, "Pertinence de l'approche projet adoptée par l'initiative PPTTE au Cameroun : cas de la promotion des mutuelles de santé ou micro assurances santé, expert en planification et gestion des projets", IFD-Yaoundé, 2007, consulté sur <https://www.memoironline.com>, le 19 septembre 2021 de 4h à 5h10min.

⁵ Taxes sur les produits pétroliers, taxes sur les boissons, les timbres fiscal et vignette automobile

2,9% en 1998-1999 et à 2% en 1999-2000⁶. Jusqu'ici ces PAS n'ont pas permis au Cameroun de surmonter la pente vu la dévaluation en 1994 du FCFA de 50% qui n'a pas facilité la concrétisation de certains programmes préalablement instaurés car les PAS accordés en cette période furent suspendus ceci suite aux insuffisances tant en matière de finance publique que d'ajustement structurel⁷. Les PAS adoptés le 27 septembre 1995 visaient la poursuite de la réalisation d'une croissance réelle de 5%, un taux d'inflation inférieur à 8% et une réduction du déficit de la balance courante à 2,5% du PIB et également, ce programme consiste à assainir le secteur financier et bancaire tout en poursuivant les privatisations autrefois évoquées ; ces programmes n'ont pas connu une réelle conclusion⁸ ; mais les conséquences qui en découlent ont été à l'origine d'une part de la collaboration existante aujourd'hui entre les tontines et les micro-finances

Ces PAS véhiculent des restructurations des dettes et des emprunts à court terme⁹. L'on constate que ces programmes ont plongé le Cameroun dans un endettement grandissant et ont exposé les populations non seulement à la faim mais aussi dans une extrême pauvreté. Car plus la dette s'accroît plus les conditions de vie des populations se dégradent. Et l'on observe des conséquences qui découlent de ces programmes sur différents aspects de la vie sociale.

Les conséquences sur le plan politique : les Etats qui connaissaient déjà la difficulté économique avant la mise en place des PAS sont mal vu aux yeux de leurs populations. Cette nouvelle difficulté va conduire ces Etats à la perte de leur rôle premier qui est de veiller sur les populations en temps de guerre et de crise. Au Cameroun plus précisément, l'Etat perd son rôle de régulateur, de centralisateur suite à l'acceptation des conditions économiques et structurelles exigés par la BM¹⁰. En effet, les conditions poussent le pays à négliger le social notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation, des transports et même la privatisation des entreprises. Parlant de l'éducation dans le primaire le pourcentage (%) de scolarisation ne traverse pas le seuil de 57 et même ceux-là qui sont scolarisés c'est à peine si un (1) enfant sur trois (3) poursuit ses études jusqu'à la fin ceci de façon normale. L'Etat est affaibli et ne parvient plus à jouer son rôle majeur celui de protéger, garantir, des conditions de vies meilleures des populations et cette position de l'Etat crée dans le cœur des populations

⁶ FAD, Rapport d'achèvement du programme d'ajustement structurel (PAS II), 2001, p. 4.

⁷ *Ibid.*

⁸B. Biao et al, Endettement extérieur et développement humain au Cameroun, service œcuménique pour la paix, collection, économie et conflit, 1999, p. 57.

⁹ *Ibid.*, p. 59.

¹⁰ B. Dujardin et al, " Ajustement structurel, ajustement culturel ?", *dans santé publique*, vol 15, 2003, p. 509.

la rébellion et favorise l'émergence d'un pouvoir fort tout en renforçant le rôle de l'armée.¹¹ Ces conditions qui mettent en avant le secteur privé comme facteur premier pour rehausser l'image et les économies de l'Etat ont plutôt conduit le pays dans une posture d'incapable.

Pour ce qui est des conséquences communautaires : le social a considérablement chuté et la pauvreté augmenté. La suppression des salaires des fonctionnaires (moins de 70%) n'a pas été chose facile pour ces derniers surtout, lorsqu'il faut faire face aux nombreuses difficultés que présente le quotidien ; ce salaire contribuait à l'épanouissement d'au moins 15 personnes dans un ménage¹². Egalement la dévaluation du FCFA de 1994 qui avait pour objectif d'attirer les grands capitaux a plutôt épuisé les devises car il fallait rembourser la dette qui avait déjà augmenté ; cela n'a pas facilité le quotidien des populations en zone urbaine vu la baisse des prix de certains produits de base. Plusieurs maux qui mènent en péril la vie en société sont développés. Ces ajustements structurels ont des conséquences directes et/ou indirectes sur les circuits financiers informels : la limitation des crédits et cette diminution des salaires vont se répercuter sur le fonctionnement des "tontines" qui est le propre de plusieurs pays africains. Au Cameroun particulièrement, les populations vont se rabattre à ce système qui facilite la cohésion communautaire où l'argent utilisé comme dette sera toujours remboursé contrairement aux grandes banques où il peut être détourné.

2. La déstructuration du système bancaire classique

La longue crise économique qui secoua le Cameroun de 1986 à 2000 fait juste ressortir les différentes difficultés par lesquelles l'Etat du Cameroun est passé durant cette période. Vue les relations économiques d'interdépendance qu'entretiennent les pays industriels et les pays en développement, on constata la récession dans les pays développés. Cette dernière va de manière directe impacter sur les pays en développement. En effet, la dépréciation du dollar américain va entraîner des répercussions sur la croissance des pays en voie de développement dans la mesure où la chute de cette monnaie provoqua une perte considérable des recettes d'exportations et de compétitivité de la part des pays exportateurs des matières premières¹³. En plus, cette crise est due aussi à l'effondrement des termes de l'échange car la plupart des économies des pays africains est une résultante des produits de bases réservés à l'exportation. La baisse de l'exportation de ces produits de base a engendré un recul du produit intérieur

¹¹ Dujardin et al, " Ajustement structurel, ajustement...", p. 509

¹² *Ibid.*, p. 510.

¹³ M. J. Abena Etoundi, "La longue crise économique des années 80 : efforts de redressement et répercussions socio-économiques au Cameroun", in *African Journal Of Literature And Humanites*, vol 1, 2020, p. 78.

brut réel et une contraction de l'activité économique. Au Cameroun précisément, cette détérioration des termes de l'échange s'est manifestée par le renchérissement des prix relatifs des importations au pays par rapport aux exportations¹⁴. Ceci dit, les produits qui servaient à accroître l'économie des Etats en développement se verront exporter beaucoup plus moins cher par rapport aux produits que l'on exporte à des prix exorbitants et le coût de vie des populations connaîtra une autre tournure.

De manière interne, les choix économiques sont fait au hasard et ont déjà quelques brindilles de la crise avenir. La mise sur pied des grands projets issus des dettes qui se sont vu être abandonnés pourtant influencés par les banquiers et les grands décideurs nationaux. La mauvaise gestion au sein des caisses de l'Etat, des entreprises publiques et parapubliques qui va affaiblir le système productif et donner naissance aux déséquilibres financiers. Suite à tout cela, le système bancaire va connaître une quasi faillite et l'économie camerounaise sera en situation de sous liquidité.

La crise des années 80 va plonger le secteur bancaire camerounais dans une situation critique. La majeure partie des banques avait un résultat négatif et une situation de fonds propres aussi négative. La faillite des toutes premières banques à savoir la Société camerounaise de banque (SCB) et la *Cameroon Bank Limited (CAMBANK)* en 1988, suivies en 1991 par la Banque Méridien Biao Cameroun (BMBC) puis en 1995 par d'autres structures. La perte pour l'ensemble du secteur s'évaluait à près de 700 millions de FCFA en bilan cumulé¹⁵. En 1990, la perte atteindra un chiffre exponentiel de 52,884 milliards. Ceci traduit l'ampleur du mal que traverse le pays. Durant cette période, le circuit bancaire est grippé, toutes les tentatives pour une quelconque restructuration ne portent pas vraiment des fruits. La régulation bancaire va assainir le secteur. Alors sur les douze banques en activité en 1989, seulement deux banques étaient saines et n'étaient pas en position de recevoir d'aide, quatre ont été restructurées, trois liquidées et trois ont fusionnées. Le tableau ci-après fait ressortir quelques différentes banques qui au cours des années 80 et 90 ont été impactées par la crise économique de cette période.

¹⁴ Abena, "La longue crise...", p. 79.

¹⁵ P. A. Dzou Omgba, "Relation banque-entreprise et croissance économique au Cameroun", Mémoire de Master en Economie et Finance, Université de Yaoundé 2, 2014, p.

Tableau 5 : Situation des banques au cours des années 1980 et 1990

Banques	Situation à la fin des années 1980	Situation dans les années 1990
SCB	En faillite en 1988 et liquidée en 1989	Est devenue la SCB crédit lyonnais
BICIC	En restructuration	Est devenue la BICEC en 1997 avec la banque populaire
SGBC	En restructuration	En restructuration
BIAOC	En faillite et reprise en 1991 et retombe en faillite en 1995	Reprise par la <i>Meridian Bank Cameroon</i> en 1991
<i>CAMEROON BANK</i>	En faillite en 1988 et liquidée	//
BCCC	Fermée en 1991	Reprise par la Standard Chartered Bank en 1991
<i>BANK OF AMERICA</i>	Fermée en 1985	Est devenu l'IBAC avec des intérêts camerounais
BCD	En faillite et liquidée en 1989	//

Source : R. Nana Kuindja, "Règlement prudentielle et performance du système bancaire au Cameroun", Mémoire de DEA, Université de Yaoundé II, 2009.

Le tableau 3 montre à suffisance que la crise des années 1980 a eu un impact négatif sur l'évolution des banques existantes sur le territoire camerounais ceci jusqu'en 1992. Les défaillances issues de la crise rendent les populations craintives à l'idée d'y mettre encore leurs fonds au sein des banques classiques. Cette crise de confiance met en relief le début du retrait progressif de leurs avoirs dans ces organismes. Pour ceux-là qui avaient cette possibilité que ce soit dans les banques solvables ou insolvables, les dépôts ne se font plus et les emprunts deviennent pratiquement impossibles chacun préfère gérer son argent. Car d'une manière inattendue les populations donc la majorité était des fonctionnaires avaient placé en ces banques étatiques la plupart de leurs revenus financiers croyant à une sécurité certaine où la fermeture un de ces jours ne les traversait pas l'esprit encore moins la perte de leur épargne. C'est tout ceci qui favorise le développement de regroupement d'épargne afin de trouver en l'autre un quelconque réconfort. On parvient donc à comprendre ce que c'est que la tontine et pourquoi la tontine comme activité principale du secteur informel face aux défaillances des

banques. Au sein de ces associations, les adhérents fonctionnent de manière bien organisée afin qu'à la fin chacun puisse avoir son dû, les fonds sont versés chez une personne bien définie et la tontine ne sera plus seulement à caractère sociale mais aussi à caractère économique.

En une certaine époque, précisément après la loi de 90 sur la libéralisation des associations, les tontines pour continuer à exister ont dû muter leur statut d'association sociale qui consistait juste à prôner l'entre-aide entre ces différentes personnes inscrites dans l'association en association économique et fixent leur objectif sur l'épargne et aussi l'accès aux crédits. Alors les éléments de la culture locale n'étant pas brandis par les banques classiques seront des points de motivation pour ces tontines autrefois sociales à gérer elles-mêmes leurs finances et toutes autres activités économiques. On pourra observer différents types de tontines à caractère économique selon Bruno Bekolo Ebe¹⁶ à savoir les tontines simples qui se traduisent par le fait que les participants dont les préoccupations sont d'abord sociales versent à chaque séance une somme définie au préalable par l'association. Les tontines simples avec les caisses de prêt (ici en plus de ce qui est énuméré dans la tontine simple), on observe la présence de la caisse dite "secours" qui facilite davantage certains mouvements au sein de l'association. C'est dans cette caisse que l'on prélève les fonds pour effectuer les œuvres autrefois sociales à savoir l'assistance lors de la maladie d'un membre du groupe ou d'un de ses proches, le décès du conjoint ou de la conjointe d'un membre du groupe. Cette caisse n'aide que les personnes en règles selon la norme établie par l'association et qui verse régulièrement ses frais de la tontine simple. Les tontines aux enchères non capitalisées dans ce type après avoir collecté les fonds ceux-ci sont mis aux enchères de manière rotative jusqu'à l'obtention du plus gros lot par chacun des membres et enfin les tontines aux enchères non capitalisées. Les tontines ont totalement muté en associations capitalistes.

Ainsi, avec la loi de 92 qui permet aux activités bancaires d'être libéralisées, qui permet aux coopératives et établissements de micros finances de se former. La ville de Nkongsamba ne sera pas en reste elle va accueillir sur ses terres différentes institutions financières qui viendront d'une part remplacer les banques classiques autrefois installées et d'autre part montrer aux populations une autre forme d'organismes financiers¹⁷. Ces

¹⁶ B. Bekolo Ebe "Le système des tontines : liquidité, intermédiation, comportement d'épargne", revue *d'économie politique*, N°4, 1989, p. 620.

¹⁷ Ntye'e Ze Steve Patrick, 35 ans, 3^{ème} Adjoint préfectoral, Nkongsamba, 6 novembre 2020.

organismes vont mettre sur pied différentes stratégies afin d'attirer vers eux les populations craintives. L'environnement étant favorable car l'on se trouve dans un milieu où les activités agro-pastorales sont les principales, la subvention de ces activités va ouvrir la conversation entre les populations et ces organismes. Les tontines quant à elles, grandes manipulatrices des ressources financières se verront courtisées par ces organismes juridiques d'encadrement de fonds. Le besoin se faisant ressentir dans les deux camps, la complémentarité étant au rendez-vous on assiste aussitôt à une très grande collaboration entre ces deux institutions qui a pour principal élément la monnaie.

Toutefois, les associations dans le souci de mettre en garde ou mieux de sécuriser leurs fonds n'ayant plus confiance aux banques renommées et pour une meilleure collaboration, vont s'attarder sur des critères que seules elles en fonction de leur intérêt seront en mesure de les définir ce qui va favoriser le choix d'une micro-finance parmi tant d'autres au sein de la localité de Nkongsamba.

II. RAISONS DE CHOIX ET CONDITIONS D'ADHESION DES TONTINES DANS LES MICRO-FINANCES

Les associations n'adhèrent pas aux micro-finances de manière hasardeuse, les raisons qui les conduisent vers celles-ci sont nombreuses notamment l'ancienneté et la crédibilité d'un établissement, les opportunités qui leur sont offertes et la détermination que mettent ces institutions pour se faire connaître est un facteur positif dans le choix des établissements. De même, les associations ayant des leaders, des personnes connaissant ce que c'est que la micro-finance influencent d'une manière quelconque les choix de ces associations sur l'établissement financier avec qui elles comptent cheminer. Cependant ces institutions financières mettent des barrières au travers des conditions requises qui donnent la possibilité aux usagers parmi lesquels les groupes associatifs de pouvoir se distinguer de ces groupes à caractère douteux.

1. Critères de choix d'une micro-finance par les tontines

Nombreux sont les éléments qu'observent les groupes associatifs sur une micro-finance avant de lui confier ses fonds et faire d'elle un partenaire idéal. Les associations sollicitant une souscription au sein d'un établissement de micro-finance remplissent un certain nombre de conditions. En effet, chaque groupe associatif opère le choix en fonction de ses aspirations c'est-à-dire selon les aspirations de son groupe. Les raisons recueillies auprès de ces associations sont diverses :

La présence permanente encore appelée l'ancienneté fait partie des raisons premières qui poussent une association à choisir l'institution financière avec qui cheminer. En effet, les associations en général, leurs membres singulièrement s'appuient sur ce critère pour solliciter une micro-finance. Ayant pris l'habitude et sachant que telle ou telle autre structure financière est là et disponible à tout moment, on voit naître une certaine assurance. Ceci élève le taux de crédibilité de l'établissement auprès des populations en général et des membres des associations en particulier. Cela se justifie par le nombre de clients que ce soit des clients-groupes ou des clients-individuels que comptent les différentes micro-finances. Les témoignages recueillis auprès des adhérents de ces différentes structures montrent à suffisance cet état de choses. C'est le cas de la MUFID (l'ex MC²) qui enregistre en son sein à la date du 31 décembre 2019, 560 groupes clients¹⁸. Cette marque de confiance voire d'adhésion quasi-massive à cette micro-finance se justifie d'une part au travers de la confiance que leur a accordé la clientèle et d'autre part par le fait que les associations soient séduites par un certain nombre de choses notamment la disponibilité et la rapidité du traitement des dossiers. Selon les cadres et certains clients membres de la MC²-MUFID, il s'agit d'une structure communautaire c'est-à-dire les clients font partis ou mieux sont même des actionnaires de cet établissement financier ; ils possèdent leur part d'action¹⁹. Cette méthode a l'air de bien fonctionner étant donné que c'est la première information que l'on reçoit chez un adhérent (qu'il s'agisse d'un membre simple ou des groupes associatifs) de la MC², chacun se sent impliqué et même si cela n'est qu'illusoire pour certains²⁰, il n'empêche pas la crédibilité qui est déjà accordée.

Au travers de la disponibilité et de la liquidité des fonds chaque fois que besoin s'est fait ressentir, aussi de l'implémentation au niveau national, ces établissements mettent en confiance les populations et leur donnent la possibilité de percevoir leur argent dans différents coins du territoire. Les cas de la MC²-MUFID, la Regionale, la Société Financière Africaine et la plupart de ces structures financières identifiées sur les terres de Nkongsamba démontrent à suffisance cet état de chose. On remarque alors qu'une structure comme ACEP Cameroun est disponible non seulement sur sept (07) régions dans le territoire camerounais avec près de 25 (vingt-cinq) agences mais aussi dans cinq (05) autres pays internationaux²¹. La MC² quant à elle, compte environ à la date de 2018 123 (cent vingt-trois) unités fonctionnelles sur

¹⁸ Toukem Merlin, 34 ans, Directeur adjoint MC²-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

¹⁹ Njomba François, 52 ans, Trésorier Elites Baneka, Nkongsamba, 4 septembre 2021.

²⁰ Nzung Lydie, 47 ans, client membre de la mc²-mufid, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

²¹ Confère fiche présentant les conditions d'accès au crédit des associations au sein de acep Cameroun 2020, annexe 12.

l'étendue du territoire camerounais avec 62 (soixante-deux) unités fonctionnelles dans d'autres pays africains²². Ces établissements financiers disposent d'au moins une agence dans la ville de Nkongsamba.

D'un autre point de vue, la crédibilité peut être appuyée par la publicité. Cette dernière constitue un facteur important pour influencer le choix de l'institution financière avec laquelle l'association décide de s'allier et de fonctionner. Cette publicité peut se faire de plusieurs manières : d'un côté à travers les médias comme l'ont longtemps fait la CCA et la REGIONALE. On pouvait avoir des informations concernant ces structures par le biais d'une simple radio, d'une télévision, des affiches publicitaires pas besoin de se rendre sur un lieu précis. Bon nombre de ces structures ont signé des accords avec les chaînes de télévision nationale ; notamment la CRTV, Canal 2 International, Equinoxe etc. On pouvait ainsi suivre à longueur des journées des tranches publicitaires. Aussi, pouvons-nous évoquer le fait que certains responsables desdits établissements financiers étaient invités dans les émissions matinales des chaînes de télévision suscitées.

Dans le même sillage, ces structures utilisent des personnes qui ont de la renommée et qui d'une manière quelconque captent l'attention des populations pour en faire des "*Brand Ambassador*"²³. Ce fut par exemple, le cas de l'artiste musicienne camerounaise Charlotte Dipanda²⁴ avec la CCA. Ceci montre en quelque sorte le sérieux de ladite institution, ça met en confiance les populations désireuses sur la loyauté et la fiabilité de l'établissement. Nkongsamba F.M, véritable média radiophonique de la localité, diffuse à longueur de journée, des spots publicitaires sur les micro-finances telles que la MUFID, FIGEC, CAMED etc. Avec le développement des réseaux sociaux, bon nombre d'établissements financiers détiennent des pages web au sein desquelles, ils véhiculent leurs services²⁵.

D'un autre côté, on a les descentes sur le terrain encore appelées prospection. En effet, l'établissement financier en question constitue des petits groupes au sein de ses locaux qui ensuite, iront vers les populations que ce soit dans les marchés ou les quartiers pour vendre leurs différents produits tout en donnant la nécessité et en apportant des éclaircis sur

²² <https://www.adaf-amc2.com.Réseau-des-mc2-cameroun.html>, consulté le 25 septembre 2021.

²³ Une personne généralement une célébrité qui représente l'image publique d'une entreprise ou d'une marque avec pour objectif de promouvoir ses services et produits afin d'améliorer la notoriété de générer de nouvelles ouvertures tout en fidélisant les clients.

²⁴ Artiste musicienne née le 18 juillet 1985 à Yaoundé de renommée internationale, est une star aimée par une bonne partie des populations locales et même internationales, signe un contrat avec la CCA Bank où elle a pour but premier de vanter l'image de cette structure

²⁵ Yamendji Robert, 52 ans, Chef d'agent CAMED, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

l'importance de faire partie de leur structure. Ceci se fait à l'aide des prospectus, des affiches publicitaires de petites tailles pour certains sans toutefois oublier de présenter les différentes opportunités ou offres auxquelles elles ont accès. La capacité à pouvoir convaincre son interlocuteur est la meilleure stratégie utilisée par ces commerciaux pour augmenter le taux de la clientèle au sein de la structure²⁶. Une fois la clientèle ou le client conquis, l'on se doit de mettre en place des dispositions qui lui permettront de jouer le rôle de publicité auprès des autres d'où la nécessité d'être bien vue et de bien traiter la clientèle.

Au vu de la concurrence qu'il y a sur le terrain, il serait impérieux pour chaque structure de se faire démarquer par le biais de certaines stratégies. Utiliser des méthodes encore plus fiables qui vont pousser les clients davantage à s'intéresser et en même temps de rester fidèles. Certaines structures à l'instar de la CEC-Cameroun mettent en place des moyens qui leur permettent de stabiliser la clientèle et même de l'accroître. Premièrement elle offre à ses clients-groupes, la possibilité d'obtenir des crédits sous toutes ses formes mais met un accent sur le crédit de groupe. Ce moyen permet aux membres de ladite association d'obtenir un financement de manière globale et de l'utiliser de façon individuelle chacun selon son besoin. Au sein de cette structure également, les clients-groupes ont la possibilité d'être notifié gratuitement pour ce service qui n'est pas un cadeau offert et participe à la trésorerie des autres établissements financiers²⁷.

La MC²-MUFID a également opté pour les crédits de groupe car selon cette structure, cette méthode permet même au plus démuné de s'arrimer à la "modernité" et de trouver satisfaction. Avec le crédit-groupe, la structure qui fait le prêt ne veut pas savoir qui a remboursé ou pas ce qui l'importe c'est la totalité de son argent au moment arrêté à la base et c'est cette technique-là qui attire même ces adhérents car les demandes ne sont pas toujours équitables et se mettre ensemble facilite l'obtention dudit prêt. Cette politique est appliquée par d'autres micro-finances telles que la FIGEC, la CEC-Cameroun.

En plus de cela, des structures comme la MMCCUL-LTD optent pour le financement à travers les crédits scolaires les dons de valeurs auprès des GIC et coopérative qui ont pour objectif de mettre sur pied des projets rentables avec des moyens limités. La Financière Générale d'Epargne et de Crédit de même que la Caisse d'Epargne et Crédit du Cameroun ont opté pour une stratégie propre aux banques classiques, aux banques de références à travers la

²⁶ Ndema Elise, 20 ans, agent commercial société financière africaine, Nkongsamba, 03 septembre 2021.

²⁷ Yomang Boumsong Roger Massoda, 32 ans, *Branch manager* CEC Cameroun, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

mise en disponibilité et l'usage d'une carte visa et ou un chéquier. Avec ces deux gadgets, le client se sent non seulement en sécurité mais peut également effectuer ses retraits en toute aisance. Le bénéficiaire du jour de réunion n'a pas besoin de transporter de l'argent il est viré à l'avance et même le jour dit, puis, il est libre de le retirer à son moment idéal à l'aide du chèque qui lui sera remis²⁸.

Les taux d'intérêts par exemple constituent l'offre la plus intéressante aux yeux du client. En effet, ce dernier voit son argent se fructifier sans effort. Cependant, cela varie en fonction de la demande du client dans certaines micro-finances. Le taux d'intérêt qu'offre un compte bloqué n'est pas le même qu'offre un compte d'épargne même si ces deux produits sont vendus par la même agence. L'exemple de la Caisse Mutuelle Evangélique pour le Développement qui a un taux d'intérêt considérable ainsi que la Financière Générale d'Epargne et de Crédit donc les taux varient entre 4 et 5% justifient à suffisance cette situation. Ces pourcentages bien que minimes aux yeux de ses clients membres, ne sont pas toutefois à négliger puisqu'en fin d'année, même si l'ajout est de "dix mille seulement c'est déjà quelque chose contrairement à celui qui n'a rien"²⁹.

La rapidité lors des opérations et de la facilité à effectuer une transaction est aussi un moyen qui pousse la clientèle à solliciter et à rester fidèle à un établissement de micro-finance. En fait, étant donné que l'établissement est ouvert tous les jours, il n'y a pas de l'affluence ; du coup les opérations se font dans toute la tranquillité possible et ne rencontrent aucune lenteur dans leur exécution alors le temps mis est négligeable pour celui-là qui est chargé d'effectuer cette tâche et n'hésitera pas à aller une prochaine fois. Toutefois, de même que les tontines prennent du temps pour observer les établissements de micro-finances avec lesquelles elles comptent faire un partenariat, ces micro-finances mettent également sur pied des méthodes qui vont leur être utile à faire le tri de sa clientèle.

2. Conditions d'adhésion des tontines au sein des micro-finances

Dans la mesure où chaque citoyen ou tout groupe définit les critères pour adhérer au sein d'une micro-finance, chaque établissement financier, met sur pied des conditions d'adhésion. Si l'on veut parvenir jusqu'au bout de nos objectifs, l'on se doit de mettre sur pied des stratégies qui vont favoriser ce pourquoi l'on se bat. Les micro-finances dans leur but de venir en aide aux populations défavorables doivent malgré tout tirer leur profit pour leur

²⁸ Yonkeu Eveline, 36ans, Responsable du crédit à FIGEC, Nkongsamba, 4 septembre 2021.

²⁹ Yamendji Robert, 52 ans, chef d'agence CAMED, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

bonne marche. Pour ce faire, il est impérieux de savoir avec qui l'on veut véritablement évoluer et être sélectif sur le choix des personnes. Chaque structure établit ses conditions en fonction du genre de personne qu'elle veut accueillir en son sein bien qu'elles ont des points de ressemblance des fois³⁰. Les conditions d'adhésion de quelques micro-finances présentes dans le chef-lieu du Moungo :

- CEC Cameroun : au sein de cette structure, le président reste l'organe à saisir en cas de problème. Ainsi, il est de son devoir de veiller à ce que les clauses établies entre la micro-finance et la tontine soient respectées. Les pièces à fournir pour être client-groupe sont les suivantes : une photo 4*4 de chaque signataire (trois ou quatre membres), une photocopie de Carte Nationale d'Identité (CNI) valide de chaque signataire, le plan de localisation du domicile ou du siège de l'association en cas d'existence, le règlement intérieur et statuts légalisés de ladite association, un procès-verbal désignant les signataires, le plan de localisation du domicile du président et une somme de dix mille (10.000) francs CFA³¹.
- CAMED : le compte d'épargne association (CEA) est un compte destiné à de petits groupes et permet la sécurisation et l'épargne des fonds. Ce compte est disponible et libre à tout moment. Pour ce faire, il faut : une copie de l'autorisation ou le récépissé de déclaration de l'association, suit une copie des statuts et règlement intérieur, puis une photocopie de la Carte Nationale d'Identité ou passeport en cours de validité de chaque signataire (3 ou 4 membres) et responsables du bureau de l'association, ensuite deux (02) photos 4*4 de chaque signataire et enfin un versement minimum de vingt-trois (23.000) milles francs CFA³².
- MC2-MUFID : le groupe associatif au sein de la MC² est considéré en tant que personne morale pour être compté parmi ses clients-groupes. Comme pièces à fournir les différents membres doivent présenter : le procès-verbal de l'Assemblée Générale qui désigne les signataires dans le compte, le plan de localisation du siège, trois (03) photos 4*4 par membre signataire (3 ou 4), la photocopie de la Carte Nationale d'Identité de chaque membre signataire, un plan de localisation du domicile de chaque signataire, un récépissé de déclaration ou registre de commerce, une photocopie des statuts et du règlement intérieur de l'association, une photocopie de la carte du

³⁰ Songmene Marius, 40 ans, contrôleur interne ACEP Cameroun, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

³¹ Confère fiche présentant les conditions d'ouverture des comptes d'associations à la CEC Cameroun en 2020, annexe 13, p.

³² Confère fiche présentant les conditions d'ouverture de comptes associatifs à la CAMED 2020, annexe 10, p.

contribuable, la liste de tous les membres et un versement d'une somme variant entre 10.000 (dix) et 15.000 (quinze) milles francs CFA³³.

- FIGEC : il est nécessaire de préciser que la plupart de leurs clients (y compris les clients-groupes) sont des personnes qui vivent en proximité de cette micro-finance. Au sein de cet établissement, est considérée comme client-groupe tous ces petits groupes qui remplissent les conditions ci-après : prévoir minimum cinquante mille (50.000) francs CFA comme frais d'ouverture de compte, fournir le statut de l'association, le procès-verbal désignant les deux (02) signataires, 2 demies cartes photos et une Carte Nationale d'Identité des signataires, plus les frais RIB qui s'élèvent à cinq cent (500) francs et par-dessus tout être une association légalisée³⁴.
- Pour être client groupe à la Régionale, il faudrait tout d'abord être une association légalisée et évolue en fonction des statuts des dites associations, prévoir minimum trente mille (30.000) francs pour l'ouverture du compte d'épargne association³⁵. Cette micro-finance utilise les formulaires similaires à ceux énumérés plus haut.

Tout compte fait, l'on se rend compte que pour accéder à une ou plusieurs micro-finances dans la localité de Nkongsamba, il faudrait que l'association en question soit légalisée ou mieux reconnue par l'Etat même si d'autres structures n'ont pas fait mention de cela. Comme dit plus haut, les conditions varient en fonction de l'institution financière au niveau des signataires. D'autres ont opté pour trois (03) personnes et d'autres pour deux (02) personnes reconnues en tant que signataires. Notons qu'une fois les conditions d'adhésion remplies, les différentes structures délivrent un carnet et/ou un chéquier (si la micro-finance en question possède cela et si vous avez opté pour ce choix) qui servira d'intermédiaire entre l'établissement financier et les autres membres de l'association. Ce document sert de preuve pour être rassuré que les transactions s'effectuent de manière régulière. Sur ces carnets sont inscrites les différentes photos 4*4 des signataires recommandés plus haut. Les photos ci-dessous sont un exemple des carnets que possèdent ces associations après leur adhésion à la micro-finance de leur choix.

³³ Djameni Franck Cédric, 31 ans, Agent de crédit MC2-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

³⁴ Yonkeu Eveline, 36ans, Responsable du crédit à FIGEC, Nkongsamba, 4 septembre 2021.

³⁵ Tebu Taka Roméo, 39 ans, Chef d'agence la Regionale, Nkongsamba, 03 septembre 2021.

Photo N° 3 : Livret d'épargne MC²

Source : photo Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, Nkongsamba 07 novembre 2020.

La lecture de cette photo permet de saisir le mode de fonctionnement et la nature des relations qui existent entre les micro-finances et les établissements financiers au Cameroun en général et dans la localité de Nkongsamba en particulier. Ce livret d'Épargne est remis au responsables et signataires. Les responsables de la micro-finance ; notamment de la MUFID, y portent les sommes déposées quotidiennement, hebdomadairement ou mensuellement. Tout ceci est assorti d'un suivi de transactions. La photo ci-dessous ressort le suivi des transactions d'une tontine au sein d'une micro-finance à Nkongsamba.

Photo N° 4 : Suivi des transactions entre la tontine et la micro-finance

DATE Date	RETRAIT Withdrawal	VERSEMENT Deposit	SOLDE Balance	SOLDE EN LETTRES Balance in letters	SIGNATURE Visa
	50 000				
07/08/18		28 000	89 325	quatre vingt huit mille	
01/10/18		180 000	269 325	deux cent quatre vingt dix mille	
15/10/18	Tot 5000	646	269 941	Deux cent soixante et quatre mille	
	1000	1000	268 941	deux cent soixante huit mille	
15/10/18	78 000		190 941	cent quatre vingt mille	
15/10/18	160 000		30 941	trois mille	
15/10/19		43 500	74 441	soixante quatre mille quatre cents	
21/01/19		24 000	98 441	quatre vingt huit mille quatre cents	
20/01/19		25 500	123 941	cent vingt trois mille neuf cents	
25/02/19		35 000	158 941	cent cinquante huit mille neuf cents	
08/03/19		75 000	93 941	deux cent trente trois mille	

Source : Photo Essèbè Ngoudé Emilie Dorette, Nkongsamba 07 novembre 2020.

Sur cette image, l'on peut apercevoir les différentes transactions effectuées par l'Association de l'Equipe du Dimanche. On peut par exemple lire qu'à la date du 1^{er} octobre 2018, cette association a effectué un versement de cent quatre-vingt mille (180 000) francs CFA. Avant de retirer son argent à la fin du mois ou en fin d'année, le membre ou les signataires doivent amener leurs cartes chez le superviseur. Ce dernier reçoit du promoteur de la micro-finance la liste des membres de l'épargne tontine. Il contrôle les mises de la carte par rapport au montant qui se trouve dans le bordereau de versement. Il regarde la carte, si le promoteur ou la promotrice l'a validée par une mention, endossé et signé la dernière case de la carte présentée. Il fait la comparaison entre les totaux des bordereaux de versement à la caisse et la liste de chaque fin du mois pour tirer la différence s'il y en a et harmoniser avec le promoteur la liste par rapport aux bordereaux. C'est après toutes ces vérifications que le superviseur acquitte et remet la carte au caissier(ère). La caisse paye le montant à l'épargnant

et une mise journalière est retenue par la caisse. La carte payée est gardée aux archives de la caisse³⁶. Au même moment que les différentes associations effectuent leur versement, il se dégage tout un ensemble de déterminants sociaux dans les relations entre les tontines et les micro-finances dans la ville de Nkongsamba.

III. DETERMINANTS SOCIAUX DE LA SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE

La relation entre les établissements de micros finances et les tontines s'est bâtit dans la ville de Nkongsamba autour d'un ensemble d'éléments sociaux, ceux-ci vont des difficultés qu'avaient les tontines à sécuriser leurs fonds en passant par la modestie de leurs moyens. Ces raisons permettent de comprendre l'état d'esprit dans lequel s'est ficelé la relation entre les établissements de micros finances et les tontines.

1. La sécurisation des fonds

Les séances de réunions sont le plus souvent hebdomadaires ou mensuelles c'est-à-dire, qui se tient chaque semaine ou une fois le mois. Ceci donne une idée aux personnes externes à l'association de savoir quand est-ce que ladite rencontre siège pire encore si cela se fait uniquement chez un membre bien précis ou bien si l'association a un siège. Le plus souvent, "notre réunion siège uniquement chez le fondateur et ceci, tous les deuxièmes dimanche du mois à partir de 15h voire 15h30"³⁷. L'argent dans nos sociétés crée le plus souvent des éclats de voix c'est chacun qui veut se faire entendre ou qui veut dire quelque chose par apport à la situation présente et attire l'attention des personnes résidentes autour de la concession. Seulement, certaines résidences de la localité de Nkongsamba sont habitées des "malfrats". Du coup, certaines associations ont souvent été victimes de vols et ou d'agression en pleine réunion d'une part et d'autre part, c'est le détenteur des fonds qui est victime d'agression, de même que le bénéficiaire du jour³⁸.

Les agressions observées selon chaque situation susmentionnée peuvent être des coups montés, dû à la dangerosité du milieu, bref, plusieurs hypothèses sont très souvent énumérées. En effet, une fois qu'un membre épargne son argent, c'est dans l'optique de mettre sur pied un projet et avoir la possibilité grâce à son épargne annuelle de le financer sans avoir besoin de faire recours à un prêt ou crédit quelconque. On se rend donc compte que

³⁶ Kameni Yvan, 35 ans, Responsable commercial de recouvrement, Nkongsamba, le 03 septembre 2021.

³⁷ Nzung Lydie, 47 ans, Secrétaire générale de l'association Kodi Barre Bakem, 06 novembre 2020.

³⁸ *Idem*

ces maux sont des freins pour l'épanouissement du membre et du groupe en même temps. Tout compte fait, une meilleure sécurisation s'impose pour permettre à chaque membre de jouir de son épargne en toute quiétude.

En plus des différents cas d'agressions, on peut également parler des détournements de fonds par les membres des associations³⁹ beaucoup plus les membres du bureau car ce sont eux qui ont une facilité d'accès aux revenus. Très souvent, l'on assiste à la manipulation des fonds par une minorité de personnes pour des profits purement personnels. On parle ici des placements d'argent comme l'usure⁴⁰, des prêts exagérés auprès des personnes proches et amis de l'association qui, généralement, se font à l'insu des autres membres du groupe. En effet, le fait d'aller rencontrer le président du groupe par derrière et que ce dernier signe un bond et vous recommande au trésorier qui a pour mission de décaisser l'argent constitue une illustration de cette pratique. Seulement, il arrive que ces créanciers ne respectent pas les délais fixés et ceci expose non seulement le président et son trésorier mais aussi les membres de l'association ou de la communauté. Le plus souvent, c'est au moment de faire une sortie d'argent (cas d'une maladie ou décès lorsque la réunion doit venir en aide à la personne qui est dans le besoin) que l'on se rend compte que les caisses sont vides, l'argent a été mal géré, et les fonds épuisés⁴¹. Ici, soit les responsables en question demandent un moratoire⁴² s'ils ne possèdent les finances en question comme c'est généralement le cas, soit on leur donne une date à laquelle ils sont censés rapporter les fonds.

Très souvent, on assiste au décès du garant des fonds communément appelé trésorier⁴³. Dans ce genre de cas, les fonds vont "en fumés" et les membres sont obligés d'encaisser le coût, pire encore, si ce membre n'était pas à jour de ses cotisations il n'y aura pas moyens de prélever pour combler quoi que ce soit. La perte est grave et les projets de certains sont réduits à zéro et rares sont les familles du défunt qui acceptent ou qui peuvent remettre l'argent trouvé au sein du domicile du disparu⁴⁴.

C'est suite à toutes ces difficultés auxquelles ont fait ou continue de faire face les tontines à une période bien déterminée que, le besoin de se tourner vers des établissements

³⁹ Djoukou Marie, 50 ans, trésorière des Femmes Dynamique, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁴⁰ Taux d'intérêt abusif, obtenu d'un capital prêté ou d'une marchandise vendue à crédit au-dessus du taux d'intérêt fixé par la loi ou la coutume. Il s'agit là d'un délit passible d'amende et au cas de récidive, d'emprisonnement.

⁴¹ Assungbang Claire, 40 ans, membre simple association femmes moech à Poola, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

⁴² Suspension momentanée des paiements autorisée par un décret ou une loi dans des circonstances bien précises.

⁴³ Mbella Eithel, 44 ans, Ex-Président Cuvée Pastorale, Nkongsamba, novembre 2020

⁴⁴ *Idem*

spécialisés dans la gestion des fonds c'est fait ressentir. Une lecture faite de notre démarche sur le terrain révèle un fait : presque toutes les tontines reconnues ou légalisées, tiennent des comptes bancaires ou d'épargne dans un établissement financier. C'est une manière d'éviter toute confusion, de garantir la transparence des opérations et la précision des transactions par la commission mise en place pour la sécurisation des fonds⁴⁵. Aussi, cette démarche constitue une autre façon d'éviter les conflits internes qui tendent souvent à diviser les membres et à créer la dissolution du groupe. C'est également une façon de mettre en confiance les nouveaux adhérents sur la sécurisation de leur argent. Cependant, certaines associations sont souvent butées par les coûts élevés au sein des banques classiques d'où leur recours aux établissements de micros finances. Les enquêtes menées dans la ville de Nkongsamba dans le cadre de la réalisation de ce travail révèlent que plus de 85% des tontines exerçant dans cette localité, sont membre d'une micro-finance. Pour bon nombre de leaders associatifs rencontré, cette façon de faire, participe à l'arrimage de leur association à la nouvelle donne. Ceci montre, le caractère "moderne" de leur mode de gestion et de fonctionnement. D'autre part, l'ouverture des comptes associatifs est également motivée par les crédits que ces établissements financiers mettent à la disposition de ceux qui souscrivent.

2. Une ouverture de compte abordable et l'octroi des crédits

La micro-finance demeure une institution mise en place donc le but principal est de ramener tous ceux-là qui n'ont pas la possibilité de s'affilier aux établissements bancaires classiques au sein du système financier⁴⁶. Elle donne la possibilité également aux populations de bénéficier des services et de l'assistance qu'elles espéraient au sein des banques classiques. Certes les tontines manipulent en leur sein des sommes d'argent considérables qui sont des économies de leurs membres, mais les charges liées à l'adhésion des banques classiques sont extrêmement lourdes⁴⁷.

Le protocole bancaire, les différentes procédures à suivre qui ne sont pas très souvent abordables, l'ouverture d'un compte d'association au sein d'une banque classique n'est pas la porte d'à côté. Par exemple à la CCA (Crédit Communautaire d'Afrique), l'ouverture d'un compte d'association nécessite un minimum de 300.000FCFA⁴⁸ ce qui n'est pas évident pour les tontines à cause de soit leur statut embryonnaire soit le coût très élevé du service proposé.

⁴⁵ Djilo Madeleine, 52 ans, présidente des femmes dynamique d'Ekangté, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

⁴⁶ Kadandji et Nga Owona, " Les déterminants de...", p. 5.

⁴⁷ Ekole Sévérin, 48 ans, membre fondateur Equipe du dimanche, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

⁴⁸ Fokou Vanel, 28 ans, Mainteneur à la CCA, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

De même, les frais de transactions sont très coûteux et les banques classiques sont réservées aux personnes qui ont les gros moyens, et non pour les petits commerçants⁴⁹. Certaines associations se sont retrouvées en train de transiter d'une banque classique pour une micro-finance. C'est par exemple le cas de l'Association des Femmes Dynamique qui, autrefois, précisément en 2001 était groupe-client à la CCA lorsqu'elle était encore une micro-finance. Mais, vu sa mutation de statut en banque classique et au regard de toutes les contraintes bancaires et des procédures qui devenaient de plus en plus lourdes, l'association a opté pour un retour auprès d'un établissement de micro-finance⁵⁰.

Par contre, les offres des établissements de micro-finances sont très avantageuses non seulement les associations se sentent proches de ces institutions mais aussi les produits proposés sont à des prix abordables. Si l'on prend par exemple le cas des coûts pour l'ouverture d'un compte associatif au sein de ces divers établissements, après enquête sur le terrain le maximum s'élève à 50.000 Francs CFA. Les taux d'intérêts bien que cela soient négligeables voir insignifiants, les tontines ont quelques part de la valeur mieux qu'au sein de certaines banques. La procédure même de retraits, de dépôts des fonds ne demande pas trop de tracasseries et les frais ne sont pas très élevés maximum 1000 Francs CFA pour les transactions de moins de 10.000FCFA⁵¹. Toutefois, tous ces éléments ci-dessus énumérés facilitent une forte collaboration entre les tontines et les établissements financiers au sein de la localité de Nkongsamba.

L'ensemble des règles, des lois, des prescriptions et mêmes des indications mises sur pied par les institutions financières est très favorable aux tontines. En termes de collecte, ce sont les agents des établissements financiers qui vont vers les tontines pour collecter les fonds surtout lorsqu'il s'agit d'un prêt. De même, d'autres associations ont la possibilité d'aller tout simplement déposer ces fonds au sein de l'institution financière proprement dite. Ceci crée un cadre convivial et une grande confiance entre ces deux organismes. Les stratégies sont développées au quotidien par les micro-finances pour renouveler la confiance de la clientèle et garantir une stabilité. A la CAMED par exemple, la communication est primordiale et les taux d'intérêts favorables sont meilleurs que dans les autres institutions bancaires classiques⁵². De

⁴⁹ Djilo Madeleine, 52 ans, présidente des femmes dynamiques d'Ekangté, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

⁵⁰ Djoukouo Marie, 50 ans, trésorière des femmes dynamiques, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁵¹ Nzeng Lydie, 47 ans, commerçante affiliée à la MMCCUL, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁵² Nkouabon Rhodésie, 51 ans, Présidente de l'Amicale des enseignants de la région scolaire de Moungo nord, 04 septembre 2021.

même, à la FIGEC, le taux d'intérêt offert à la clientèle particulièrement aux groupes associatifs est une politique pour davantage attirer la clientèle vers eux.

La MMCCUL quant à elle adopte le *membership-relationship* c'est à dire qu'elle fait de leurs clients des membres impliqués dans tout le processus de gestion et de contrôle de la micro-finance. En effet, les clients ont la possibilité et le libre choix de s'exprimer lorsqu'ils sont tracassés. A la CEC-Cameroun, les notifications bancaires sont gratuites. Il s'agit d'une opération qui permet aux clients de recevoir une alerte de son établissement financier lorsque le solde passe à un montant proscrit, recevoir un message lors de l'envoi ou de la réception d'un virement ou prélèvement, bref il permet d'informer les clients-groupes au moindre geste effectué au sein du compte⁵³. Cette opération est pourtant très coûteuse dans les banques classiques. A la MUFID, ils font de leurs clients des actionnaires, des priorités. Ici, les clients-groupes sont privilégiés au détriment des clients individuels car, c'est grâce à eux que l'entreprise évolue favorablement et rapidement⁵⁴. Avec ces diverses méthodes les clients-groupes ne peuvent qu'être en parfaite tranquillité. D'autres structures financières vont jusqu'à ouvrir leurs établissements en fonction des jours de rassemblement des tontines, afin de faciliter les dépôts et les retraits d'argent par ces associations : c'est le cas de la MUFID afin de mettre en confiance ses clients qui n'hésiteront pas à y domicilier leur fonds.

L'expérience de la perte des fonds, la quête de la stabilité sociale des associations et de leurs membres ainsi que la modestie des moyens de ces associations ont largement influencé leurs désirs d'adhérer aux établissements de micro-finances d'où la relation et synergie entre micro-finances et tontines dans la ville de Nkongsamba.

Le deuxième chapitre de ce travail a traité de la synergie Tontines-Micro-finance dans la localité de Nkongsamba. Il a été divisé en trois grands axes. Le premier axe a présenté les déterminants économiques de ladite synergie ; le deuxième a mis en exergue les critères de choix et les conditions d'adhésion des tontines au sein des micro-finances et le troisième a fait ressortir les fondements sociaux de la synergie Tontines-Micro-finances dans la localité de Nkongsamba. Au début de ce chapitre, on a vu qu'il existe plusieurs facteurs qui ont favorisé la synergie entre les tontines et les micro-finances à savoir les programmes d'ajustement structurels et la déstructuration du système bancaire classique qui s'est matérialisé par la faillite des banques due à la chute du prix de café, puis, on observe que ces institutions

⁵³ [https:// www.boursedescredits.com.notifications-definition-lexique-crédit-mobilier.html](https://www.boursedescredits.com.notifications-definition-lexique-crédit-mobilier.html), consulté le 23 août 2021.

⁵⁴ Moting Hermann, 33 ans, Responsable commercial MUFID-MC², Nkongsamba, 03 septembre 2021.

bancaires entrent en sous liquidité suivie de la déréglementation des activités bancaires au Cameroun qui a causé la fermeture de plusieurs banques, et a installé la crainte au sein des populations. Le doute et la peur de perdre tous leur revenus à nouveau vont les pousser à mettre leurs économies ensemble et ils pourront désormais gérer leurs propres finances.

Au milieu du travail on s'est rendu compte que malgré le fait que les tontines manipulaient en leur sein des ressources financières importantes elles rencontraient des difficultés lors de la gestion de leur finance parfois ces fonds étaient soit mal gérés, soit détournés par des tierces personnes qui se font des bénéfices personnels sur la base d'un argent commun, soit encore des membres de l'association pouvaient faire face aux décès des gérants des fonds, des vols et des agressions diverses. Enfin dans ce chapitre, on a pu faire ressortir la crédibilité et l'ancienneté comme des éléments majeurs qui poussent les associations à s'intéresser à une micro-finance et la choisir comme partenaire et l'on a également mis un accent sur les différentes conditions que doivent réunir les associations afin d'adhérer à un établissement de micro-finance.

Au regard de tout ceci, il n'existe pas de facteurs plus grand ou plus influent que d'autres c'est la combinaison de tous ces facteurs, économiques et sociaux qui concourent à l'adhésion aux micro-finances et qui justifient le choix de ces établissements financiers par les associations. Une fois après avoir adhéré à ces institutions financières, les tontines seront des facteurs déterminants dans le développement des entreprises financières d'où le prochain chapitre qui parle des effets des tontines sur la performance des micro-finances et apport des micro-finances aux tontines à Nkongsamba.

**CHAPITRE 3 : EFFETS DES TONTINES SUR LA PERORMANCE DES
MICRO-FINANCES ET APPORT DES MICRO-FINANCES AUX
TONTINES A NKONGSAMBA**

Le concept de performance est couramment utilisé tant dans la littérature que dans les milieux organisationnels pour désigner un certain niveau d'excellence. Il reste, cependant, relativement ambigu dans la mesure où il est très galvaudé dans le langage courant. Par ailleurs, bien qu'il soit largement utilisé, il ne fait pas l'unanimité autour d'une définition et d'une mesure précise ; celles-ci dépendent, en effet, de l'objectif visé, de la perspective d'analyse choisie ainsi que du champ d'intérêt de son utilisateur.

Les tontines sont des associations au sein desquelles les membres mettent en commun leurs ressources financières afin de contribuer à leur épanouissement et renforcer leur solidarité. La localité de Nkongsamba dans le département du Mounjo peut être considérée comme une référence en matière de regroupement associatif. Ici, foisonne une diversité de tontines à la fois communautaire, professionnelle et même basée essentiellement sur la solidarité et la proximité. Dans le cadre de la gestion de leurs fonds, les tontines qui sont légalement reconnues par les autorités administratives ont pour la plupart adhéré à des micro-finances. C'est ainsi qu'elles ont développé des partenariats avec ces établissements financiers. Ceci leur permet de déposer leurs capitaux dans ces institutions financières et de solliciter des emprunts permettant la réalisation de certains de leurs objectifs tout en bénéficiant des avantages qui leur sont offerts par ces institutions. Ce partenariat a eu des incidences bénéfiques à la fois pour les micro-finances et pour les différents mouvements associatifs.

Ce chapitre analyse la contribution des tontines sur la performance des micro- finances et l'apport de ces micro-finances aux tontines dans la ville de Nkongsamba. Il s'ouvre par la présentation des mécanismes par lesquels la nature et l'état de versement des tontines dans les micro-finances et la promotion sociale au travers de la publicité jouent un rôle important dans le fonctionnement de ces établissements. Aussi, montre-t-il comment les micro-finances contribuent au développement social des tontines qui plus tard vont constituer un facteur de stabilité économique de ces dernières dans la ville de Nkongsamba.

I. EFFETS DES TONTINES DANS LA PRODUCTIVITE DES MICRO-FINANCES A NKONGSAMBA

La question de la productivité des micro-finances dans la ville de Nkongsamba n'est pas réservée uniquement aux grands actionnaires de ces structures. Si les paysans, les fonctionnaires, les débrouillards et les groupes associatifs font partie des adhérents en tant que clients de ces établissements financiers, il est important de noter que cette productivité doit

tout son sens à ses divers clients. Seulement, en dehors des groupes associatifs, toutes les autres catégories n'impactent pas de façon considérable et significative le fonctionnement des établissements financiers. Ceci peut être compris au regard des faibles fréquences et de taux des interactions effectués par ces catégories. Cette partie s'ouvre par la présentation des mécanismes par lesquels les dépôts des fonds des tontines et leur politique d'emprunt jouent un rôle considérable, incontournable dans la productivité des capitaux au sein des micro-finances dans la ville de Nkongsamba.

1. Nature et état de versement des tontines au sein de micro-finances

Comme l'a montré l'expérience de la micro-finance dans le monde, l'accès à des services d'épargne sûrs et flexibles peut jouer un rôle critique en faveur des pauvres dans leurs stratégies pour minimiser les risques, atténuer les fluctuations des revenus, affronter des dépenses imprévues et urgentes, et constituer une petite base d'avoirs à terme. En particulier, les personnes très pauvres vivant en milieu rural, susceptibles de manquer d'opportunités d'investir et de moyens de préserver leur épargne sans risque, apprécient fortement d'accéder à des services d'épargne sûrs. La plupart des familles pauvres ont recours à l'épargne, et souvent sous une forme non financière, par exemple des petits objets en or ou des biens stockés, parce qu'elles manquent fréquemment d'accès à de bonnes structures d'épargne formelle¹.

L'épargne en nature n'est pas une option optimale puisqu'elle est fonction des fluctuations des cours des produits de base, des destructions par les ravageurs, des incendies et des vols. Tandis que les institutions de micro-finance offrent de bons services à la fois de prêt et d'épargne volontaire, l'expérience mondiale montre que la demande d'épargne est habituellement supérieure à la demande de prêt. Une meilleure disponibilité des structures d'épargne sûres améliore la capacité d'autofinancement, réduisant ainsi le besoin d'emprunter avec les risques que cela comporte. Lorsqu'un ménage pauvre nécessite d'une somme d'argent relativement élevée pour un investissement, l'épargne est le mode le moins risqué de l'obtenir, par rapport à un endettement avec obligation fixe de remboursement. Traditionnellement, la mobilisation d'épargne en micro-finance a eu lieu sous forme d'épargne obligatoire, selon des méthodes de prêt de groupe ou individuelles. Bien souvent, un pourcentage du montant du prêt est requis comme épargne obligatoire et est censé garantir

¹ Owens, "Sources de micro-finance pour les entreprises forestières", *La Revue des Sciences de Gestion*, 2003, p. 20.

le remboursement du prêt de la part du groupe². L'épargne obligatoire a également été perçue comme un moyen d'inciter les ménages pauvres à prendre l'habitude d'épargner. Cependant, l'expérience a révélé que l'épargne obligatoire ne contribue pas à encourager les clients à épargner, mais qu'elle est plutôt considérée comme une des conditions requises pour accéder aux prêts. C'est la mobilisation d'épargne volontaire, assurant la sécurité, la flexibilité et l'accessibilité, qui peut avoir l'impact le plus fort sur l'existence des pauvres.

L'affiliation d'un groupe associatif à une micro-finance ne donne pas la possibilité à tous les membres de l'association de faire les transactions au sein de la micro-finance au nom de l'association. Cependant, il existe un groupe de personnes appartenant à l'association qui a la charge de gérer toutes ces transactions financières auprès de la micro-finance. Ce groupe est appelé mandataire. Ceux-ci sont responsables du versement des fonds chaque fois qu'il y a une autorisation. Toutefois, les dépôts ne se font pas sous le respect d'un calendrier. Chaque association fait des dépôts durant une période et en fonction de ses revenus. Cela peut-être hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel et même annuel comme c'est le cas de certaines associations au sein de la Caisse Mutuelle Evangélique pour le Développement. Bref, tout dépend de la fréquence à laquelle ces associations se réunissent.

De même, les montants déposés par ces tontines varient également en fonction des associations et des besoins. Et, plus le temps passe, le nombre de membres augmente dans les associations et forcément le montant déposé augmente aussi. Au sein de la Caisse Mutuelle de Croissance-MUFID, ce sont les groupes associatifs qui font leur force. À la date du 31 décembre 2018, les tontines participaient à la hauteur de 95. 502. 218 Francs CFA³. Ce chiffre évolue continuellement pour des raisons énumérées précédemment. Au sein de la CEC-Cameroun, ces tontines impactent le fonctionnement de l'entreprise sur une échelle de 15% ce qui n'est pas négligeable en terme de finances durant une année⁴. La FIGEC quant à elle, possède environ cinquante (50) groupes associatifs et leurs dépôts varient entre 100. 000 FCFA par semaine pour ce qui est des groupes de jeunes et de 25. 000 à 50.000 Francs CFA pour ce qui est des associations familiales. Par an, la participation des tontines au sein de l'entreprise en termes de dépôt varie entre 3 000 000 et 5 000 000 Francs CFA⁵. Pour ce qui

² Owens, "Sources de microfinance...", p. 20.

³ Toukem Merlin, 34 ans, Directeur adjoint MUFID-MC², Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁴ Yomang Boumsong Roger-Massoda, 32 ans, *Branch manager* CEC- Cameroun, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

⁵ Yonkeu Eveline, 36 ans, Responsable du crédit FIGEC, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

est de la CAMED toutes ces associations impactent la structure avec un montant allant de 8 000 000 à 10 000 000 Francs CFA par an⁶.

Du côté des associations, la plupart opte pour l'adage populaire qui dit : "on ne met pas tous ses œufs dans un panier". Ceci explique le fait que les associations optent pour la diversification du stockage des fonds : une part chez le trésorier et l'autre part dans l'établissement financier car, malgré tout, l'association doit vivre et les prêts doivent toujours se faire en interne et être capable de gérer des imprévus ou des urgences⁷. L'élite des Jeunes de Nkongsamba par exemple, verse de manière mensuelle 95% de leurs revenus qu'elle rassemble à chaque séance hebdomadaire. Cette somme s'élève à 250 000 Francs CFA⁸ et par an, elle fait un chiffre de 3 000 000 Francs CFA. Dans l'association Elite Ntonga, les cotisations et épargne déterminent la somme à déposer auprès de ladite micro-finance. Cette association peut verser au bout d'une année une somme variant entre 300 000 et 500 000 Francs CFA⁹. D'autres associations investissent beaucoup plus au sein de ces établissements financiers. C'est le cas des Elites Baneka avec une épargne annuelle s'élevant à 10 000 000 de Francs CFA¹⁰.

Selon les témoignages des différents responsables des micro-finances rencontrés, tous font l'unanimité sur le fait que les tontines ou encore groupes associatifs sont d'une importance capitale dans l'accroissement de leurs établissements. Pour les établissements de première catégorie comme la MMCCUL, les tontines sont essentielles pour eux, non seulement pour la participation au développement mais aussi pour la survie ; car ces institutions vivent des apports financiers des tontines ainsi que de leurs membres¹¹. Les associations ont leur place et participent de façon visible à l'éclosion de leurs partenaires financiers, ce sont elles qui font leur force et impactent peu importe la manière.

Toutes ces transactions sont importantes pour plusieurs raisons. En effet, les fonds déposés par les tontines permettent à l'établissement d'être en parfaite liquidité. Dire d'un établissement qu'il est en liquidité dans le domaine de l'économie, consiste à dire de cet établissement qu'il possède une quantité de monnaie disponible pour son épanouissement¹².

⁶ Nupaye Puis, 31 ans, Caissier de la Caisse Mutuelle Evangélique pour le Développement, Nkongsamba, 03 septembre 2021.

⁷ Mandeng Blaanche, 39 ans, trésorière Equipe du Dimanche, Nkongsamba 06 novembre 2020.

⁸ Essoh Eric, 29 ans, Vice-président des élites des jeunes de Nkongsamba, Nkongsamba 04 septembre 2021.

⁹ Mbatchou Ambroise, 75 ans, Président élite Ntonga, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

¹⁰ Njomba François, 52 ans, Trésorier élite Baneka, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

¹¹ Tufoien Confort, 42 ans, *Branch manager* MMCCUL, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

¹² <https://www.lafiinancepourtous.com.liquidité.html>, consulté le 23 septembre 2021, entre 20h 10min- 21h.

Une fois déposés, ils sont souvent repris en fin d'année ; du coup ces établissements ont la main mise sur ces fonds et peuvent les manipuler à leur guise. C'est cette liquidité constante qui donne une assez bonne réputation à l'institut financier tout en rehaussant son standard. L'on voit par-là que ces tontines sont un apport dans plusieurs aspects de son partenaire financier.

Les tontines caractérisées d'"informelles" sont l'essence, la base même d'une institution financière si l'on considère l'institution ici comme une convention et non une organisation formalisée¹³. Elles ont su garder leurs valeurs traditionnelles tout en ajustant la finance moderne. De par leurs caractéristiques, elles seront un apport, un appui indéfectible dans le développement des institutions financières où l'institution est considérée comme une organisation formalisée ou mieux une micro-finance. Les fonds déposés par les tontines, non-seulement rehaussent leur portefeuille, mais permettent aussi à la micro-finance de croître en termes de statut. Et bien lorsqu'une structure passe de la première catégorie à la deuxième ou de la deuxième à la troisième catégorie ou encore de la troisième catégorie au rang de banque classique, c'est d'abord son taux de fonds que la COBAC regarde. Ladite structure doit avoir au fond de ses caisses une quantité suffisante qui lui permettra de changer de statut et cela est possible si au cours des années précédentes, le nombre de clients a considérablement accru, si les épargnes et les crédits ont été capables de produire assez d'argent. Avec la présence des groupes associatifs, cela est possible et bien plus encore.

Ces épargnes en plus d'augmenter la trésorerie, permettent également de gérer d'autres problèmes présents. Elles participent à près de 58% du portefeuille crédit de la micro-finance¹⁴ du fait qu'elles permettent de faire des placements, des crédits auprès des donateurs et des prêteurs commerciaux, et de fructifier l'argent pour en faire des bénéfices. Ces bénéfices sont visibles au travers des différents intérêts, des prêts accordés aux tiers (autres clients groupes et les clients individuel) et même par la tranquillité avec laquelle les usagers octroient les prêts.

¹³ Y. Somè, "Responsabilité sociale et solidaire : la micro-finance peut-elle être plus solidaire", dans *Finance et bien commun*, n°37-38, 2010, p. 160.

¹⁴ M. Sangaré, "Le financement des institutions de micro-finance : contraintes et liens avec la qualité des services aux clients une étude de cas au Mali", dans *Revue des Sciences de Gestion*, n° 249-250, 2011, p. 159.

2. Politique d'emprunt et d'accès au crédit

La présence des associations au sein d'une institution financière fait d'elles des clients à part entière, alors elles bénéficient d'un certain nombre d'avantages et se soumettent au règlement destiné à ce type de clients. On constate alors que les associations ou mieux les clients groupes d'une micro-finance ne font pas que déposer leurs fonds au sein de cette institution financière car leur statut de client leur permet d'accéder à d'autres produits parmi lesquels la demande d'un crédit. Tout dépend du type de groupe associatif et de ses aspirations. Généralement, les associations ont pour projet la construction des écoles, la location des espaces propices pour une quelconque activité agricole, l'achat même de terrain pour la pratique de certaines activités rentables au bout de quelques mois, l'achat des matériels de la logistique, l'achat des matériaux facilitant l'agriculture et l'élevage etc. Les membres de ces associations optent souvent pour des crédits afin de résoudre des difficultés d'ordre scolaire, sanitaire (en cas d'urgence), afin de rehausser l'activité quotidienne dans laquelle le membre parvient à joindre les deux bouts, en cas de mariage même.

Il est important de mentionner que le prêt est un moyen qui permet à la structure financière de faire des chiffres plus rapidement d'où le principe selon lequel le prêt est accordé ou destiné à financer des activités rentables¹⁵. Les taux d'intérêts de ces crédits reviennent sans doute à la micro-finance ce qui contribue encore à la performance de la structure financière. Ces intérêts vont augmenter d'une manière les capitaux au sein de la structure.

Dans toutes ces institutions financière, il existe des procédures, des règles à respecter afin de bénéficier d'un prêt. Il ne s'accorde pas à tout le monde, le fait même d'être client de ladite structure ne suffit pas pour être éligible à un prêt. Bien que chaque micro-finance ajoute quelque chose de particulier, de différent, le fond demeure, il n'est donc pas possible de faire un crédit à un membre nouvellement affilié. Ainsi, chaque demande de crédit est étudiée par le service de prêt de la structure coordonné par son responsable. Le service met en place une commission qui a pour rôle d'inspecter le client afin de se rassurer de la faisabilité du crédit. Elle organise plusieurs descentes sur le lieu de services (pour ce qui est du membre de l'association ayant adhéré à la micro-finance et exerçant un métier) non seulement pour

¹⁵ Ça peut être du commerce, des activités artisanales, l'achat d'un moyen de transport destiné à faire entrer des revenus régulièrement et bien plus encore.

évaluer les besoins mais aussi la manière donc le remboursement peut être effectué¹⁶. Pour certaines micro-finances à l'instar de la Financière Générale d'Épargne et de Crédit ou de la Régionale, la garantie est nécessaire ou mieux c'est un point important et avantageux pour l'obtention d'un prêt. Par contre dans la MUFID-MC², le fait d'être membre tout en ayant des épargnes régulières et conséquentes donne la possibilité d'être déjà éligible à un quelconque prêt¹⁷.

Au niveau des associations, le prêt est différent et varie également en fonction des structures. L'on a vu des structures qui faisaient des prêts collectifs, d'autres où il faudrait que l'association se transforme en un client individuel pour bénéficier des prêts. Pour ce qui est du crédit de groupe, à la MUFID-MC², de même qu'à la Caisse d'Épargne et de Crédit du Cameroun, il est généralement préférable que les moins aisés s'associent à ceux-là qui peuvent lever la tête dans la mesure où la responsabilité collective est le moyen utilisé pour faire face au défaut individuel. Ceci permet de ne pas exclure la possibilité de bénéficier d'un autre prêt la prochaine fois que le besoin est ressenti. Ici, chaque chef de groupe ou chaque membre du bureau a pour objectif de motiver les autres membres afin que l'échéance de remboursement ne soit point dépassée et de payer des pénalités qui seront avantageux pour la micro-finance dans la mesure où les caisses peuvent être renflouées. La caution solidaire utilisée ici est un apport pour la structure financière car elle leur permet de réduire les coûts de gestion de ces dernières, de supporter une grande partie des coûts réservés à la structure notamment les coûts de surveillance, d'audits, de collecte de l'information, relatif aux voies d'exécution en cas d'échec stratégiques¹⁸. Pour la Société Financière Africaine, pour qu'un groupe associatif opte pour un prêt, il se doit de transformer son compte d'épargne en compte privé et suivre les étapes que parcourt un client simple pour l'obtention d'un prêt. La Régionale quant à elle a besoin d'abord de voir la garantie avant d'évoquer la notion de crédit. Cette garantie servira de contrepartie ou mieux permettra de compenser les pertes éventuelles en cas de non remboursement¹⁹.

Une fois le crédit pouvant se faire, la même commission s'assure que les membres (simples ou associations) honorent leurs engagements car le développement et l'évolution de

¹⁶ Mbiadjeu Roméo, 33 ans, Membre de l'Association des Jeunes de Barresoumtou, bénéficiaire du crédit au sein de la MC² comme client individuel, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

¹⁷ Djameni Franck Cédric, 31 ans, Agent de crédit MC²-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

¹⁸ L. D. Wamba et al., "La Caution solidaire garant-elle encore le remboursement des crédits dans les institutions de microfinance ?", *Gestion 2000*, volume 32, 2015, p. 81.

¹⁹ J.M. Servet, "Les fonds de garantie, une pratique de solidarité et de mobilisation des ressources pour le développement", in, *Annuaire Suisse de politique de développement*, N° 26-2, 2007, p. 145.

la micro-finance y dépend²⁰. La durée des crédits varie entre six (06) mois et cinq (05) ans selon la somme prêtée, la structure et les revenus du client. La plupart du temps, le crédit se récupère de façon hebdomadaire ; d'où l'importance d'investir dans une activité rentable au quotidien²¹. Au regard de tout cela, la structure financière est plus avantageuse dans la mesure où, lorsqu'elle attribue des prêts à des tiers, elle vend cet argent- là. Autrement dit, elle lui fixe des intérêts, ce qui fait que l'argent remboursé n'est pas celui emprunté dès le départ. Aussi, dans la mesure où si le retard se fait ressentir dans le remboursement, des pénalités sont données du coup la mise de départ va encore s'accroître. On peut également faire allusion aux garanties qui rendent la plupart de temps les gestionnaires de comptes et les responsables des micro-finances riches²². En effet, la plus part du temps, ce sont des terrains qui sont mis en garantie, des maisons, des véhicules et bien d'autres choses. En plus, c'est souvent au travers de ces garanties qu'il est plus facile pour ces institutions financières de se construire un peu de partout sur le territoire, avoir de nouveaux clients et agrandir leur portefeuille. C'est tout cet ensemble qui renforce davantage les performances de la micro-finance partenaire, elle lui donne la possibilité de gérer facilement plusieurs autres choses comme la prise en charge du personnel existant, la possibilité de recruter d'autres agents, et même une probable hausse salariale. On se rend compte que, les associations n'impactent pas seulement les finances mais au travers de ces finances, elles jouent un rôle dans le support social.

II. INDICATEURS SOCIAUX DE L'APPORT DES TONTINES AUX MICRO-FINANCES

La relation tontine-micro-finance a beau être une relation où chacun trouve son compte même s'il est vrai que les institutions financières en tirent un grand profit par rapport aux divers groupes associatifs. Cependant, au-delà de l'impact financier que produisent les tontines au sein des établissements de micro-finances à travers des versements et des emprunts de fonds dans la ville de Nkongsamba, celles-ci participent de manière consciente ou pas à la promotion de ces établissements financiers. Montrer comment la tontine devient un agent de publicité pour une micro-finance auprès des populations et ressortir le rapport entre compte et investissements personnels seront les idées développées au cours de cette partie.

²⁰ Le crédit non remboursé plonge d'un pas l'institution financière qui aurait attribué ce crédit à la faillite d'où le regard particulier de la commission crédit sur les divers prêteurs.

²¹ Tufoien Confort, 42 ans, *Branch manager* MMCCUL, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

²² Djoukouo Marie, 50 ans, trésorière Femmes dynamiques, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

1. Tontine comme agent publicitaire des établissements de micro-finance

La micro-finance aide les ménages ruraux à planifier et gérer la consommation et les investissements, à faire face aux risques et à améliorer leurs conditions de vie, leur santé et leur instruction en facilitant les flux de trésorerie des ménages et en augmentant le revenu disponible de la famille. "Je vois surtout un avenir pour la micro-finance qui place les clients au centre de ses préoccupations"²³. L'on peut simplement comprendre qu'il est important de faire prôner le volet social au-dessus de toute chose, la transparence des coûts et la facturation raisonnable contribuent de façon positive à la relation micro-finance-client. L'on comprend également que les clients sont ceux-là, par qui, le développement de la micro-finance peut être effectif en un laps de temps. Les groupes associatifs faisant partie des types de clients que regorgent les structures financières, l'on observe dans la localité de Nkongsamba que celles-ci apportent leur touche à travers la publicité dans l'émancipation des micro-finance de plusieurs manières.

Les tontines de par le fait qu'elles soient affiliées à une institution financière et cheminent avec elle sans difficultés aucune, est une raison fiable pour que les membres de ces associations deviennent des potentiels clients. Ceci s'explique par la confiance créée dans l'esprit de ces membres. On sait tous que les tontines communautaires dans les zones rurales sont généralement un ensemble de personnes "pauvres" et moins "démunis" qui décident de cheminer ensemble afin de faire face aux aléas de la vie. Cependant, le simple fait que le fonctionnement de la tontine auprès de la micro-finance leur donne la possibilité de comprendre que ces structures financières sont mises sur pied pour les personnes défavorables²⁴, on dirait même très pauvres, l'espoir renaît et ces membres deviennent des clients pour ces structures.

Toutefois, le choix de la micro-finance ne peut qu'être porté vers cet établissement allié de la tontine dans laquelle le membre évolue. Non seulement il est rassuré sur la fiabilité de l'institution mais il pourra également se tourner vers un autre membre pour demander conseil et se rassurer sur ses inquiétudes. En plus de la fiabilité, la satisfaction que reçoit le groupe associatif vis-à-vis de ladite institution pousse plusieurs autres membres à s'affilier à

²³ Sam Daley-Harris, Fondateur de la Campagne du Sommet du Microcrédit, propos recueillis dans <https://www.google.cm-le-poids-des-micro-finance.html>, consulté le 10 octobre 2021 à 14h12 minutes.

²⁴ J.- M. Severino, "Baromètre de la micro-finance", *Convergences. Solidaires et responsables : investir et agir pour les objectifs du millénaire*, 2015, p. 4.

la micro-finance en question. Avec une telle publicité la micro-finance se retrouvera avec un taux de clientèle grandissant et forcément les capitaux recevront également un coup²⁵.

Sur un autre point de vue, le bon traitement donc les associations et leurs différents membres sont sujets, va les pousser désormais à devenir des agents de crédibilité et de publicité de ces micro-finances. Parlant des nouveaux adhérents, ceux-ci vont vanter les différents produits auxquels les groupes associatifs n'ont pas facilement accès et chacun dans le but de découvrir de quoi il s'agit et ces derniers vont opter pour l'adhésion à cette structure. Généralement, le taux d'intérêts bien qu'il soit défini au préalable pour la structure financière, peut varier en fonction de la qualité de compte auquel l'adhérent souscrit et même en fonction de la fréquence des transactions de ce dernier au sein de l'établissement financier²⁶. On sait qu'en Afrique en général et au Cameroun plus précisément, les personnes qui s'engagent dans les associations ou mieux des tontines ne sont pas uniquement dans une seule tontine. Elles appartiennent à plusieurs groupes associatifs (concernant la femme qui va en mariage dans une autre ethnie, le plus souvent elle est membre de l'association des filles et femmes de son village d'origine, membre de l'association des femmes et filles du village de son mari, si elle exerce un métier elle adhère très souvent à cette amicale-là, etc.)²⁷. Ces personnes poussent les associations qui ne possèdent pas des comptes d'association dans une institution financière à y penser tout en proposant et expliquant les divers avantages d'y appartenir.

Dans ce même sens, les groupes associatifs de leur côté rassurent sur la rapidité et la facilité à être servi et accueilli dans les locaux d'une structure financière. Ils montrent également la nécessité d'y domicilier son argent tout en donnant le bien-fondé comme l'assistance psychologique, l'assurance sur la sécurité des fonds et les risques que ça évite. Les tontines ne sont pas seulement un mécanisme financier, voire un service ; elles sont une somme de caractéristiques. Ces pratiques informelles ajoutent certaines qualités : rapidité, adaptation, divisibilité, réversibilité possible des attitudes dans le temps après un cycle, contacts interpersonnels, qui les rendent attractives et qui expliquent qu'elles concurrencent et/ou se surajoutent aux pratiques officielles²⁸. L'espace de caractéristiques qui les distingue

²⁵ Yamendji Robert, 52 ans, Chef d'agence CAMED, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

²⁶ Condensé des avis recueillis auprès de plusieurs responsables d'agence de micro-finances dans la ville de Nkongsamba, le 06 novembre 2020 et le 04 septembre 2021.

²⁷ Tchudjo Valérie, 47 ans, membre de plusieurs associations communautaires et professionnelles dans la localité de Nkongsamba, 04 septembre 2021.

²⁸ M. Lelart, *La tontine pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, Montrouge, Ed. John Libbey Eurotext, 1990, p. 338.

peut d'ailleurs être apprécié différemment selon les modifications de l'environnement. La dynamique de la tontine, et son caractère innovateur, consistent à jouer sur la marge, en soulignant, en accentuant telle ou telle caractéristique. Par exemple, les tontines peuvent, pendant certaines conjonctures, présenter pour les membres une garantie de liquidité pour leur épargne et/ou, sinon une meilleure, du moins une moins mauvaise rentabilité comparée aux autres instruments financiers officiels ou non. Par ailleurs les tontines peuvent, dans certains cas, tenir lieu de "banque à domicile" en offrant des services de proximité, concernant le drainage de l'épargne, l'accès à des conseils, les possibilités de crédit. Elles participent dans tous les cas d'un éclatement des fonctions de l'intermédiation financière et de l'autonomisation de certaines d'entre elles.

2. Liaison entre comptes-groupes, investissements personnels et gestion du personnel des micro-finances

Autrefois, les tontines étaient réservées uniquement aux personnes démunies voulant mettre ensemble leur peu afin de produire quelque chose de grand. Avec l'évolution de la vie en société l'on a vu naître d'autres formes d'associations parmi lesquelles les associations familiales et amicales. De nos jours, on constate une autre forme d'association à savoir les associations hétéroclites ; qui rassemble en son sein les membres ayant des origines familiaux divers, des emplois divers et même des localisations diverses.

Cette divergence est non seulement un atout pour les associations surtout avec la présence de fonctionnaires, des salariés mais est beaucoup plus un avantage pour la micro-finance dans laquelle l'association est affiliée. L'assurance que donne l'association auprès de ses membres pousse ces derniers à opter pour l'utilisation des autres services qui ne s'ouvrent pas aux groupes associatifs. Il s'agit précisément des comptes courants, des comptes bloqués ou encore des dépôts à terme et des bons de caisses. Ces différents comptes participent d'une manière ou d'une autre à la bonne marche de l'établissement financier dans la mesure où :

Concernant le compte courant ouvert par un membre de l'association, déjà il est manipulé à la guise du client pendant les jours ouvrables. Ce compte permet de faire des transactions et opérations financières comme le virement de salaire, l'encaissement de paiements, le paiement des factures et même des transactions externes. Cependant, toutes transactions effectuées dans un compte au sein d'un établissement de micro-finance nécessite un certain nombre de frais et c'est l'ensemble de plusieurs frais prélevés lors des opérations qui contribue à l'augmentation des fonds de la trésorerie de la structure. Les frais de

transaction passent dans les comptes courants, les notifications bancaires ou messages *banking*, le client également peut être souscrit à une carte *gimac*, un chéquier. Au travers de ce compte il peut solliciter un crédit ou des facilités de caisses²⁹ ; qui sera encore bénéfique pour la micro-finance dans la mesure où le crédit a des intérêts mensuels sur toute sa durée et des frais liés lors de sa mise en place ne sont pas à négliger car ils sont souvent d'un montant considérable. La facilité de caisse ou découvert a des frais liés lors du placement et des intérêts mensuels lors des remboursements et la structure bénéficie également des intérêts sur un compte qui est au débit³⁰ durant une longue période.

Le compte bloqué dans tout sens s'effectue avec un minimum de 100 000 Francs CFA. Le client peut verser son argent sous forme d'une épargne quotidienne mais il ne peut pas le retirer avant l'échéance peu importe la difficulté à laquelle il fait face. Ici les intérêts sont calculés en fonction de la somme que renferme le total des fonds du client au terme du contrat. Cette pratique est tout sauf bénéficiaire pour le client en termes de finances car les intérêts fournis sont très souvent insignifiants aux yeux de ce dernier.

Le bon de caisse quant à lui est un placement financier qu'effectue un particulier au sein d'une institution financière et qui est reversé au bout d'une durée déterminée entre le client et le responsable de la micro-finance avec des intérêts générés tout au long de cette période il est général d'un maximum de deux (02) ans³¹. Au sein de la Régionale, le bon de caisse s'étant sur une période allant de six (06) mois à deux (02) ans avec des intérêts d'un minimum de 2.5% et d'un maximum de 10%. Ce service semble être bénéfique pour le client mais non ! certes, les établissements de micro-finance sont au service de la population mais ils n'oublient pas de se faire de l'argent afin d'être toujours en activité.

Le Dépôt à terme (DAT) est tout d'abord un compte bloqué sous une autre forme avec quelques points différents. Le DAT est alors, une somme d'argent bloquée sur un compte bancaire par un individu en contrepartie du versement d'intérêts. De manière générale, toutes les décisions concernant ce produit sont prises une fois que les deux parties (le client et la structure financière) se sont accordées en fonction des règles de la micro-finance. Ce dépôt se fait de manière unique un ajout n'est pas possible lorsque l'opération est en marche à défaut le client peut ouvrir un nouveau compte tout simplement. Il est retiré à la fin d'une période

²⁹ Encore appelé tolérance exceptionnelle, c'est une autorisation de découvert à court terme qu'une institution financière accorde à un client, autrement dit c'est une sorte de crédit de trésorerie distinct du découvert. Ici la micro-finance perçoit de fois plus les intérêts d'un crédit découvert autorisé.

³⁰ Un compte est au débit lorsqu'il possède l'argent de la structure dû aux services rendus qui n'ont pas été payés.

³¹ <https://banque.ooreka.fr/dépôt-à-terme:définition-html>, consulté le 30 octobre 2021, 17h30 min – 18h15min

définit dès le départ (début du contrat) minimum trois (03) mois³². Au sein de la Régionale, les DAT sont bloqués à plus de deux (02) ans avec un montant minimum versé dans le compte de 100 000 000 Francs CFA le taux d'intérêts est négociable selon le montant et la durée pour laquelle le client veut domicilier son argent.

Si ces divers services sont constamment en promotion auprès des clients dans les structures de micro-finances, c'est tout simplement parce que les bons de caisses, les comptes bloqués, les dépôts à terme inscrits à leur état renforcent le montant de leurs capitaux propres. Une fois ce bon de caisse, ce DAT et ce compte bloqué effectués, ces différents fonds constituent des dépôts à long terme qui permettent aux responsables de crédits de geler les dépôts sur une longue durée afin qu'ils servent à l'octroi des crédits. Ils se hâtent de trouver des prêteurs afin que cet argent soit utilisé dans le but non seulement de produire mais d'éponger certains manquements. Ces sommes sont ainsi fructifiées et servent également à la bonne gestion du personnel de ladite structure.

Vue l'augmentation de la trésorerie qui se fait ressentir au bout de toutes ces diverses transactions et opérations, il serait judicieux de penser que les tontines et leurs membres au travers de leur fonds participent d'une manière autre aussi à la prise en charge du personnel. Au travers des différents dépôts effectués où les frais de retraits sont prélevés, ces frais constituent au préalable une source de revenus pour l'entreprise. L'on constate que ces différentes commissions sont d'un apport au niveau de la rémunération des différents collecteurs³³. Au sein de certaines structures financières, les collecteurs ou encore les commerciaux se font payer au travers de leur performance vis-à-vis du client, que ce soit un client individuel (comme les membres des associations) ou encore un client groupe (comme les tontines). Dans ce dernier cas, les fonds des groupes associatifs et de leurs membres inscrits de manière individuelle serviront toujours à la paie du personnel dans la mesure où si les fonds se retirent une à deux fois par an les fructifications de ces fonds seront plus évidentes et le rendu qui en suivra favorisera la paie et si ces fonds sont retirés de façon constante, les frais de commissions dues aux transactions favoriseront aussi la paie du personnel.

³² <https://banque.ooreka.fr/dépôt-à-terme:définition-html>, consulté le 30 octobre 2021, 17h 30min- 18h 15min

³³ Pouassi Yvan, 31 ans, ex-chef d'agence de la Société Coopérative Simplifiée des Affaires, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

Cependant, au même moment que les tontines bénéficient des apports multiformes des micro-finances comme nous venons de le souligner, les établissements financiers à leur tour, reçoivent un apport significatif des micro-finances.

III. APPORTS DES MICRO-FINANCES AUX TONTINES ET A LEURS MEMBRES DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA

Certes, la relation tontine-micro-finance est une relation qui met plus en avant les intérêts des établissements financiers mais ces institutions à leur tour font du mieux qu'elles peuvent pour garder cette relation saine. Ceci s'observe par le biais des programmes mis sur pied dans le but d'être un véritable allié, un compagnon vers la marche de la réalisation et l'accomplissement des projets que les tontines forment dans leur sein. En plus, d'autres objectifs sont développés au sein de ce partenariat dans le but de donner plus d'éclat aux divers groupes associatifs.

1. Elaboration et financement des projets des tontines

La micro-finance étant une institution mise sur pied pour alléger la tâche aux personnes pauvres vivant en zone rurale, a pour objectif de fournir des services financiers propices aux personnes démunies à l'instar des micro-crédits, micro-assurance, micro-épargne, les transferts nationaux et internationaux. Elle est également un moyen qui a permis à ce type de personnes de développer une Activité Génératrice de Revenus (AGR) dans le but de faire face aux difficultés de la vie³⁴. Il est nécessaire de souligner que ces différentes offres étaient à des prix abordables et à moindres risques. Au sein des zones rurales on constate la présence des petits groupements de personnes, ces groupements étant les cibles de ces micro-finances car généralement pauvres ou en manque de financement et pratiquant l'agriculture ou toutes autres petites activités. Les micro-finances soucieuses du devenir de leurs adhérents optent pour une orientation vers des activités rentables même s'il faille qu'elles soient contraires ou différentes de ce qu'ils ont l'habitude d'exercer.

Sur le plan social, les micro-finances participent à la formation de leurs mutualistes c'est le cas de la MC² avec la mise en place de la ferme-école qui a pour objectif d'encadrer et de former les mutualistes dans le but de mettre à leur côté de nouvelles méthodes et techniques agricoles³⁵. Certes, dans la ville de Nkongsamba l'école n'a pas été mise sur pied comme dans la localité de Baham mais les idées majeures de cette dernière sont appliquées

³⁴ <https://www.solidaire-info.org/Microfinance-info.html>, consulté le 22 octobre 2021, 05h-5h30 minutes

³⁵ Lekane, "Microfinance et développement...", p. 176.

auprès des adhérents de cette institution financière. Les micro-finances donnent la possibilité aux populations y compris les clients-groupes d'avoir accès aux filets de sécurité sociale, au travers de la micro-assurance santé et de l'assurance vie.

La micro-assurance santé est un service sanitaire qui s'ouvre à une partie de la population à savoir la population démunie. De nos jours, ce service travaille en collaboration avec certaines micro-finance³⁶ et ceci permet aux clients individuels (pour ce qui est des membres ayant souscrit en dehors de la tontine) et des clients-groupes de réduire le risque non remboursement en cas de maladie. La maladie arrive très souvent de manière inattendue et empêche les emprunteurs de pouvoir atteindre leurs échéances en cas de prêts, car très souvent buter par les dépenses excessives. L'affiliation à ce service qu'offre la micro-finance évite également les détournements de fonds par une partie des membres ayant accès aux finances au sein de l'association avec pour raison "c'était un cas de santé urgent", "mon enfant était entre la vie et la mort"³⁷. Ce même service donne aussi la possibilité aux membres qui autrefois ont contracté des crédits pour la mise en place d'une activité rentable de travailler sans craindre la maladie, sans peur d'utiliser ces fonds pour des fins autres : la maladie n'est plus un obstacle. Diverses personnes du groupe affiliées ou pas à la structure ont également la possibilité de demander des prêts pour résoudre un problème de santé.

Le micro-crédit est un prêt à la création ou au développement de très petites entreprises pour des publics non éligibles au système bancaire, faute de garantie ou d'apport personnel. Le faible montant sollicité par les pauvres est une des causes de leur exclusion bancaire. Cependant, les tontines étant un des moyens de financement de ces institutions financières ne rencontrent pas assez de difficultés dans cet exercice. Puisque qu'il s'agit d'un ensemble de personnes mettant en commun leurs différents revenus, il est souvent évident de bénéficier des différents crédits que proposent les établissements de micro-finances. Le micro-crédit est accordé aux groupes associatifs en fonction de leur besoin et de leur situation financière étant donné que la garantie est un point important pour l'obtention d'un crédit.

Cet argent est pour la plupart du temps utile pour le financement d'une activité rentable ou l'achat des matériaux nécessaires pour la mise en place de certains travaux. Au travers des prêts les groupes associatifs parviennent à monter des projets ; ils peuvent se lancer dans l'élevage, l'agriculture, la pisciculture, la construction d'une école et même

³⁶ C'est le cas avec la micro-finance Financière Générale et de crédit qui travaille en parfaite collaboration avec une assurance de la place dans le but d'éviter toute destination du crédit pour des besoins personnels.

³⁷ Yonkeu Eveline, 36 ans, Responsable du crédit FIGEC, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

l'ouverture des boutiques dans les marchés. Parfois encore ces prêts servent au renouvellement d'une activité, au ravitaillement en terme soit de produits soit de matériels adéquats. Généralement, ces crédits sont à court terme, alors les emprunteurs se doivent de se presser afin que l'échéance de remboursement ne soit pas dépassée. Le micro-crédit leur permet de progresser sûrement tout en accédant successivement à de petits emprunts qui correspondent à leur capacité à pouvoir rembourser et de gagner en expérience. Les taux d'intérêts restent abordables pour tous et l'accompagnement de la micro-finance pour la réussite de l'activité lancée par le prêt obtenu n'est pas en reste. À la MMCCUL il existe des jours d'entretien encore appelés formation pour faciliter et donner des stratégies aux bénéficiaires des prêts de pouvoir rembourser³⁸.

Les micro-finances pratiquent aussi le crédit progressif c'est-à-dire qu'elles poussent les clients groupes à rembourser leurs prêts sans dépasser le délai tout en leur donnant la possibilité de percevoir un peu plus à la prochaine demande. En effet, plus les remboursements se font avant les échéances, plus la possibilité de bénéficier des crédits supplémentaires aux précédents est grand. Ces micro-finances donnent aussi la possibilité aux membres de ces groupes associatifs de pouvoir obtenir des prêts personnels mais de manière groupé. La CEC-Cameroun s'est servi du modèle de la *Grameen-Bank*³⁹ en ce qui concerne le crédit de groupe solidaire⁴⁰. Elle donne la possibilité aux membres qui se sont mis ensemble de se faire confiance et de pratiquer l'entraide. Ici le prêt est donné à tour de rôle ; s'il s'agit d'un groupe de six (06) personnes, c'est une fois que le premier aura remboursé son prêt que le deuxième peut en bénéficier. En cas de non remboursement, les autres ne pourront plus en bénéficier et le groupe obtient une exclusion temporaire. De ce fait, les autres membres deviennent soit une sentinelle au pire des cas se substituent à ce membre régularisent la dette et afin de pouvoir eux aussi bénéficier.

Les transferts nationaux et internationaux sont des services utilisés pour apporter du soutien financier aux proches des clients d'une institution financière vivant soit dans une autre ville ou un autre pays. Le plus souvent les groupes associatifs précisément les amicales ont des branches implantées dans d'autres villes et même pays⁴¹. Et, très souvent à une période de l'année les retrouvailles se font et pour cela, la participation de toutes les branches est

³⁸ Mboule Noëlla, 32 ans, *accounter* MMCCUL, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

³⁹ Ayant pour fondateur le Professeur Muhammad Yunus, la *Grameen-Bank* est la première micro-finance à avoir accordé des prêts aux pauvres plus précisément des micro-crédits.

⁴⁰ Tchantou Brice, 40 ans, responsable de la Caisse d'Épargne et de Crédit du Cameroun, 03 septembre 2021.

⁴¹ Tchudjo Valérie, 47 ans, Membre de l'association des Anciens Elèves du Collège Evangélique, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

nécessaire pour une meilleure organisation. Toutefois, les micro-finances offrent la possibilité aux amicales qui sont dans d'autres horizons d'effectuer des transferts nationaux et internationaux pour la bonne survie des activités du groupe. Elles offrent également la possibilité aux membres de l'association de pouvoir bénéficier de ce service en effectuant des transactions sans pour autant être des clients membres.

De ce fait, la micro-finance se positionne comme un partenaire incontournable dans le développement des tontines ou groupes associatifs et ses membres. Elle est le moyen de lutte contre la pauvreté, elle se lance dans l'accompagnement et le suivi des projets de sa clientèle dans le but de renforcer les liens de solidarité et de confiance tout en lui apportant les fonds nécessaires pour ses besoins. On constate donc que plusieurs groupes associatifs se sont fait un nom ainsi que certains de leur membre dans la ville de Nkongsamba grâce aux subventions de ces différentes institutions financières.

2. Micro-finance et réduction de la pauvreté à Nkongsamba

Dans un contexte caractérisé par la pauvreté, l'entrepreneuriat coopératif s'est développé au Cameroun en général et dans la ville de Nkongsamba en particulier tout en mettant en place des stratégies innovantes et spécifiques de réduction de l'exclusion. On parle à la fois de micro-finance et de microcrédit, de finance décentralisée, de finance de proximité (*proximity bank*) ou encore de finance solidaire. Le terme "micro" met directement l'accent sur l'échelle des projets financés. La carte de l'indice de la pauvreté au Cameroun indique que plus de 37,5% de la population active vit en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 931 Francs CFA par jour⁴². La MC², coopérative d'épargne et de crédit et bien d'autres établissements financiers, tentent à leur manière à travers des mécanismes très spécifiques et innovateurs de répondre au défi qui est de faire reculer la pauvreté dans la localité de Nkongsamba en particulier et au Cameroun en général. En effet, l'entrepreneuriat coopératif s'est fortement développé au Cameroun dès les années 1990, au moment où un important programme de restructuration financière mis en place par les autorités monétaires et les partenaires financiers étrangers a contribué à exclure des milliers de petits épargnants (petits commerçants, agriculteurs, *bayam sellam*, associations etc.) du circuit bancaire formel.

L'accès aux petits crédits ou microcrédits distribués par certaines micro-finances à Nkongsamba est une expérience originale et innovante qui tente de combler les lacunes et les

⁴² PNUD, "La prochaine frontière : le développement humain et l'anthropocène", Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2014, p. 2.

vides laissés par le circuit financier formel et essaie ainsi de promouvoir l'épargne et le crédit rural dans cette partie du pays très enclavée du point de vue des infrastructures financières et bancaires. Le MC², dont le capital initial se chiffrait à près de 19,6 millions de francs CFA, est aujourd'hui la plus importante institution de micro-finance, solidement implantée dans de nombreuses localités du Cameroun dont Nkongsamba. Son capital a évolué pour atteindre en juin 2002 le montant de 30 millions de francs CFA dont 25 sont entièrement libérés⁴³. Initialement implanté dans les hauts-plateaux (siège social), dans la région de l'Ouest en 1992, la MC² se développe en créant des agences dans d'autres villes du Cameroun. Cette coopérative compte à ce jour plus de cinq cent cinquante membres sociétaires dont 20% sont des élites et le reste des groupements d'agriculteurs, d'éleveurs, des petits commerçants, des artisans et petits entrepreneurs, des petits salariés des secteurs public et privé, etc.⁴⁴. Elle a procédé à l'ouverture de plusieurs agences, déjà opérationnelles depuis des décennies. Dans ses livres, elle dispose d'environ 70 millions de francs CFA d'épargne collectée⁴⁵. Les comptes d'épargne ouverts dans les livres de la MC² sont rémunérés au taux unique de 6,5% l'an⁴⁶. Les bons de caisse sont rémunérés au taux annuel de 9%. La collecte et la mobilisation de l'épargne se sont faites principalement, au début, auprès des responsables des associations qui se sont installées dans la ville de Nkongsamba. Le même travail est fait en ce qui concerne les hauts fonctionnaires ou ceux exerçant des activités libérales : commerçants, avocats, etc., avant de se faire auprès des paysans qui se sont regroupés en organisations paysannes⁴⁷. La mobilisation de l'épargne des élites, sa collecte et la distribution des petits crédits aux populations pauvres représentent leur contribution au développement de la localité de Nkongsamba. Les petits commerçants, les petits agriculteurs, les petits éleveurs, les *buy and seller*, etc., les plus sollicités dans cette expérience innovante, pour leur apport financier, fût-il très bas, modeste et précaire, au financement de leurs propres activités, bénéficient ainsi du soutien financier et de l'assistance financière de l'élite à travers la coopérative mise en place⁴⁸.

⁴³ Toukem Merlin, 34 ans, Directeur adjoint MC²-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁴⁴ *Idem*

⁴⁵ Ce montant d'épargne a évolué pour atteindre au 30 juin 2002 la somme de 2,2 milliard de francs CFA selon les responsables de cet établissement financier.

⁴⁶ Toukem, 34 ans, Directeur adjoint MC²-MUFID, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

⁴⁷ On compte à ce jour près de deux cents groupements paysans regroupés sous la forme juridique de groupes d'initiative commune selon la loi de 1992.

⁴⁸ En matière d'assistance, aujourd'hui, on doit noter qu'il y a toujours une forme d'asymétrie entre celui qui donne et celui qui reçoit. On se rend immédiatement compte que la règle du don contre don n'est plus respectée.

La population bénéficiaire⁴⁹ des petits et microcrédits issu des établissements financiers est constituée de 95% de la population de Nkongsamba aux revenus très bas, très modestes ou précaires et de bon nombre d'associations. Au départ, les micro-finances notamment la MC² appliquait un taux débiteur unique de 2% par mois⁵⁰. Mais depuis plusieurs années, la micro-finance pratique trois taux débiteurs discriminatoires dont 1,25% par mois pour les associations, 1,5% par mois pour les agriculteurs et les éleveurs et 2% pour les autres⁵¹. Au cours des deux dernières années budgétaires, le volume cumulé de crédit se chiffrait autour de 32 millions de francs CFA en 1998-1999 pour atteindre 50 millions de francs CFA au cours de l'exercice fiscal 1999-2000⁵². Le taux de remboursement du crédit au cours des premières années était de 100%. Les années suivantes, nous notons que ce taux de remboursement est de 100% en milieu rural et de 95 % en milieu urbain, ce qui pose le problème du suivi et de l'encadrement des emprunteurs tant à la campagne qu'en ville⁵³.

La politique de distribution de petits ou de microcrédits est orientée vers presque tous les secteurs économiques du Cameroun en général et de la localité de Nkongsamba en particulier. Pour le secteur primaire, 40 % des financements des micro-finances à Nkongsamba sont consacrés aux exploitations agricoles et moins de 10% aux associations⁵⁴. L'élevage et la pêche absorbent seulement 10 % du montant total des crédits alloués⁵⁵. Les micro-finances à Nkongsamba encadrent plus de 40 000 petits agriculteurs regroupés en groupe d'initiatives communes et le montant moyen de crédit par bénéficiaire est de 80 000 francs CFA⁵⁶. Les micro-finances de la localité de Nkongsamba les aident ainsi à s'approvisionner et à se procurer des intrants agricoles (semences sélectionnées, engrais chimiques de qualité, pesticides, etc.), à acheter les animaux et les outils de labour (bœufs de labour, charrues, charrettes, etc.) et à acheter les petits équipements (motopompes, motocyclettes, etc.). Le remboursement de ces crédits est échelonné sur de courtes durées, qui

⁴⁹ En général, pour cette coopérative, on retrouve des bénéficiaires de microcrédits, le plus souvent regroupés en groupements, qui sont des sociétaires et des bénéficiaires qui ne sont pas des sociétaires.

⁵⁰ Moting Hermann, 33 ans, responsable commercial à MC², Nkongsamba, le 06 novembre 2020.

⁵¹ Lekane, "Micro-finance et développement...", p. 178.

⁵² Au 30 juin 2007, le montant total de crédit s'élève à près de 1,05 milliard de francs CFA. Nous avons, dans cette partie, donné le taux de remboursement des crédits sur trois années récentes. Tous les chiffres contenus dans ce texte nous ont été communiqués par le responsable de la MC² de la ville de Nkongsamba.

⁵³ En ce qui concerne le compte d'exploitation de la MC², il y a eu une perte de près de 22 millions de francs CFA la première année ; la deuxième année, le compte s'est équilibré ; il y a eu un excédent de 8 millions la troisième année, et cet excédent est passé à 50 millions la quatrième année. En termes de subvention, c'est seulement depuis six ans que la coopérative a commencé à signer des banques classiques.

⁵⁴ J. E. Olinga Mebada, "La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène", in *Archives Ouvertes Pluridisciplinaires*, Québec, 2018, p. 5.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Tufoien, 45 ans, *Branch manager MMCCUL*, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

varient selon le type de crédits : six mois pour les crédits de stockage, douze mois pour les crédits d'achat d'intrants agricoles et vingt-quatre mois pour les crédits d'achat d'animaux et de petits équipements⁵⁷.

Les conditions et l'échéancier de remboursement sont assez souples et très simplifiés. Le secteur secondaire n'est pas beaucoup représenté dans cette coopérative ; on trouve quelques femmes qui produisent des boissons alcoolisées ou non à base de maïs, de citron, etc., des artisans cordonniers (utilisant les peaux d'animaux) et tisserands (utilisant du coton pour la filature). Ils produisent, en général, à très faible échelle. Mais le secteur tertiaire occupe une place de choix dans le volume de crédit distribué. Le petit commerce, les très petites et les micro-entreprises de services, de bâtiments et travaux publics, les artisans tâcherons représentent plus de 20% du volume des financements des micro-finances. Ces établissements financiers innovent par le soutien qu'ils apportent aux petits et micro-entrepreneurs de productions agricoles, de services et aux artisans tâcherons locaux en bâtiment et travaux publics⁵⁸. Les artisans tâcherons locaux contribuent à la construction et à la réalisation d'ouvrages multiples (entretien des routes et des pistes de collecte des produits agricoles) dans le cadre des projets mis en place par les associations.

Le troisième chapitre de ce travail traite des effets des tontines sur la performance des micro-finances et apport des micro-finances aux tontines dans la ville de Nkongsamba. Il a été divisé en trois grands axes. Le premier axe présente l'effet des tontines dans la productivité des micro-finances à Nkongsamba, le deuxième axe met en exergue les indicateurs sociaux de l'apport des tontines aux micro-finances et le troisième axe parle de l'apport des micro-finances aux tontines dans la localité de Nkongsamba. Au début de ce chapitre, on a vu que les tontines influencent en plusieurs sens la productivité des micro-finances. Ceci au travers de la nature et l'état de versement de l'argent par des tontines au sein de ces institutions financières à des fréquences journalière, hebdomadaire, mensuelle et même trimestrielle. Aussi, avons-nous relevé qu'au travers des politiques d'emprunt et d'accès au crédit à ces groupes associatifs, ces derniers donnent la possibilité à ces structures d'être en constante liquidité et d'assurer la bonne gestion de leur clientèle. Par la suite du travail, l'on s'est rendu compte que cette gestion de la clientèle va pousser les groupes associatifs à devenir des agents commerciaux, des agents de publicité pour les structures financières dans lesquelles ils trouvent satisfaction de manière consciente ou pas. L'assurance donc font

⁵⁷ Moting Hermann, 33 ans, responsable commercial à MC², Nkongsamba, le 06 novembre 2020.

⁵⁸ Lelart, *La tontine pratique...*, p. 358.

preuve ces tontines poussent les différents membres à opter pour des comptes personnels. Ces comptes personnels donnent l'accès à d'autres services beaucoup plus avantageux pour la micro-finance que pour l'adhérent sur le point de vue de la rentabilité. Ceci favorise l'augmentation non seulement de la clientèle mais aussi de la trésorerie qui est la clé pour la prise en charge du personnel de ladite institution bancaire. Enfin, l'on constate que les micro-finances sont d'un apport incontestable dans l'élaboration et l'accompagnement des divers projets de ces groupes associatifs dans la ville de Nkongsamba. Que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'élevage et même de l'agriculture, les établissements de micro-finances aident à élaborer et à subventionner plusieurs projets des associations. Au regard de tout ceci, les micro-finances tirent une grande partie de leurs financements auprès des groupes associatifs et de leurs membres qui deviennent à leur tour des adhérents de qualité. Bien que les tontines bénéficient à leur tour des avantages que leur offrent ces micro-finances en tant que client-groupe, les bénéfices ne sont pas toujours de manière égale, et les rapports entre ces deux institutions rencontrent certaines difficultés durant leur cheminement d'où le bien-fondé du quatrième et dernier chapitre. Ce dernier fait une lecture bilancielle des relations tontines-micro-finances, scrute les problèmes que rencontrent ces deux et élabore quelques suggestions afin d'améliorer la coopération entre tontines et micro-finances dans la ville de Nkongsamba en particulier et au Cameroun en général.

**CHAPITRE 4 : RELATIONS MICROFINANCES- TONTINES :
LECTURE BILANCIELLE, ZONES D'OMBRE ET PERSPECTIVES**

Les tontines et les micro-finances sont des organes sociaux et économiques qui regroupent en leur sein un ensemble de personnes issu de diverses origines. Les relations humaines n'étant pas des relations parfaites, on observe alors au sein de ces organes un ensemble de problèmes. Ceux-ci sont souvent liés aux humeurs, aux comportements, qui poussent à faire une évaluation globale sur la collaboration tontines- micro-finances. Cette collaboration a quelques fois connu des moments de refroidissements tant pour les tontines que pour les micro-finances ; surtout lors de l'acheminement des fonds. Selon un diagnostic du Ministère des Finances dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de la micro-finance, il ressort que 60% des Camerounais ne font pas confiance aux établissements de micro-finance et que 58% des personnes interrogées leurs préfèrent aux tontines, plus rémunératrices en terme d'intérêts et moins contraignantes en matière de garantie¹. La micro-finance est l'offre de services financiers de base aux ménages pauvres et à faible revenu ainsi qu'à leurs micro-entreprises. La micro-finance comprend plusieurs outils financiers, tels que l'épargne, le crédit, le crédit-bail, l'assurance et les transferts de liquidités.

Ce chapitre fait une lecture bilancielle, examine les zones d'ombre et ressort les perspectives de la relation tontines-micro-finances au Cameroun en général et singulièrement à Nkongsamba. Il présente les facteurs qui permettent d'analyser le type de partenariat qui existe entre les tontines et les micro-finances, puis ressort les différents problèmes rencontrés par ces deux organes sociaux et économiques dans le chef lieux du département du Moungo et se termine par l'énumération ou l'élaboration de quelques suggestions qui pourront aider pour une meilleure collaboration futur entre les tontines et les micro-finances dans la localité de Nkongsamba.

I. LECTURE BILANCIELLE DE LA RELATION TONTINES-MICRO-FINANCES À NKONGSAMBA

Le fonctionnement du système tontinier est déterminé par les notions de tour et de cycle ; s'y ajoute la notion de réunion. Le tour constitue le moment où un membre bénéficie des cotisations versées par l'ensemble des membres de la tontine ou d'un lot gratuit. Le cycle de la tontine est l'ensemble des tours : il est défini par la durée nécessaire au désintéressement de tous les membres. La réunion est l'assemblée des membres de la tontine, tenue chaque mois. Normalement, chaque réunion correspond à un tour, mais dans certains cas, pour

¹ Musa Shey Nfor, "Les camerounais préfèrent les tontines aux établissements de micro-finance", in *Investir au Cameroun*. <https://nvestiraucameroun.com>, consulté le 22 octobre 2021 à 16h00.

accélérer les choses, il est organisé lors de chaque réunion deux tours. Lors de chaque rencontre, une somme est remise aux bénéficiaires du jour et une partie est versée dans un établissement financier. Il naît ainsi et se développe un ensemble de relations entre les deux organes. Entre 1990 et 2018, les tontines et les micro-finances ont entretenu des relations dont le bilan peut être mitigé. D'une part, l'on assiste à l'enrichissement des micro-finances au détriment des tontines et d'autre part, l'on assiste au non-respect des délais de la part des associations qui contractent des prêts auprès des établissements financiers.

1. De la complémentarité entre les deux organes à l'enrichissement des micro-finances au détriment des tontines

Les tontines, comme l'innovation financière, provoquent deux effets combinés vis-à-vis du système financier officiel : un effet d'apport, un effet de concurrence. L'imbrication de ces deux effets comme leur poids respectif est variable selon les pays, mais les deux rapports de complémentarité et de substituabilité se traduisent souvent par la réintermédiation d'une partie de l'épargne informelle. Complémentarité dans la mesure où les tontines concourent au drainage de l'épargne et à l'octroi de crédit ; elles mobilisent une épargne nouvelle qui, sans elles, n'aurait pas été absorbée par le système officiel. Au niveau global, il y a un effet d'apport et les deux systèmes, officieux et officiel, peuvent coexister, exprimant les insertions sociales multiples des membres et la variété de leurs projets. L'appartenance simultanée est la règle². Les enquêtes de terrain ont montré que la présence ou l'absence d'une agence bancaire dans un village n'a pas d'influence sur l'augmentation ou la réduction du nombre des tontines. Une même personne peut donc, simultanément, avoir recours au système officiel et appartenir à une ou plusieurs tontines. Cette interpénétration des deux systèmes à travers la multi-appartenance de certains membres se double d'une complémentarité fonctionnelle. En ayant recours aux institutions financières officielles, les agents recherchent la sécurité et le secret de dépôt de leurs fonds. C'est la recherche du crédit qui semble à la base de la motivation économique de son adhésion à la tontine³. Les membres étant liés par des relations de confiance mutuelle, les prêts sont facilement accordés avec le minimum de formalités. C'est en tout cas souvent le seul accès au crédit pour des segments de marchés (les paysans par exemple) négligés par les institutions officielles. Enfin la complémentarité existe au travers des relations réciproques des deux institutions. Très généralement les tontiniers déposent leurs

² Lelart, *La tontine pratique...*, p. 339.

³ Y. Marché, "Les associations traditionnelles d'épargne et de crédit chez les Kotn du Cameroun", Thèse EPHESS, Paris 1978, p. 222.

fonds disponibles auprès des micro-finances. Quelquefois bien que rarement, ils obtiennent des crédits. Inversement, il n'est pas rare que pour accorder un prêt à un membre d'une tontine, la micro-finance demande la caution solidaire des autres membres.

Les informalités tontinières permettent alors au système officiel de mieux fonctionner. En s'y adossant, elles constituent un vecteur de réintermédiation de l'épargne informelle. Les informalités financières alternatives provoquent par ailleurs, comme toute innovation financière, des effets de substitution. Une fraction de l'épargne mobilisée dans et par les institutions officielles se déplace vers les informalités tontinières jugées plus attrayantes. Cette concurrence vis-à-vis des usagers conduit paradoxalement à un rapprochement des méthodes. Les micro-finances et associations officielles s'inspirent du fonctionnement informel et empruntent certaines de ses techniques : création d'agences locales, mise en place d'échelons de décentralisation, allègement des formalités, création de fonds de solidarité au sein des caisses, orientation des crédits vers des buts sociaux, etc⁴.

Réciproquement, les tontines, surtout lorsqu'elles prennent de l'importance, s'inspirent des méthodes du circuit officiel, notamment en matière de crédit, en matière de rémunération des épargnes, et plus généralement de taux d'intérêt. Leur structure socio-organisationnelle se rapproche de celle des institutions officielles : découpage des tâches, organigramme, caractère des prestations⁵. Ce mimétisme peut même conduire certaines tontines à se faire reconnaître officiellement, c'est-à-dire à entrer en concurrence directe avec les institutions officielles. Cette officialisation doit moins être considérée comme une intégration au système financier officiel qui leur ferait perdre l'essentiel de leur attractivité, que comme l'émergence d'une structure financière nouvelle⁶. Cet accès à l'officialisation constitue un élément de réintermédiation de l'épargne informelle.

Hors mis les débuts, la relation existante entre les tontines et les micro-finances est beaucoup plus favorable pour les établissements de micro-finances dans la mesure où ceux-ci fournissent sans cesse des efforts pour sortir gagnants de ce partenariat. Vu le statut que ces derniers occupent dans la société, celui de moyen de lutte contre la pauvreté, une partie de la population s'adonne entièrement à eux en y mettant toute leur confiance ; c'est là encore un moyen de se faire facilement la clientèle et ensuite mettre sur pied des stratégies pour en tirer

⁴ Lelart, *La tontine pratique...*, p. 340.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p. 341.

profits. On observe alors que les différents services donc la promotion est faite par les agents commerciaux de ces structures ne sont pas toujours accessibles de manière évidente par les clients ; ces derniers trouvent toujours un moyen de les contourner afin que les bénéfices soient enregistrés de leur côté.

On observe aussi le fait que les clauses bancaires ne sont pas toujours respectées. L'ignorance de certains membres des tontines poussent le personnel ou mieux la structure financière à avoir la main mise sur tous les fonds de la structure. Le plus souvent une étroite relation de confiance, d'amitié est installée entre le gestionnaire de compte et les mandataires mais les diverses mutations mettent souvent les clients dans la confusion et le nouveau gestionnaire peut faire preuve de malhonnêteté une fois que cela est constaté. Si dix associations présentent ce genre de difficultés, il est évident que soit le gestionnaire soit la structure en question bénéficie de cette autre forme d'enrichissement.

2. Non-respect des délais de remboursement des crédits

Le sens de la solidarité est à la base de la création de groupes de tontines au Cameroun en général et à Nkongsamba en particulier. Pour leur meilleur fonctionnement, certaines tontines souscrivent dans les établissements financiers et il se dégage des relations entre les deux organismes. Cette relation existante entre ces deux organes ayant pour élément de base les finances n'a pas été bénéfique uniquement pour les établissements de micro-finances. On observe des attitudes volontaires ou pas qui donnent la possibilité à certains groupes associatifs affiliés à ces entreprises de jouir de certains avantages. La micro-finance étant à la base un élément de lutte contre la pauvreté, un moyen qui permet aux "exclus" du système bancaire classique de jouir de certains avantages financiers, après lecture de plusieurs études scientifiques on a pu voir comment dans certains pays, régions et même dans les zones rurales des prêts étaient octroyés aux habitants qui y sollicitaient et ceci sans contrepartie, sans garantie.

Pour faire face à leurs difficultés, certaines tontines demandent des services aux établissements financiers. Sur 28 répondants, 18 demandent des aides aux micro-finances. L'existence d'une entente entre les membres tontiniers et les responsables des micro-finances, le respect des conditions et obligations contenues dans le règlement intérieur sont nécessaires pour une bonne continuité des relations entre ces deux partenaires. Mais des conflits naissent parfois et poussent à la disparition de certains groupes de tontines. Les précautions que les

responsables des micro-finances doivent prendre pour limiter l'entrée des tontines défaillantes consisteraient en une étude de la capacité d'effort à l'épargne d'une part, et du couple "honnêteté-honorabilité" du chef tontinier d'autre part. L'enquête a révélé que sur 27 répondants 10, soit 70 %, ont répondu qu'il n'y a jamais eu de conflits ouverts entre tontines et établissements financiers. Il en existe parfois (11 fois) et rarement (6 fois). Les causes de ces conflits sont diverses et la plus fréquente est le retard dans le versement⁷. Ces conflits ont été réglés à la fois par les membres des tontines et les responsables des micro-finances et par le président de l'association. Le recours à la police, au tribunal et autres n'a pas été cité comme voie de règlement des conflits ; ce qui est normal et correspond à l'idée de solidarité et d'entraide des membres.

Pour certains responsables d'associations, le fait de ne pas demander de garantie leur donnait la facilité de trainer avec l'argent autant de temps possible sans craindre de voir un de ses biens matériels être hypothéqué, sans respecter les délais de remboursement préétablis. D'autres personnes allaient même jusqu'à détourner ces sommes d'argent, fuir pour ne pas rembourser. En effet, étant donné qu'il n'y avait pas moyen de les poursuivre car aucune possibilité de les mettre une quelconque pression, ces derniers bénéficient alors d'une somme d'argent qui est soit mal géré et fini d'un coup ; soit bien géré et produit des bénéfices. Ce comportement de la population bénéficiant des aides de ces institutions de micro-finances pousse les responsables des établissements financiers à repenser les règles de coopération entre les deux entités. Aujourd'hui, un prêt ne se fait plus au sein des micro-finances si l'on ne possède pas un bien qui pourra servir de garantie ; et malgré cela le problème du non-respect des délais de remboursement persiste même s'il est moins fréquent⁸.

Aussi, on constate que, le non-respect des délais de remboursement de crédits est dû à la mauvaise adaptation des services qu'offrent les micro-finances à leur clientèle. Les services sont souvent très rigides pour des entreprises qui se disent être au service des démunis et des exclus bancaires que ce soit pour les modalités d'octroi des crédits, pour le temps mis pour l'obtention du crédit après demande, que ce soit pour les différents taux d'intérêts.

⁷ Yamendji Robert, 52 ans, chef agence CAMED, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

⁸ Songmene Marieus, 40 ans, contrôleur interne ACEP, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

II. PROBLEMES RENCONTRES PAR LES MICRO-FINANCES ET LES TONTINES A NKONGSAMBA

La capacité à s'installer dans la durée traduit l'immutabilité d'une structure ou mieux d'une entreprise⁹. Dans la ville de Nkongsamba, l'implantation des structures financières uniquement au centre de la ville donne moins de possibilité à la population installée dans les zones plus reculées de bénéficier de certains services. La compétitivité étant cet objectif qui permet de booster une structure de manière évidente voire même naturelle, elle ne passe pas sans laisser de traces au sein des EMF au Cameroun en général et dans la localité de Nkongsamba en particulier. Les populations de cette localité doivent non-seulement s'affronter entre elles, mais doivent aussi faire face aux obstacles que représentent les banques classiques et les groupes tels que les tontines. Montrer comment la non-implémentation des établissements de micro-finances dans tous les coins nécessaires de la ville de Nkongsamba et la concurrence existante entre l'ensemble des organes ayant pour fondement majeur les finances constituent des difficultés auxquelles font face les tontines et les micro-finances.

1. Non couverture de tout l'espace de Nkongsamba par les micro-finances

La non-couverture des micro-finances sur l'étendue de la ville de Nkongsamba est un véritable frein à la bonne marche de la relation existante entre les micro-finances et les groupes associatifs dans cette localité. Le chef-lieu du département du Mounjo est entouré d'une multitude de villages approximatifs. Une partie de la population ne voulant pas abandonner le suivi de ses activités dans ces petites zones pour s'installer en ville, préfère d'une manière ou d'une autre intensifier l'exercice de ses activités (beaucoup plus la vente après le retour des champs) sur place.

Au vu des différents tours qu'une partie de la population du Mungo effectue en ville durant la semaine, elle entend parler des micro-finances et de tous leurs avantages, sans oublier l'impact qu'elles peuvent produire. Dans ce cas, on aura d'une part les habitants qui sont vraiment intéressés et qui vont opter pour l'adhésion à la structure de leur choix, d'autre part, on aura ceux-là qui trouvent directement des excuses ou prétextes pour ne pas

⁹ Tchoupe Kamgang, "Le Marketing comme facteur de compétitivité des établissements de Micro-finance : cas du crédit mutuel", Mémoire de Maitrise en Economie de Gestion, Université Catholique d'Afrique Centrale, 2006, p. 82.

s'affilier¹⁰. Une fois affiliés, les adhérents se rassurent de faire des versements au moins une fois la semaine. Pour les débuts, les versements sont respectés mais au bout de quelques temps la fatigue du trajet s'installe, la peur de subir des violences physiques ou même de perdre l'argent lorsqu'il s'agit d'effectuer de gros dépôts devient répétitif¹¹. Lorsque les adhérents évaluent le coût du transport associé aux frais de transaction lors d'un retrait ils jugent bon de garder leur argent autrement car il y a perte, il prévoit aussi arrêter l'épargne une fois qu'ils ont demandé le retrait de tous les fonds possibles.

De même, le fait d'être centré uniquement au centre-ville a également un impact pour le personnel de ces structures financières en ce sens où les groupes associatifs sollicitant des prêts ne sont pas toujours servis à temps car la distance ne facilite pas très souvent une descente express sur le terrain. Ceci discrédite dans une certaine mesure l'entreprise financière en question. La proximité est idéale dans ces relations où l'argent est l'élément de base. S'il y avait eu la présence d'autres agences dans ces lieux éloignés, la clientèle des micro-finances aurait considérablement augmenté du fait que les habitants et les groupes associatifs existants dans ces zones se seraient intéressés et auraient développés encore plus de confiance vis-à-vis de ces institutions financières.¹² En effet, ceci aurait été une stratégie de plus face à la concurrence qui se vit dans la zone.

Pour plus de visibilité, de crédibilité, d'extension et de rentabilité, les établissements financiers situés dans le centre-ville de Nkongsamba devraient soit ouvrir des antennes sur place ou mettre sur pied des services de collecte quotidienne, hebdomadaire, voire mensuelle. Ce rapprochement voire cette proximité avec les populations rurales de la localité de Nkongsamba garantirait plus de sécurité aux différents épargnants. L'inexistence des services de recouvrement ou des démembrements des établissements financiers dans les périphéries de Nkongsamba, installe une vive concurrence entre micro-finances et tontines.

2. Concurrence entre différentes micro-finances et entre micro-finance et les tontines

Le taux de couverture géographique en services financiers fut amélioré par l'expansion des micro-finances où, même les zones les plus reculées ont accès à ses services. La quête permanente de la clientèle pousse ainsi ces institutions à s'intéresser à différentes catégories

¹⁰ O. Mpongo Olive, 37 ans, commerçante affiliée à SOFINA, Ndoungue, 04 septembre 2021.

¹¹ *Idem.*

¹² Tchoufack Gérald, 42 ans, habitant du village Mboriko, Barresoumtou, 04 septembre 2021.

de la population. Dans la ville de Nkongsamba l'on a constaté la présence d'environ dix (10) micro-finances concentrées au centre-ville laissant ainsi les zones retirées sans structures présentes. Avec une telle présence en milieu urbain, les micro-finances se retrouvent en concurrence entre elles soit avec les acteurs de développement qui produisent aussi des services micro-financiers au profit de la population susceptible d'être des clients potentiels pour la micro-finance. Cette concurrence se matérialise à travers les conditions d'accès aux différents services présentés. La mission sociale ayant pour but principal le bien être de la population, ces divers acteurs produisent des services à des taux d'intérêts largement inférieurs pouvant aboutir à des résultats tant souhaités¹³.

Pour ce qui est de la concurrence existante entre les différentes micro-finances présentes dans la ville de Nkongsamba, il est important de mentionner que le nombre des micro-finances existantes dans cette partie du Cameroun est connu. Cependant, on constate la présence des micro-finances qui exercent leurs activités au sein d'un réseau d'une part comme exemple on a MC² et la présence des EMF indépendantes d'autre part c'est le cas par exemple de SOFINA, CEC Cameroun. Notons que le fait d'appartenir déjà à un réseau donne plus de visibilité et met plus en confiance les différents adhérents ce qui pousse celles évoluant de manière indépendante à développer de nouvelles stratégies ou encore de mettre sur pieds certains produits qui attireront davantage la clientèle vers elles afin de la satisfaire dans leur marche. L'existence de certaines facilités est nécessaire pour la sécurisation de la clientèle déjà existante (une baisse considérable des taux d'intérêts, relance téléphonique, etc.) et parfois cela contribue au ralentissement de la performance de la structure dit-on "c'est un mal pour un bien"¹⁴. Le repos est proscrit car il laisse la possibilité au camp adverse de pouvoir rebondir. Certes la concurrence est rude mais certaines normes sont respectées et aucune IMF ne peut aller en dessous de cela juste pour être la plus aimée de la population.

Aussi, la loi de 1992 qui donne le droit et de larges possibilités aux personnes morales et ou physiques de mettre sur pied une entreprise afin d'atteindre certains objectifs communs va pousser plusieurs entrepreneurs à se lancer dans le domaine de la micro-finance tout en respectant certaines règles établies au préalable. Entre 1992 et 2009, la MC² a été la seule institution de micro-finance présente sur les terres de Nkongsamba et ce n'est qu'avec le

¹³ Mbiadjeu Roméo, 33 ans commerçant dans la ville de Nkongsamba, 03 septembre 2021.

¹⁴ Tchoupe Kamgang, "Le Marketing comme...", p. 98.

temps que les autres micro-finances vont s'installer dans le but d'agrandir leur portefeuille¹⁵. On va remarquer une réelle concurrence de la part de ces entreprises à partir de 2009. Ceci se manifeste au niveau des différentes politiques mises sur pied pour l'attraction de la clientèle. En effet, les établissements financiers nouvellement créés vont, non-seulement proposer des services qui en plus d'être moins élevés que ceux de la MC², doivent également être accessibles pour tous. De l'autre côté, l'entreprise la plus ancienne se doit également de doubler d'effort pour, non-seulement pouvoir atteindre les objectifs futurs mais aussi pour conserver la clientèle qu'elle possède déjà au risque de voir les fréquences d'épargne diminuer au profit d'un autre établissement ; ceci en restant constant sans toutefois devenir immobile afin de ne pas perturber la clientèle mais de pouvoir s'adapter aux différents changements.

Bien que n'appartenant ni à la catégorie d'institution financière, ni à celle d'acteurs de développement, la finance informelle à travers la tontine reste le principal moyen d'épargne et de crédit des habitants de la localité de Nkongsamba car plus l'on observe une multiplication des micro-finances, plus les tontines conservent en leur sein des clients potentiels pour ces institutions financières¹⁶. Présentes dans tous les quartiers, et touchant toutes les couches socio-économiques, les tontines proposent aussi des services d'épargne et de crédit à des conditions plus attirantes sans toutefois contrarier leur membre avec les différentes procédures administratives que demandent les établissements de micro-finances et accessibles par beaucoup de monde et forcément, représente un danger pour l'épanouissement des micro-finances dans cette localité. Le chef d'agence de la CAMED signale même dans ses propos que : "si nous parvenons à ramener toutes les tontines, au pire des cas tous les mouvements associatifs vers nous ce sera un combat gagné"¹⁷. De ces propos, on comprend directement que même si c'est de manière involontaire ces groupements de personnes à caractère économique ne favorisent pas la pleine expansion des micro-finances dans cette partie du Cameroun.

En plus des services d'épargne et de crédit, ces tontines ont également en leur sein des crédits scolaires, des aides et bien d'autres services présents également dans les établissements de micro-finances dans d'autres aspects. Les fournisseurs de crédits (qui sont les tontines dans ce cas), se montrent le plus souvent très compréhensifs envers leurs

¹⁵ Mbatchou Ambroise, 75 ans, greffier principal retraité et membre de MC², Nkongsamba, 07 novembre 2020.

¹⁶ Tchoupe Kamgang, "Le Marketing comme...", pp. 89-90.

¹⁷ Yamendji Robert, 52 ans, Chef d'agence CAMED, Nkongsamba 05 novembre 2020.

emprunteurs en ayant plus un penchant sur les solutions à l'amiable que sur les moyens forts qui vont à la limite frustrer les débiteurs¹⁸. Le plus souvent, ces solutions n'aboutissent pas à grand-chose, parfois même l'argent emprunté n'est pas remboursé et cela n'empêche pas que la prochaine fois ces derniers bénéficient encore d'un tel service car la tontine bien qu'elle pratique les finances, prône tout d'abord la solidarité avec ses membres. La compréhension ne peut qu'être au top vu l'existence des liens familiaux, amicaux entre les différents membres de la tontine ; ce qui n'existe pas au sein des micro-finances. En effet, au sein des établissements de micro-finances, le personnel développe moins l'esprit de confiance envers sa clientèle car tout ce qui importe est le contrat verbal ou écrit signé lors de la dette octroyée. Si le client rencontre des difficultés dans sa vie quotidienne, un moratoire ne peut pas être donné aussi facilement par une institution financière et pourtant au sein de la tontine, c'est une évidence, surtout si le membre a toujours été d'une bonne moralité¹⁹. Cet état de fait devient une source de motivation en donnant des conseils. Lorsque l'on essaie de comparer tous ces éléments perçus lors des descentes de terrain effectuées, l'on se rend réellement compte que les groupes associatifs ou les tontines seront toujours un obstacle pour les micro-finances que ce soit en termes des différents services offerts ou en termes de degré de confiance accordé aux différents membres.

3. Concurrence entre micro-finance et les banques classiques

Dans cette localité, on remarque également la présence des banques classiques qui, d'une manière quelconque fait de l'ombre aux IMF de la zone. Les banques classiques et les micro-finances sont des opérateurs économiques censés opérer sur des segments de marché bien distincts²⁰. En ce sens où on sait d'emblée que les micro-finances s'intéressent aux "pauvres" et les banques s'intéressent aux personnes ayant une certaine aisance, plus le temps passe, l'on se rend compte que celles-ci en plus de discuter au niveau de la clientèle, développent également des options qui autrefois, étaient propres à un organe précis. C'est le cas de la présence des cartes visa, des chéquiers au sein de certaines micro-finances comme c'est le cas chez FIGEC²¹ et le développement des services propres aux Très Petites

¹⁸ Njomba François, 52 ans, Président Elites Baneka, Barresoumtou 04 septembre 2021.

¹⁹ La tontine encourage le plus souvent les membres qui ont une bonne moralité celui-ci peut alors faire face à une grande difficulté à un moment donné de sa vie et opte pour un crédit qui naturellement sera accepté s'il remplit les conditions l'échéance étant arrivée ne possédant pas la somme emprunté sollicite un moratoire. Ce moratoire n'est généralement pas accordé à tout le monde car la mentalité du client compte, par contre au sein des EMF peu importe la régularité du client une fois l'échéance atteinte ce sont les garanties qui commencent à être touchées.

²⁰ Tchoupe Kamgang, "Le Marketing comme...", p. 80.

²¹ Yonkeu Eveline, 36 ans, Responsable du crédit FIGEC, Nkongsamba, 04 septembre 2021.

Entreprises (TPE) comme on le constate avec la CCA. Cette menace se fait plus ressentir au niveau de l'octroi du crédit. En effet, les micro-finances sont contraintes de proposer des crédits plus élevés parfois même avec une garantie de rien du tout et une longue maturité aux clients groupes qui possèdent dans leur compte des fonds considérables pour éviter que ceux-ci ne les retirent afin d'aller les reverser dans une banque classique²². En effet, vu les conditions assez difficiles pour l'ouverture d'un compte dans une banque classique, la population manifeste toujours à un moment ce besoin de vouloir souscrire à une banque renommée. Les moyens étant limités, elle utilise très souvent la micro-finance comme une caisse qui facilite l'accumulation des fonds et une fois un montant raisonnable atteint, le groupe ou l'individu opte pour un retrait afin d'aller reverser au sein du compte épargne ouvert au sein d'une banque classique pour être également éligible lors du besoin d'un prêt d'argent²³. Cette technique est généralement utilisée par les commerçants (qui se font de petits bénéfices journaliers) et les groupes associatifs (n'épargnant pas de gros montant pourtant possèdent des projets avenir) qui ne peuvent pas épargner gros en un seul tour. Dans ce cas, les banques classiques demeureront toujours un obstacle pour l'épanouissement des micro-finances de la place. Cette crainte vient du fait que les crédits bancaires sont parfois moins coûteux et l'éveil du client est une perte pour ces institutions de micro-finances qui ne collaborent pas avec les banques classiques. Une fois que les clients seront instruits ou informés sur la manière donc fonctionnent les banques classiques et les avantages qui en ressortent en tant qu'adhérent, ils trouveront plus d'intérêts à domicilier leurs fonds au sein de ces banques que des micro-finances bien que les coûts de transaction ne sont pas les mêmes et sont parfois plus élevés.

Certes, ces conditions de travail des micro-finances sur un autre point de vue peuvent faire l'objet d'un travail scientifique où la concurrence se voit considérée comme un facteur de performance de ces institutions financières. Cependant cette étude montre le combat qui s'opère sur le marché de la satisfaction des clients et des suggestions pour mener à bien la relation tontine-micro-finance, micro-finance-banque classique, et micro-finances-micro-finances dans la ville de Nkongsamba sont d'une importance capitale. Face à tous ces différents problèmes, quelques recommandations peuvent être faites.

²² F. Léon et P. Baraton, "La concurrence croissante entre banques et institutions de micro-finance", in *Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)*, 2018, p. 3.

²³ Epoh Martin, 45 ans, ex-mutualiste CAMED, Nkongsamba, 07 novembre 2020.

III. PERSPECTIVES POUR UNE MEILLEURE COLLABORATION TONTINES-MICRO-FINANCES

Cette partie intervient après avoir ressorti les fondements, la typologie et le mode d'organisation des tontines et des micro-finances, montrer la synergie tontines-micro-finances, présenter les effets des tontines sur la performance des micro-finances et l'apport de celles-ci aux tontines en Nkongsamba et aussi avoir fait une lecture bilancielle de la relation tontines-micro-finances et mentionner les problèmes auxquels font face les tontines et les micro-finances, au vue des différents points observés sur le terrain, on retrouve dans cette partie du travail des suggestions qui pourraient faciliter une meilleure collaboration entre ces deux organes et permettre le développement de la localité de Nkongsamba.

1. Pour une implication des autorités administratives

Les tontines semblent comporter les principaux caractères des activités économiques informelles. En effet elles s'exercent dans un cadre qui est généralement en marge de la légalité; sans être systématiquement illégales²⁴, elles sont généralement tolérées par la législation. Dans la localité de Nkongsamba, l'on remarque la présence d'un nombre conséquent des groupes associations reconnus par l'administration et bon nombre jusqu'ici non-reconnus. Il est de ce fait difficile d'avoir une idée exacte sur le nombre de groupes associatifs que comptent les trois (03) arrondissements de la localité de Nkongsamba. En effet, les autorités administratives de cette localité se contentent juste de délivrer un récépissé une fois que les personnes physiques ou morales représentant l'association remplissent toutes les conditions requises. Entre 1990 et 2018, environ 275 associations sont officiellement reconnues par les autorités compétentes de la ville de Nkongsamba²⁵. La difficulté à connaître le nombre exact des associations légales à Nkongsamba réside dans le fait que les autorités administratives ne s'impliquent pas dans les affaires associatives de la localité.

On constate que des stratégies ne sont pas mises en place pour booster en plus des associations, les micro-finances afin que leur partenariat connaisse encore plus des moments de joies comme l'affirme le troisième (3^{ème}) adjoint au préfet de cette localité. Pour lui, " nous ne faisons pas de séance foraine pour leur demander de se légaliser pour bénéficier de tel

²⁴ Lespes, " Les informalités tontinières...", p. 329.

²⁵ Ntye'e Ze Steve Patrick, 35 ans, troisième adjoint préfectoral, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

ou tel avantage bancaire"²⁶. Les autorités administratives ne s'intéressent pas à la légalisation des tontines encore moins aux méthodes qui pourront faciliter leur recensement dans la ville de Nkongsamba. De par ces mots on comprend le degré de laxisme de ces responsables administratifs face au bien être de la population. Vu la place majeure qu'elles (les tontines) occupent dans le cœur de la population, les autorités administratives de cette localité auraient dues utiliser cette pratique pour rehausser l'aspect social et même économique de cette partie du Cameroun qui évolue depuis plusieurs années dans la précarité²⁷. Mais, les enquêtes de terrain ont permis de comprendre que c'est lorsqu'une association manifeste volontairement le besoin de se légaliser que les autorités compétentes profitent pour les légaliser. Lors de cette procédure de légalisation, de sensibilisation, les autorités administratives profitent pour donner à ces divers groupes associatifs certaines informations utiles pour la bonne marche de leur association et la gestion de leurs ressources financières afin d'éviter certaines frustrations ou problèmes internes²⁸. Comme sensibilisation, elles rappellent et informent ces groupes associatifs sur la nécessité d'adhérer à une institution financière mais aussi d'y domicilier leurs fonds.

Cependant, plusieurs associations qui évoluent dans l'anarchie ne savent même pas qu'il est possible d'être reconnue par la loi, et ne connaissent pas les avantages qui accompagnent un tel acte. Les autorités du chef-lieu du département du Moundou se doivent de développer davantage des stratégies qui vont pousser les populations rurales à être légales même dans l'informel. Leur non-implication favorise souvent la perte de certains avoirs par des hommes peu honnêtes cheminant au sein de ces tontines étant donné que les autres membres sont peu informés sur les méthodes de rebondissement en cas de litige. Les campagnes de sensibilisation seront toujours nécessaires pour véhiculer la bonne information. Les autorités administratives doivent tout de même aussi s'intéresser aux différents établissements de micro-finances afin de s'assurer que ceux-ci remplissent toutes les conditions pour être là et ne représentent pas un danger pour les populations qui leur ont fait confiance. De même, en cas de faillite ou de détournement, ces autorités doivent tout de même aider la population à pouvoir retrouver ne serait-ce qu'une partie de leurs revenus tout en fournissant des méthodes adéquates afin d'aller jusqu'au bout de cette difficulté.

²⁶ Ntye'e Ze, 35 ans, troisième adjoint préfectoral, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

²⁷ D. Tchamgme, "La Population de Nkongsamba : structures et problèmes", in, *cahiers d'outre-mer*, n° 147, 1984, pp. 283-285.

²⁸ Ekole Sévérin, 48 ans, Président Equipe du dimanche, Nkongsamba 06 novembre 2020.

Toutefois, les autorités administratives ne sont pas les seules à pouvoir s'impliquer s'il faille produire une meilleure collaboration entre les tontines et les micro-finances dans la localité de Nkongsamba. Ces deux organes (tontine, micro-finance) aussi se doivent d'améliorer certains points personnels pour faciliter leurs rapports.

2. Pour une implication des membres des micro-finances et des tontines

La relation tontines-micro-finances dépend aussi du comportement des membres des tontines et du fonctionnement du personnel de la structure financière. Concernant les groupes associatifs et leurs membres, leur responsabilité n'est pas à négliger dans les problèmes auxquels fait face cette relation. Les tontines doivent tout d'abord développer en elles l'envie de vouloir faire de leur association un groupe reconnu aux yeux de la loi et bénéficier des avantages de ce statut. La légalisation favorise le règlement de conflits de façon interne ou externe, donne la possibilité aux groupes associatifs de pouvoir s'affilier à une institution financière²⁹. Une fois que l'affiliation est effective, il serait donc nécessaire pour ces derniers de suffisamment s'informer sur l'institution financière qu'est la micro-finance, de connaître son mode de fonctionnement et surtout les avantages et les inconvénients qui en découlent une fois que l'on est membre ; être capable de demander ses droits face à cette institution car coûte que vaille chaque adhérent remplit ses devoirs envers la structure.

Aussi, les membres de ces groupes associatifs doivent non-seulement être instruits pour participer de façon véritable aux différents entretiens avec soit le gestionnaire de compte, le responsable de crédit et le collecteur mais aussi pour mieux comprendre le fonctionnement afin d'éviter des surprises désagréables comme la diminution du solde au sein d'un compte sans toutefois connaître la raison véritable. Les groupes associatifs se doivent d'être davantage vaillants et la confiance qu'ils mettent en leur partenaire ne doit pas les empêcher d'être assez prudents et de revendiquer lorsqu'une incohérence est constatée. Ces groupes doivent savoir compter sur eux-mêmes, sur leur épargne, ce qui va favoriser leur apprentissage de la responsabilité économique et leur transformation mentale.

Pour ce qui est des micro-finances, il est primordial que celles-ci améliorent également leur fonctionnement afin de favoriser une meilleure collaboration avec les tontines. Comme le sont déjà certaines IMF dans la ville de Nkongsamba à l'instar de ACEP, il est important que les autres institutions financières présentes sur ces terres trouvent un moyen de s'affilier à une

²⁹ Mbella Eithel, 48 ans, ex-président la Cuvée pastorale, Nkongsamba, 06 novembre 2020.

micro-assurance. La micro-assurance s'affiche avec des objectifs sociaux de protection d'une population n'ayant pas accès aux assurances traditionnelles. Dans certains pays d'Europe et même d'Afrique, les assurances santé sont coûteuses et réservées aux personnes ayant un portefeuille assez lourd ne voulant pas être suivies par le secteur public de santé et pourtant la micro-assurance se doit d'être un produit à bas prix³⁰. Cette affiliation ou mieux collaboration permettra de mieux améliorer non-seulement la performance de ces micro-finances au travers des groupes associatifs mais aussi de permettre à ces groupes associations d'être plus épanouis dans leurs différents projets. En pensant ainsi, le problème sur le non remboursement des crédits par les emprunteurs et le respect des échéances fixés sera d'une part résolu. En effet, les fonds empruntés ne seront plus utilisés pour des problèmes de santé par exemple, les détournements se verront diminuer et la structure financière se verra mieux protégée contre les risques d'impayés.

De même, pour une meilleure collaboration, il serait préférable que ces institutions de micro-finances fixent les taux d'intérêts de façon égale que ce soit pour les épargnes ou pour les prêts afin que les bénéfices soient partagés de manière équitable. L'on constate au vu du travail de terrain effectué que, les intérêts d'une épargne peuvent être multipliés par trois (03) afin d'obtenir le taux d'intérêts d'un prêt effectué au sein de cette même institution financière par la même association. Par exemple au sein de la CEC de Nkongsamba si l'on épargne 100.000 FCFA, au bout d'une année, cet argent aura produit environ 6.000 FCFA donc 106.000 FCFA seront reversés et pourtant si l'on emprunte cette même somme d'argent dans cette même structure financière, l'on se retrouvera entrain de verser environ 125.000 FCFA en fin d'année soit 25.000 FCFA d'intérêts³¹. Dans ce même sens, les micro-finances doivent opter pour des prêts pas à long terme mais à moyen terme ce qui donnera encore plus de possibilité aux emprunteurs de mieux s'organiser afin d'investir sur des activités ayant des rentabilités assez conséquentes et pouvant s'élargir sur une longue période. L'accessibilité rapide des prêts à court terme explique rapidement l'abondance des commerçants que des agriculteurs financent par la micro-finance dans les zones rurales. Le constat est clair, les activités agricoles ne peuvent pas produire des données fiables sur une courte durée. Ceci parce que les montants de crédits possibles d'obtenir sont très souvent négligeables, du coup les raisons qui poussent souvent à contracter un crédit sont rapidement oubliées et les

³⁰ M. Labie et al., "Micro-finance et micro-assurance santé : réflexions sur des articulations possibles à partir de quelques expériences au Bénin et au Burkina Faso", in, *Mondes en développement*, n° 139, 2007, p. 60.

³¹ Mintom Audrey, 25 ans, agent commercial CEC-Cameroun, Nkongsamba, 05 novembre 2020.

bénéficiaires optent pour la mise sur pied d'une activité productive sur une courte durée malgré les faibles bénéfices disponibles³². L'amélioration du type et de la durée du crédit disponible est nécessaire pour une meilleure collaboration entre les groupes associatifs qui le plus souvent penchent pour des activités à long terme et les institutions de micro-finances.

Aussi, si la micro-finance est considérée comme un moyen de lutte contre la pauvreté comme le mentionnent plusieurs auteurs, elle se doit dans ce cas de s'intéresser aux plus démunis car, plus les années passent, plus l'on se rend compte qu'elle s'éloigne véritablement de son objectif premier. On a constaté lors de l'enquête de terrain que ces structures financières ne s'intéressent plus aux individus qui ne peuvent pas leur fournir grands choses (cas d'ACEP Cameroun). Il serait donc bon que cet organe financier ne s'éloigne pas trop de son objectif premier qui était d'éradiquer la pauvreté par le biais des plus démunis afin que l'on retrouve une finance pour tous et évite de créer par des attitudes autres une crise de confiance qui poussera la population à se replier davantage sur les tontines. Car on constate que les pauvres parmi les pauvres ne sont pas éligibles aux divers crédits³³.

3. "Micro-financiarisation" des tontines

Les informalités tontinières se sont largement développées, diversifiées, voire transformées et ont parfois constitué le fondement de nouvelles pratiques et institutions financières. En effet, des banques, des organismes de financement, des mutuelles de protection sont des tontines transformées. Elle consisterait à faire des tontines, des intermédiaires entre le public (notamment les petites gens) et les micro-finances, aussi bien pour la collecte des dépôts, que pour l'octroi des crédits et le recouvrement des créances. Cela suppose une organisation juridique de la tontine et une intégration des tontines. L'on assiste ainsi à une réglementation de la tontine. En effet, de même que l'activité financière est réglementée, il est clair que la création de passerelles entre les micro-finances et les tontines suppose une réglementation de ces dernières. Une telle législation viserait non seulement à reconnaître aux tontines une utilité publique, mais encouragerait les épargnants à le faire dans le cadre de ces associations et inciterait à un emploi productif des sommes réunies. Une loi sur les tontines devrait cependant rester une "loi cadre"³⁴, laissant la place à des pratiques locales

³² O. Ckouekam, "Relatio entreprise-clients et performance : le cas des établissements de micro-finance au Cameroun", Diplôme d'Etudes Approfondies en sciences de gestion, Yaoundé II, 2008, p. 66.

³³ I. Guérin et al., "Micro-finance : effets mitigés sur la lutte contre la pauvreté", *Annuaire suisse de politique de développement*, N° 26, 2007, p. 105.

³⁴ La préparation d'un tel texte présuppose, pour être efficace, un débat ouvert aux établissements financiers, aux "tontineurs", aux hommes d'affaires, aux chercheurs, etc. S'il était laissé aux seuls soins de quelques

ou régionales ; elle ne devrait intervenir qu'en dernier ressort, lorsque seront épuisées toutes les possibilités coutumières de résolution de contentieux. En effet, un droit des tontines, s'il est nécessaire, ne devrait "pas aller trop loin, car le succès des tontines tient à leur souplesse et donc à leur caractère informel. Vouloir les mettre dans un moule rigide serait une grave erreur". D'autre part, s'il est clair qu'il revient à l'Etat d'inciter, "il ne doit pas lui-même créer des tontines, comme il a créé souvent des coopératives ou ouvert des caisses d'épargne... sans vraiment réussir"³⁵.

En contrepartie du service de collecte d'épargne et d'évaluation du risque des prêts que les tontines peuvent proposer aux banques, celles-ci assureraient une espèce de compensation entre les tontines, en prêtant aux tontines à besoin de financement les avoirs des tontines excédentaires. Cela suppose bien entendu que les tontines disposent chacune d'un compte dans un établissement financier. Mais l'on peut envisager d'autres formes d'association micro-finance-tontine. En effet, un exemple de contrat possible est celui qui s'apparente au plan d'épargne-logement. L'épargnant participerait à la tontine et, au bout d'un nombre de versements suffisants pour attester de sa capacité d'épargner de façon durable, il aurait le droit de lever un montant suffisant pour constituer l'apport personnel nécessaire à l'obtention d'un prêt pour financer la construction (ou l'achat) de son logement. La tontine pourrait, au surplus, avaliser le sociétaire qui s'endette. Comme on l'entrevoit, il est impossible d'épuiser les formes possibles d'association micro-finance-tontine, car il s'agit d'une matière où l'imagination des responsables des micro-finances et les "plans" des épargnants pourraient se rencontrer pour créer une gamme diversifiée de produits de façon à répondre, au plus près, aux demandes de chaque type d'épargnant-emprunteur³⁶.

Le quatrième chapitre de ce travail a traité des Relations tontines-micro-finances : lecture bilancielle, zones d'ombre et perspectives. Il a été divisé en trois grands axes. Le premier axe a fait la lecture bilancielle de la relation tontine-micro-finance, le deuxième axe a mis en exergue les problèmes rencontrés par les micro-finances et les tontines à Nkongsamba

technocrates, experts d'arithmétique fiscale, promoteurs de règlements rigides, amateurs de contrôle tatillons et gestionnaires zélés de bureaucraties destinées à veiller au respect de règles dont ni l'utilité sociale, ni l'efficacité économique ne sont évidentes, le droit de la tontine serait voué, comme celui du travail, à ne régler qu'une fraction marginale de son champ d'application.

³⁵ J. U. Holst J.U. propose par exemple que les textes relatifs aux tontines "pourraient inclure les dispositions suivantes. a) chaque association devrait obtenir une autorisation; b) l'organisateur doit fournir un dépôt initial ou une garantie bancaire; c) les statuts doivent être immatriculés et d) la durée du cycle et le montant des contributions doivent être limités".

³⁶ M. Lelart, "Les informalités financières : le phénomène tontinier", Communication avec Actes au Colloque international sur les pratiques informelles comparées de Nouakchott, 1988, p. 251.

tandis que le troisième axe a évoqué des perspectives pour une meilleure collaboration tontines-micro-finances à Nkongsamba. Au regard de tout ceci, bien que les micro-finances tirent une grande partie de leurs financements auprès des groupes associatifs, la relation tontines-micro-finances reste une collaboration de "gagnant-gagnant en faveur des micro-finances".

CONCLUSION GENERALE

La recherche menée sur "Tontines et performances des petites et moyennes entreprises financières dans la ville de Nkongsamba de 1990 à 2018", montre qu'il existe réellement une collaboration entre les tontines et les établissements de micro-finances dans laquelle les groupes associatifs jouent un rôle remarquable. Ce partenariat provient d'un ensemble de fondements historiques qui a permis de ressortir les types de tontines et les catégories de micro-finances existantes dans le Cameroun en général et particulièrement dans la ville de Nkongsamba. Cependant, ces organes ont longtemps œuvré sur le plan social et ceci est visible au travers de leur but premier. Leurs objectifs premiers furent tour à tour : la consolidation des liens existants entre les personnes partageant une même culture ou encore un même environnement et faciliter l'insertion des pauvres dans une vie active tout en leur donnant la possibilité d'accès dans les finances. On parle véritablement de cette relation au Cameroun après que ces deux organes constitués de personnes physiques et morales soient reconnus au travers des lois de 1990 et 1992 bien que les tontines existaient déjà mais de manière anarchique et archaïque que ce soit dans d'autres localités du Cameroun qu'à Nkongsamba et ce n'est qu'à partir de 2005 qu'on observe l'implantation de la première micro-finance dans cette localité du Cameroun. Vu les difficultés auxquelles faisaient face ces groupes associatifs, on a assisté à la naissance d'une relation étroite et pourquoi pas privilégiée d'avec les tontines. Au fil du temps et au regard de l'évolution de cette relation, l'on s'est donné pour mission centrale tout au long de cette recherche d'apprécier la contribution des tontines dans la performance des PME financières dans la ville de Nkongsamba.

Ce travail a permis de développer les fondements, la typologie et le mode d'organisation des tontines et micro-finances dans la localité de Nkongsamba. L'on a pu montrer que le phénomène des tontines dans la localité de Nkongsamba est tributaire à l'installation des populations venues des autres localités du Cameroun. Cette population, afin de conserver des liens et d'acquérir de nouvelles expériences avec les peuples trouvés sur place, va mettre sur pied de petits groupes qui leur permettraient de consolider les liens afin de surmonter les difficultés du quotidien. Aussi, importe-t-il de relever les encouragements des élites et du gouvernement camerounais à l'endroit de pareilles initiatives. La question du développement participatif a également joué un rôle très favorable pour l'éclosion des institutions nommées tontines dans la ville de Nkongsamba.

De même, ce travail a permis de mettre en lumière la synergie tontines-micro-finances dans la ville de Nkongsamba au travers de certains facteurs et l'on a pu constater qu'il

n'existe pas de facteurs plus grand ou plus influent que d'autres et c'est la combinaison de tous ces facteurs, économiques et sociaux qui concourent à l'adhésion aux micro-finances et qui justifient le choix de ces établissements financiers par les associations. Une fois après avoir adhéré à ces institutions financières, les tontines seront des facteurs déterminants dans le développement des entreprises financières. Ce travail ressort également les effets des tontines sur la performance des micro-finances et l'apport des micro-finances aux tontines à Nkongsamba. Et au regard de tout ceci, l'on s'est rendu compte que les micro-finances tirent une grande partie de leurs financements auprès des groupes associatifs et de leurs membres qui deviennent à leur tour des adhérents de qualités. Bien que les tontines bénéficient à leur tour des avantages que leur offrent ces micro-finances en tant que client-groupe, les bénéfices ne sont pas toujours de manière égale, et les rapports entre ces deux institutions rencontrent certainement des difficultés durant leur cheminement.

Aussi, ce travail fait une lecture bilancielle, ressort les zones d'ombres et donne des perspectives possible dans la relation micro-finances-tontines et permet de comprendre que bien que les micro-finances tirent une grande partie de leurs financements auprès des groupes associatifs, la relation tontines-micro-finances reste une collaboration de "gagnant-gagnant en faveur des micro-finances".

Cette étude a permis de mettre en lumière l'impact des fonds déposés par les tontines au sein des micro-finances sur leurs performances. Elle a été possible grâce aux différentes sources (orales, écrites et iconographiques) recueillies, collectées et exploitées lors des diverses enquêtes sur le terrain. Les méthodes diachronique, synchronique et pluridisciplinaire utilisées ont conduit à démontrer l'importance de l'adhésion des groupes associatifs au sein des micro-finances en tant que clients groupes et en tant que facilitateur dans la création des comptes individuels par les membres de ces associatifs. Cette présence va déterminer et booster les chiffres au sein de la structure dans laquelle il y'a affiliation des associations. Au fil des ans, cette relation s'est notamment améliorée au point de pousser d'autres structures à installer leurs agences au sein de cette localité.

Bien que les micro-finances contribuent à l'épanouissement de la population et les accompagnent dans l'élaboration de leurs projets, celles-ci bénéficient et gagnent en ayant en leur sein des groupes associatifs. Ceci dans la mesure où les fonds déposés par ces tontines contribuent à la liquidité de l'entreprise, plus le nombre de groupes associatifs est croissant au

sein d'une entreprise financière, plus les chances d'avoir de nouveaux comptes individuels sont élevées. Les groupes associatifs sont d'un très grand apport au sein de ces institutions financières car participent aussi à la bonne gestion du personnel. De même, la micro-finance dans sa quête de nouveaux clients, en particulier les groupes associatifs, sont dans l'obligation de se perfectionner, d'améliorer certains de leurs produits pour non seulement fidéliser la clientèle, mais aussi la conserver ; la tontine comme concurrent de l'établissement financier lui permet de faire sortir la meilleure version d'elle, de développer de nouvelles stratégies managériales afin d'être l'allié idéal.

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation de recherche

Annexe 2 : Guide d'entretien

Annexe 3 : Autorisation d'entretien avec le 3^{ème} adjoint préfectoral

Annexe 4 : Autorisation d'exploitation des Archives de la CEC-CMR

Annexe 5 : Autorisation d'entretien avec la Régionale Cameroun

Annexe 6 : Autorisation d'entretien avec ACEP-Cameroun

Annexe 7 : Autorisation d'exploitation des archives MC²-MUFID

Annexe 8 : Autorisation d'entretien avec le Directeur de la CAMED

Annexe 9 : Autorisation d'exploitation d'archives de la MMCCUL

Annexe 10 : Fiche présentant les conditions d'accès au crédit des associations au sein d'Acep Cameroun 2020

Annexe 11 : Fiche présentant les conditions d'ouverture de compte au sein de la CEC Cameroun

Annexe 12 : Fiche présentant les différents comptes existants au sein de la CAMED

Annexe 13 : Fiche présentant les conditions d'adhésion au sein de la MMCCUL

Annexe 14 : Fiche présentant les différents financements au sein de l'ACEP

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE RECHERCHE

ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN

**ANNEXE 3 : AUTORISATION D'ENTRETIEN AVEC LE 3^{EME} ADJOINT
PREFECTORAL**

**ANNEXE 4 : AUTORISATION D'EXPLOITATION DES ARCHIVES DE LA CEC-
CMR**

**ANNEXE 5 : AUTORISATION D'ENTRETIEN AVEC LA REGIONALE
CAMEROUN**

ANNEXE 6 : AUTORISATION D'ENTRETIEN AVEC ACEP-CAMEROUN

ANNEXE 7 : AUTORISATION D'EXPLOITATION DES ARCHIVES MC²-MUFID

**ANNEXE 8 : AUTORISATION D'ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DE LA
CAMED**

ANNEXE 9 : AUTORISATION D'EXPLOITATION D'ARCHIVES DE LA MMCCUL

**ANNEXE 10 : FICHE PRESENTANT LES CONDITIONS D'ACCES AU CREDIT
DES ASSOCIATIONS AU SEIN D'ACEP CAMEROUN 2020**

**ANNEXE 11 : FICHE PRESENTANT LES CONDITIONS D'OUVERTURE DE
COMPTE AU SEIN DE LA CEC CAMEROUN**

**ANNEXE 12 : FICHE PRESENTANT LES DIFFERENTS COMPTES EXISTANTS
AU SEIN DE LA CAMED**

**ANNEXE 13 : FICHE PRESENTANT LES CONDITIONS D'ADHESION AU SEIN
DE LA MMCCUL**

**ANNEXE 14 : FICHE PRESENTANT LES DIFFERENTS FINANCEMENTS AU
SEIN DE L'ACEP**

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages

- Batistella D., *Théorie des Relations Internationales*, Paris, Presses des Sciences Politiques, 3^e édition, 2009.
- Bitanga A., *Le travail des personnes vulnérables*, Paris, crevât, 2013.
- Bloch M., *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand colin, 1947.
- Boutchang A., *Réflexion sur l'institutionnalisation d'un système financier éprouvé*, Paris, Editions Universitaires Européennes, 2008.
- Lelart M., *La tontine pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, Montrouge, Ed. John Libbey Eurotext, 1990.
- Mckinnon, *Money and capital in Economic Development*, Washington, the Institution, 1973.
- Shaw E. S., *Financial deepening in Economic Development*, New-York, University Press, 1973.
- Merle M., *Sociologie des Relations Internationales*, Paris, Dalloz, 2010.
- Nzemen M., *Tontines et développement ou le défi financier de l'Afrique*, Yaoundé, Presses Universitaires du Cameroun, 1993.
- Pokam J., et al, *L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du Sud-Cameroun*, Paris, Cifor, 1999.
- Verley P., *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIème siècle au début du XXème siècle*, Paris, Hachette, Coll. "Carré Histoire", 1999.

2. Thèses et mémoires

2.1.Thèses

- Lekane D., "Micro finance et développement communautaire au Cameroun : le cas du réseau des mutuelles communautaires de croissance (MC²)", Thèse de doctorat/ ph.D en Géographie Rurale, Université de Yaoundé I, 2011.
- Marché Y., "Les associations traditionnelles d'épargne et de crédit chez les Kotn du Cameroun", Thèse EPHESS, Paris 1978.

2.2. Mémoires

- Bahati D., "Tontines et développement dans le groupement Bashali Mokoto à Masisi en RDC", Mémoire en Economie, Université de Goma, 2011.
- Ckouekam O., "Relation entreprise-clients et performance : le cas des établissements de micro-finance au Cameroun", Diplôme d'Etudes Approfondies en sciences de gestion, Yaoundé II, 2008.

Ebanda J., "Création picturale inspirée de l'histoire d'une ville camerounaise : cas de Nkongsamba", Diplôme d'Etude en Art Plastique, Université de Douala, 2011.

Ella-Menye R. H., "Pertinence de l'approche projet adoptée par l'initiative PPTE au Cameroun : cas de la promotion des mutuelles de santé ou micro assurances santé, expert en planification et gestion des projets", IFD-Yaoundé, 2007.

Nana Kuindja R., "Réglementation prudentielle et performances du système bancaire au Cameroun", Mémoire de Master en Sciences Economiques, Université de Yaoundé 2, 2010.

Tchoupe Kamgang, "Le Marketing comme facteur de compétitivité des établissements de Micro-finance : cas du crédit mutuel", Mémoire de Maitrise en économie de gestion, Université Catholique d'Afrique Centrale, 2006.

3. Rapports

CEMAC, règlement n° 01/17/CEMAC/UMAC/COBAC, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de micro-finance dans la CEMAC.

COBAC, règlement cobac EMF R-2017/05 fixant les conditions et modalités d'agrément des établissements de micros finances, de leurs dirigeants et de leurs commissaires aux comptes.

Conformément à la recommandation de la commission européenne 2003/361/ec du 06 mai 2003.

Décret N°2008/1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères qui permettent de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise.

FAD, Rapport d'achèvement du programme d'ajustement structurel (PAS II), 2001.

Loi n°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association au Cameroun.

Loi N°92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune.

PNUD, "La prochaine frontière : le développement humain et l'anthropocène", Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2014.

Règlement n° 1/17/CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux conditions d'exercice de contrôle de l'activité des micro-finances dans la CEMAC.

Règlement COBAC emf R-2017/03 portant fixation du capital social minimum des établissements de micro-finances de deuxième et troisième catégorie.

Règlement COBAC, chapitre 3, commission bancaire, relatif aux conditions et modalités d'agrément des établissements de micro-finances.

4. Articles de revue, presses et périodique

Abena Etoundi M. J., "La longue crise économique des années 80 : efforts de redressement et répercussions socio-économiques au Cameroun", in *African Journal Of Literature And Humanites*, vol 1, 2020, pp. 76-86.

Akoten J., Y. Sawada et K. Otsuka, "The Determinants of Credit Access and Its Impacts on Micro and Small Enterprises: The Case of Garment Producers in Kenya", *Economic Development and Cultural Change*, 54(4), 2006, pp. 900-959.

Bekolo C., E. Beyina, "Le Financement par capital risque dans les PME innovantes : le cas spécifique des PME innovantes camerounaises " dans, *Innovations*, N° 29, 2009, pp. 160-198.

Bekolo Ebe B., "Le système des tontines : liquidité, intermédiation, comportement d'épargne", revue *d'économie politique*, N°4, 1989, pp. 600-632.

Berlot J. P., " L'ajustement structurel dans les pays en développement. Une analyse de la faisabilité", in *Revue économique*, n° 49, 1998, pp. 1135-1186.

Besley T. et al., "The Economics of Rotating Saving and Credit Associations", *The American Economic Review*, 83, 1993, pp. 790-840.

Biao B. et al, "Endettement extérieur et développement humain au Cameroun", *service œcuménique pour la paix, collection, économie et conflit*, 1999, pp. 36-76.

Callier P., "The Informal Finance : Rôle of Roscas : Rotating Saving and Credit Association and Interpretation", *Kyklos*, 43, 1990, pp 166-208.

Calomiris C. et I. Rajaraman. "The Role of Roscas: Lumpy Durables or Event Insurance? », *Journal of Development Economics*, 56, 1998, pp. 201-237.

Dujardin B. et al, " Ajustement structurel, ajustement culturel ?", dans *Santé Publique*, vol 15, 2003, pp. 500-528.

Fafchamp M. "Ethnicity and Credit in African Manufacturing", *Journal of Development Economics*, 61, 2000, pp. 205-235.

Guérin I. et al., "Micro-finance : effets mitigés sur la lutte contre la pauvreté", *Annuaire suisse de politique de développement*, N° 26, 2007, pp.88-125.

Issor Z., "La performance de l'entreprise : un concept complexe aux multiples dimensions", in *Projectique*, N°17, 2017, pp. 89-122.

Kadandji, G. Nga Owona A., "Les déterminants de la transition du secteur informel vers le secteur formel : la transition des tontines aux établissements de micro finance de première catégorie", in *CIREP*, Université Catholique Saint Jérôme de Douala, 2012, pp. 1-17.

- Labie M. et al., "Micro-finance et micro-assurance santé : réflexions sur des articulations possibles à partir de quelques expériences au Bénin et au Burkina Faso", in *Mondes en développement*, n° 139, 2007, pp. 33-71.
- Léon F. et P. Baraton, "La concurrence croissante entre banques et institutions de micro-finance", in *Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)*, 2018, pp. 1-22.
- Mintoogue Y., "L'épargne des classes moyennes au Cameroun. Une économie en marge du système bancaire", *Ifri*, 2017, pp. 1-38.
- Missoka P., "Petites et moyennes entreprises camerounaises : opportunités et enjeux", in *Denis & Lenora Foretia Foundation*, 2013, pp. 80-112.
- Nembot Ndeffo L., "Réformes financières et rentabilité du système bancaire des Etats de la CEMAC", *Monde en développement*, N°155, 2011, pp. 100-125.
- Ngueyap F., "crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun : effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", in *Population et travail-dynamique démographique et travail*, Yaoundé, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, 1999, pp. 501-536.
- Nkakleu R., "Quand la tontine crée le capital organisationnel en Afrique : une étude de cas", *revue managériale et avenir*, volume 27, 2009, pp. 98-136.
- Olinga Mebada J. E., "La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène", in *Archives Ouvertes Pluridisciplinaires*, Québec, 2018, pp. 1-26.
- Owens, "Sources de micro-finance pour les entreprises forestières", *La Revue des Sciences de Gestion*, 2003, pp. 1-58.
- Sangaré M., "Le financement des institutions de micro-finance : contraintes et liens avec la qualité des services aux clients une étude de cas au Mali", dans *Revue des Sciences de Gestion*, n° 249-250, 2011, pp. 133-182.
- Servet J.-M., "Les fonds de garantie, une pratique de solidarité et de mobilisation des ressources pour le développement", in *Annuaire Suisse de politique de développement*, N° 26-2, 2007, pp. 133-169.
- Severino J.-M., "Baromètre de la micro-finance", *Convergences. Solidaires et responsables : investir et agir pour les objectifs du millénaire*, 2015, pp. 1-32.
- Sogbossi Bocco B., "Perception de la notion de performance par les dirigeants des petites et moyennes entreprises en Afrique", in *Projectics*, N° 241, 2010, pp. 112-134.
- Somè Y., "Responsabilité sociale et solidaire : la micro-finance peut-elle être plus solidaire", dans *Finance et bien commun*, n°37-38, 2010, pp. 128-189.

Tchangme D., "La Population de Nkongsamba : structures et problèmes", in *cahiers d'outre-mer*, n° 147, 1984, pp. 225-282.

Tello Rozas S. et B. Gauthier, "Les tontines favorisent-elles la performance des entreprises au Cameroun ?", in *Revue d'Economie du Développement*, Vol 26, 2012, pp. 5-39.

Wamba L. D. et al., "La Caution solidaire garant-elle encore le remboursement des crédits dans les institutions de micro-finance ?", *Gestion 2000*, volume 32, 2015, pp. 66-96.

5. Dictionnaire

Collectif Larousse, *Dictionnaire Larousse*, Paris, Larousse, Col. Dictionnaire de Poche, 2008.

6. Cours et actes de colloque

Crutzen A., *Cours d'économie politique*, Namur, ed. Wesmael Charlier (S.A), 1970.

Leka Essomba A., "Technique de création d'entreprise", cours dispensé aux étudiants de Master 1 à l'Université de Yaoundé 1, 2018-2019.

Lelart M., "Les informalités financières : le phénomène tontinier", Communication avec Actes au Colloque international sur les pratiques informelles comparées de Nouakchott, 1988.

7. Sources électroniques

Brillet F., "Les tontines au Cameroun : petits arrangements entre amis", in www.lesechos.fr, publié le 9 avril 2002.

Documents inédits sur l'histoire de France. Correspondance administrée. Sous le règne de Louis XIV, t. III, p. 15. Consulté sur <https://www.littre.org/tontine-definition-dans-le-dictionnaire-littre>, le 28 juillet 2021.

Gatonye E., "Des "tontines" pour aider à payer la dot au Rwanda", in www.bbc.com, publié le 17 juin 2019.

Hedi Abdellaoui M., "Tontine, la banque des pauvres en Afrique. Association d'épargnants basée sur la seule confiance mutuelle entre individus, la pratique de la tontine a la côte dans plusieurs pays africains", in <https://www.gdrc.org/les-tontines-dans-les-pays-en-developpement.html>, consulté le 27 juillet 2021.

<https://www.economie.gouv.fr/facileco/dico-eco>, consulté le 26 juillet 2021.

<https://banque.ooreka.fr/dépôt-à-terme:définition-html>, consulté le 30 octobre 2021.

<https://banque.ooreka.fr/dépôt-à-terme:définition-html>, consulté le 30 octobre 2021.

<https://www.adaf-amc2.com/Réseau-des-mc2-cameroun.html>, consulté le 25 septembre 2021.

<https://www.beac.int/caractéristiques-d'une-PME.html>, consulté le 11 juin 2020.

<https://www.boursedescredits.com/notifications-definition-lexique-crédit-mobilier.html>, consulté le 23 août 2021.

https://www.camer.be.cdn.amppr/origine_du-mot-Nkongsamba.html, publié le 14 décembre 2013.

<https://www.camerlex.com/Nkongsamba-en-bref.html>, publié le 12 février 2011

<https://www.gdrc.org.les-tontines-dans-les-pays-en-développement.html>, consulté le 29 juillet 2021.

<https://www.lafiinancementpourous.com.liquidité.html>, consulté le 23 septembre 2021.

<https://www.larousse.fr/dictionnaire-performance.html>, consulté le 01 août 2021.

<https://www.solidaire-info.org.Microfinance-info.html>, consulté le 22 octobre 2021.

<https://www.theses.univ-lyon2.fr/le-plan-d'ajustement-structurel-définitions-et-objectifs.html>, consulté le 23 juin 2021.

Musa Shey Nfor, "Les camerounais préfèrent les tontines aux établissements de micro-finance", in *Investir au Cameroun*. <https://investiraucameroun.com>, consulté le 22 octobre 2021.

Sam Daley-Harris, Fondateur de la Campagne du Sommet du Microcrédit, propos recueillis dans <https://www.google.cm-le-poids-des-micro-finance.html>, consulté le 10 octobre 2021.

Sources orales

N°	Noms et prénoms	Âges (ans)	Qualités	Lieux	Dates
1	ABIYAH ANGABO	45 ans	Branch manager RIC	Nkongsamba	05/11/20
2	ASSUNGBANG CLAIRE	40 ans	Membre association femme Moech à Poola	Poola	05/09/21
3	BONE KARNAUD	45 ans	Membre actif du comité des jeunes de Mboriko	Nkongsamba	06/11/20
4	DJAMENI FRANCK CEDRICK	34 ans	Agent de crédit MC2-MUFID	Nkongsamba	06/11/20
5	DJILO MADELEINE	52 ans	Présidente des femmes dynamiques d'Ekangté	Nkongsamba	07/11/20
6	DJOUKOUO MARIE CLAIRE	50 ans	Trésorière Femmes dynamiques	Nkongsamba	06/11/20
7	EKOLE SEVERIN ERIC	48 ans	Président association équipe du dimanche	Nkongsamba	07/11/20
8	EKOSSO FRANCISKA	49 ans	Présidente association des ressortissants de Mboriko-Baneka à Poola	Nkongsamba	04/09/21
9	EPOH MARCEL	45 ans	Ex-mutualiste CAMED	Nkongsamba	07/11/20
10	ESSOH ERIC	29 ans	Vice-président Elites des jeunes de Nkongsamba	Poola	04/09/21
11	EYOUM MARIE	45 ans	Présidente association femme de la haute tension	Nkongsamba	04/09/21
12	KAMENI YANNICK	35 ans	Responsable commercial de recouvrement SOFINA	Nkongsamba	03/09/21
13	KOUABO N RHODESIE	51 ans	Présidente des femmes solidaires de Nkongsamba	Nkongsamba	05/09/21
14	MBATCHOU AMBROISE	75 ans	Président élite Ntonga	Nkongsamba	07/11/20
15	MBELLA ARNAUD-HILAIRE	46 ans	Président cuvée pastorale	Nkongsamba	07/11/20
16	MBELLA EITHEL	44 ans	Ancien président cuvée pastorale	Nkongsamba	07/11/20
17	MBIADJEU ROMEO	33 ans	Vice-président Association des jeunes de Barresoumtou	Barresoumtou	04/09/21
18	MBOULE Noëlla	32 ans	Accounter MMCCUL	Nkongsamba	05/11/20
19	MINTOM AUDREY	25 ans	Agent commercial CEC-Cameroun	Nkongsamba	06/11/20
20	MOTING HERMANN	33 ans	Responsable commercial MC ² -MUFID	Nkongsamba	03/09/21
21	MPONGO OLIVE	37 ans	Commerçante affiliée à SOFINA	Ndougue	04/09/21

22	NDEMA ELISE	20 ans	Agent commercial SOFINA	Nkongsamba	04/09/11
23	NJOUMBA FRANCOIS	52 ans	Trésorier Elites Baneka	Nkongsamba	04/09/21
24	NTYE'E ZE STEVE PATRICK	35 ans	3° adjoint préfectoral	Nkongsamba	06/11/20
25	NUPAYE PUIS	31 ans	Caissier CAMED	Nkongsamba	03/09/21
26	NZENG LYDIE	47 ans	Membre mc ² -mufid	Nkongsamba	05/11/20
27	POUASSI YVAN	31 ans	Ex-chef d'agence SCOOP-DA finance	Nkongsamba	06/11/20
28	SONGMENE MARIUS	40 ans	Contrôleur interne ACEP	Nkongsamba	05/11/20
29	TAKA ROMEO		Chef d'agence Régionale	Nkongsamba	03/09/21
30	TAKAM CARINE	28 ans	Caissière MMCCUL	Nkongsamba	03/09/21
31	TCHANTOU BRICE	40 ans	Responsable CEC-Cameroun	Nkongsamba	03/09/21
32	TCHOUFACK GERARD	42 ans	Habitant du village Mboriko	Barresoumtou	04/09/21
33	TCHUDJO VALERIE	47 ans	Membre de plusieurs associations communautaires et professionnelles	Poola	04/09/21
34	TOUEMENI PAUL ERIC	34 ans	Président AJR dépôt Guinness	Nkongsamba	07/11/20
35	TOUKEM MERLIN	36 ans	Directeur adjoint MC2-MUFID	Nkongsamba	06/11/20
36	TUFOIEN CONFORT	45 ans	Branch manager MMCCUL	Nkongsamba	05/11/20
37	YAMENDJI ROBERT	52 ans	Chef d'agence CAMED	Nkongsamba	06/11/20
38	YOMANG BOUMSONG ROGER-MASSODA	32 ans	Chef d'agence CEC-Cameroun	Nkongsamba	05/11/20
39	YONKEU EVELYNE	36 ans	Responsable du crédit FIGEC	Nkongsamba	04/09/21

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	
REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vii
RESUME	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GENERALE	1
1. CONTEXTE GENERALE DE L'ETUDE	2
2. RAISONS DU CHOIX DU SUJET	4
3. INTERET DE L'ETUDE	5
4. DELIMITATION DE L'ETUDE	6
4.1. Cadre spatial	6
4.2. Cadre temporel	7
5. CADRE CONCEPTUEL	8
6. REVUE CRITIQUE DE LITTERATURE	11
7. PROBLEMATIQUE	19
8. OBJECTIF DE L'ETUDE	20
9. CADRE THEORIQUE	21
10. SOURCE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE	23
11. DIFFICULTES RENCONTREES	25
12. PLAN DU TRAVAIL	25
CHAPITRE I : TONTINES ET MICRO-FINANCES DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA : FONDEMENTS, TYPOLOGIE ET MODE D'ORGANISATION ..	27
CHAPITRE II : SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA	53
I. DETERMINANTS ECONOMIQUES DE LA SYNERGIE TONTINE- MICRO-FINANCE	54
1. Programmes d'Ajustement Structurel et leurs corollaires	55
2. La déstructuration du système bancaire classique	57
II. RAISONS DE CHOIX ET CONDITIONS D'ADHESION DES TONTINES DANS LES MICRO-FINANCES	61

1. Critères de choix d'une micro-finance par les tontines	61
2. Conditions d'adhésion des tontines au sein des micro-finances.....	65
III. DETERMINANTS SOCIAUX DE LA SYNERGIE TONTINE-MICRO-FINANCE.....	70
1. La sécurisation des fonds	70
2. Une ouverture de compte abordable et l'octroi des crédits.....	72
CHAPITRE 3 : EFFETS DES TONTINES SUR LA PERORMANCE DES MICRO-FINANCES ET APPORT DES MICRO-FINANCES AUX TONTINES A NKONGSAMBA	76
I. EFFETS DES TONTINES DANS LA PRODUCTIVITE DES MICRO-FINANCES A NKONGSAMBA	77
1. Nature et état de versement des tontines au sein de micro-finances	78
2. Politique d'emprunt et d'accès au crédit	82
II. INDICATEURS SOCIAUX DE L'APPORT DES TONTINES AUX MICRO-FINANCES	84
1. Tontine comme agent publicitaire des établissements de micro-finances.....	85
2. Liaison entre comptes-groupes, investissements personnels et gestion du personnel des micro-finances	87
III. APPORTS DES MICRO-FINANCES AUX TONTINES ET A SES MEMBRES DANS LA LOCALITE DE NKONGSAMBA	90
1. Elaboration et financement des projets des tontines.....	90
2. Micro-finance et réduction de la pauvreté à Nkongsamba	93
CHAPITRE 4 : RELATIONS MICROFINANCES- TONTINES : LECTURE BILANCIELLE, ZONES D'OMBRE ET PERSPECTIVES.....	98
I. LECTURE BILANCIELLE DE LA RELATION TONTINES-MICRO-FINANCES À NKONGSAMBA	99
1. De la complémentarité entre les deux organes à l'enrichissement des micro-finances au détriment des tontines	100
2. Non-respect des délais de remboursement des crédits.....	102
II. PROBLEMES RENCONTRES PAR LES MICRO-FINANCES ET LES TONTINES A NKONGSAMBA	104
1. Non couverture de tout l'espace de Nkongsamba par les micro-finances	104
2. Concurrence entre différentes micro-finances et entre micro-finance et les tontines.....	105
3. Concurrence entre micro-finance et les banques classiques	108
III. PERSPECTIVES POUR UNE MEILLURE COLLABORATION TONTINES-MICRO-FINANCES	110

1. Pour une implication des autorités administratives	110
2. Pour une implication des membres des micro-finances et des tontines	112
3. "Micro-financiarisation" des tontines	114
CONCLUSION GENERALE	117
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	138
TABLE DES MATIERES	146